



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



HARVARD
COLLEGE
LIBRARY



HARVARD
COLLEGE
LIBRARY

LA

LÉGION ÉTRANGÈRE

LA
LÉGION ÉTRANGÈRE

OUVRAGES DU MEME AUTEUR

LIBRAIRIE TÉQUI

- Souvenirs d'un vieux Zouave, 2 vol. in-12.. 4**
La Légion Étrangère, 1 vol. in-12, illustré.. 2

LIBRAIRIE PLON

- Généraux et soldats d'Afrique, 1 vol. in-12. 3 50**
Prêtres et Soldats, 1 vol. in-12..... 3 50

LIBRAIRIE DUMAINE

- Vingt conférences sur la Tactique, 1 vol.
in-12.**

COLLECTION SAINT-MICHEL

LA
LÉGION ÉTRANGÈRE

PAR
LE CAPITAINE BLANC



PARIS
TÉQUI, LIBRAIRE-ÉDITEUR
DE L'ŒUVRE SAINT-MICHEL
85, RUE DE RENNES, 85
—
1890

COLLECTION SAINT-MICHEL

LA

LÉGION ÉTRANGÈRE

PAR

LE CAPITAINE BLANC



PARIS

TÉQUI, LIBRAIRE-ÉDITEUR

DE L'ŒUVRE SAINT-MICHEL

85, RUE DE RENNES, 85

1890

LÉGIION ÉTRANGÈRE

OUVRAGES DU MEME AUTEUR

LIBRAIRIE TÉQUI

- Souvenirs d'un vieux Zouave, 2 vol. in-12.. 4**
La Légion Étrangère, 1 vol. in-12, illustré.. 2

LIBRAIRIE PLON

- Généraux et soldats d'Afrique, 1 vol. in-12. 3 50**
Prêtres et Soldats, 1 vol. in-12..... 3 50

LIBRAIRIE DUMAINE

- Vingt conférences sur la Tactique, 1 vol.
in-12.**

COLLECTION SAINT-MICHEL

LA
LÉGION ÉTRANGÈRE

PAR

LE CAPITAINE BLANC



PARIS

TÉQUI, LIBRAIRE-ÉDITEUR

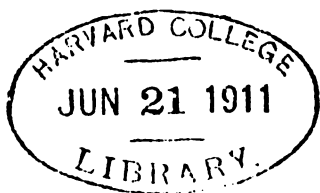
DE L'ŒUVRE SAINT-MICHEL

85, RUE DE RENNES, 85

1890

Fr 351.9

~~Fr 351.9~~



Fine money

AVANT-PROPOS

En écrivant mes *Souvenirs d'un vieux zouave* et mes *Généraux et soldats d'Afrique*, j'avais un triple but : faire connaître les noms du plus grand nombre possible de ces héros obscurs à la bravoure desquels les généraux doivent souvent leurs succès, sans qu'ils figurent aux rapports officiels où les états-majors ne sont jamais oubliés. — Peindre nos généraux des guerres d'Afrique, non pas tels que leur mérite et la fortune les ont faits depuis lors, mais tels que nous les jugions au feu du bivouac. — Opposer aux légendes, aux racontars de deuxième ou troisième main et même aux bulletins officiels, dont la réputation de complaisance

n'est pas à faire, le récit d'un comparse de ce drame de 20 ans, parfaitement désintéressé dans la question, ne disant que ce qu'il a vu ou qu'il tient de témoins oculaires.

J'ai été fidèlement servi dans mon travail par mes notes, prises chaque soir après quelques actions de guerre, et par ma mémoire qui — phénomène commun aux vieillards — me reproduit mieux les événements lointains que ceux rapprochés de moi.

J'en ai été grandement récompensé par l'approbation des sommités de l'armée qui, toutes, ont loué l'exactitude de mes récits. Le maréchal Pélissier, à qui le manuscrit de mes *Souvenirs* avait été communiqué dix ans avant son impression, me faisait dire par son aide de camp, le colonel Renson : « Dans cinquante ans d'ici, quand on voudra savoir la vérité sur les hommes et les choses de l'Algérie, c'est ce livre qu'on consultera. »

Son Altesse royale Monseigneur le duc de Nemours, mon général aux deux expéditions de Constantine et à la campagne de 1841, daignait m'écrire le 23 juillet 1877 : « C'est avec

« bonheur que j'ai trouvé dans vos *Souvenirs*
« la description des longs, laborieux et fruc-
« tueux travaux de nos armées en Algérie,
« ainsi que les noms de ceux qui ont illustré
« nos armes, tant dans cette lutte prolongée
« que, plus tard, sur de plus grands théâtres.
« J'ai admiré la grande exactitude de vos
« récits pour les faits dont j'ai été témoin,
« comme pour ceux que j'ai sus pertinem-
« ment en leur temps.

Dans mes *Souvenirs*, comme dans mes *Généraux et soldats d'Afrique*, j'ai dépeint de nombreux types pris dans les corps spéciaux d'Afrique dont, si j'ai loué la bravoure, je n'ai pas dissimulé les défauts.

Il me reste un filon à exploiter dans cette mine si féconde d'existences dévoyées, de caractères indomptables, de vies aventureuses, d'esprits mal équilibrés. Ce filon, le plus fécond de tous, est celui de la Légion étrangère d'où sont sortis les régiments étrangers, qui ne démentent en rien leur origine.

Le tout est, dit-on, conforme aux parties dont il se compose; notre récit sera en oppo-

sition avec ce prétendu aphorisme, en montrant un corps de troupes, brave, bien dans la main de ses chefs, dur à la fatigue, aux privations; très utile à la France, quoique étranger à notre pays, et d'éléments disparates, hétérogènes, inassimilables, réfractaires même les uns aux autres.

Dans mes projets, ce livre doit avoir deux parties, la première comprenant un historique sommaire des deux légions que j'ai particulièrement connues, ainsi que les portraits de quelques célébrités sorties de leurs rangs; la deuxième exposant les silhouettes de quelques légionnaires pris dans la masse si riche en excentricités.

Je compléterai ainsi ma galerie africaino; mais je dois me hâter, si je veux que quelques voix s'élèvent pour dire de ce livre comme des premiers : « C'est vrai ! » Car les soldats des premières années de la conquête disparaissent chaque jour.

Le général Lellô — mon capitaine à l'assaut de Constantine, alors que j'étais fourrier — vient de mourir. Je ne vois plus au sommet de la hiérarchie militaire, que les

maréchaux Canrobert et Mac-Mahon dont les premiers faits d'armes datent des premiers jours de la conquête, et dont la gloire comme un beau soleil couchant, jette des rayons lumineux sur la valeureuse génération qui s'éteint.

Autour de moi, plus rien ! Pas un de mes compagnons de misères et de combats à qui je puisse tendre la main ! On dirait qu'en disparaissant, ils m'ont donné la mission de rappeler leur souvenir à la France oublieuse. Il faudrait, je le sais, pour un si noble objet, une voix plus puissante que la mienne, celle du clairon de Constantino et d'Isly ; mais si mes accents manquent de force, ils portent en eux la vérité. On la doit aux morts et plus encore aux vivants.

Capitaine BLANC.

LA
LÉGION ÉTRANGÈRE

CHAPITRE PREMIER

FAITS QU'IL EST BON DE RAPPELER.

En principe, aucune troupe étrangère ne peut être introduite en France sans le consentement préalable du chef de l'Etat. La vieille monarchie en avait toujours eu à son service. Bannies par la révolution de 1793, elles revinrent, à la Restauration, sous la forme de Régiments Suisses. Ces régiments furent licenciés à la révolution de 1830, la nouvelle charte n'admettant des troupes étrangères au service de l'Etat, qu'en vertu d'une loi. La légion d'Hohenlohe forma le 21^me léger, en 1831, avec la faculté d'y incorporer les

étrangers qui seraient en instance pour se faire naturaliser.

Puis, vint la loi du 9 mars 1831 qui permettait de former, dans l'intérieur du royaume, une Légion étrangère, mais qui interdisait de l'employer sur le territoire continental.

La légion étrangère, formée en Algérie, cessa de faire partie de l'armée française en 1835; mais, bientôt après, une ordonnance prescrivit la création d'une nouvelle Légion étrangère à un bataillon; d'autres ordonnances suivirent de près celle-là, si bien qu'en 1840, la Légion étrangère comprenait deux régiments à trois bataillons. Il y a aujourd'hui deux régiments qualifiés de régiments étrangers.

Tel est l'historique sommaire de la Légion étrangère. Il nous reste à le développer, en expliquant comment se sont produits ces événements, d'apparence si contradictoires, et si naturels pourtant, si l'on considère les circonstances politiques au milieu desquelles ils sont nés.

APRÈS LA PRISE D'ALGER.
LE GÉNÉRAL CLAUZEL.

Au lendemain de la prise d'Alger, le gouvernement de Juillet se trouva fort embarrassé de sa conquête. Les Bourbons avaient emporté dans leur exil le secret de leur politique, et les d'Orléans venaient de s'interdire le droit d'en avoir une et surtout de la pratiquer, en acceptant la formule du parlementarisme : « Le roi règne et ne gouverne pas. »

La sagesse et le patriotisme de Louis-Philippe lui inspiraient de conserver Alger et de s'étendre au moins jusqu'aux anciennes limites du Beylic. Les jeunes princes, ses fils, partageaient les idées et les sentiments de leur père, entrevoyant la moisson de gloire qu'ils allaient récolter sur la terre d'Afrique.

Mais le parlement était là, imposant silence à la sagesse du père et à la bravoure des enfants. En vain le duc d'Orléans accourait, en 1835, prendre sa part de la campagne de Mascara; le duc de Nemours allait affronter

les dangers et les misères des deux expéditions de Constantine; le prince royal repassait la mer pour faire l'expédition des Bibans en 1839 et enlever le col de Mouzala en 1840. En vain le jeune duc d'Aumale inaugurait, à cette dernière date, comme officier d'ordonnance de son frère aîné, la série de hauts faits et de sages mesures administratives qui le placèrent si avant dans l'estime de l'armée et des colons.

Cette conduite des princes, approuvée, encouragée par le roi, disait hautement que, dans leur conviction, il y allait de l'intérêt et de l'honneur de la France de conserver, affermir et développer la dernière conquête léguée par la branche aînée des Bourbons à la branche cadette.

Tout le monde le comprenait en France; mais allez donc faire entendre raison à un parlement désuni, et lui faire perdre une occasion de discuter des mois et des années sur le même sujet! Les députés de cette époque ne faillirent pas à ce dernier rôle; *expansifs* et *restrictifs*, ils s'en donnèrent à cœur joie. Les premiers voulaient l'extension

de la conquête; les seconds voulaient qu'on ne gardât qu'Alger; certains — en petit nombre heureusement pour leur honneur — allèrent jusqu'à proposer l'abandon d'Alger, par crainte d'une guerre avec les Anglais. La discussion alla ainsi de sêssion en session jusqu'à celle de 1840, où la question fut définitivement et virtuellement tranchée en faveur de l'occupation expansive, à la suite d'un discours du général Bugeaud, d'abord adversaire de l'expansion, mais à qui sa victoire de la Sika et son malencontreux traité de la Tafna avaient ouvert les yeux.

Le doute parlementaire sur les destinées futures de l'Algérie n'empêchait pas nos généraux de guerroyer. Le général Clauzel, arrivé à Alger le 2 septembre, comme successeur du maréchal Bourmont, inaugura la série des expéditions qui, presque toutes malheureuses dans les cinq premières années sous les ordres des généraux Berthezène, Savary, d'Erlon, Desmichel, Trézel, etc., prirent un glorieux éclat lorsque le même maréchal Clauzel, revenu en Afrique avec une plus grande expérience des Arabes et de

leur pays, quatre ans après avoir été rappelé de son premier commandement, ouvrit, par l'expédition de Mascara — décembre 1835 — l'ère des succès qui devaient nous assurer, vingt ans après, la tranquille possession de l'Algérie.

Ajoutons que le roi était complice de ses généraux, et que les ministres n'auraient pas osé blâmer des campagnes auxquelles les princes prenaient une part si active et si honorable à la fois. Mais n'anticipons pas sur les événements; revenons sur nos pas, pour mieux suivre ceux qui amenèrent la formation de la légion étrangère.

Pour donner satisfaction à la partie de la chambre opposée à l'expansion, ainsi qu'à l'opinion publique à laquelle l'armée d'Afrique était suspecte, le gouvernement dut prescrire le retour en France de la majeure partie des troupes qui avaient fait la conquête. En quittant Toulon, Clauzel avait cet ordre en portefeuille; mais, en arrivant à Alger, il ne l'exécuta qu'incomplètement, en faisant embarquer quatre régiments seulement. dans les premiers jours de septembre 1830.

C'est qu'il ontrait dans les projets du gouverneur général de franchir l'Atlas et d'occuper Médéa, après y avoir installé un agha de son choix, à la place de l'agha turc qui commandait la province de Titery, et dont les fréquentes excursions dans la Mitidja portaient la terreur en deçà même du Sahel. Il craignait, en obéissant strictement aux ordres du gouvernement relatifs au rapatriement des troupes, de s'affaiblir au point de ne pouvoir réussir dans son entreprise.

Le 17 novembre 1830, l'armée se mit en marche en nombre respectable et munie d'approvisionnements suffisants. En passant, elle dut enlever Blida à la bayonnette et y laisser deux régiments pour la conservation de ce poste important. Le 21, les pentes abruptes des montagnes des Soumata furent gravies, malgré l'opiniâtre défense des Kabyles, et le bivouac français s'établit sur les crêtes et le col des Mouzaïa.

C'est de ce bivouac que le général en chef, publia l'ordre du jour retentissant alors et généralement oublié aujourd'hui : « Soldats,

les feux de vos bivouacs se mêlent aux étoiles du firmament, etc. » Image beaucoup plus juste que celle de « quarante siècles qui, du haut des pyramides, contemplaient l'armée d'Égypte. » On conçoit, en effet avec peine, des siècles juchés sur une pyramide et regardant quoi que ce soit, tandis que, certainement, les gens de la plaine pouvaient confondre avec les étoiles, les feux qui brillaient sur les nombreux pitons dont le Ténia est entouré.

Le général Clauzel laissa trois bataillons au nouvel agha qu'il venait d'installer à Médéa et repassa le col, ramenant avec lui les troupes qu'il y avait laissées sous le commandement du général d'Uzer. La descente des Mouzaïa et la traversée de la Mitidja se firent sans encombre jusqu'à Blida. En entrant dans cette ville, le spectacle affreux qui s'offrit à sa vue lui révéla des événements en prévision desquels il avait laissé là le colonel Rulhière avec deux régiments, mais dont il était loin de soupçonner la gravité.

Les rues étaient teintes de sang; des ca-

davres gisaient un peu partout; un silence de mort régnait sur la ville, en plusieurs points détruite; tout portait les traces d'un combat long et terrible. C'est que, pendant sept jours, nos troupes avaient supporté la double attaque des Kabyles et des habitants, dont elles n'avaient triomphé qu'au prix des plus énergiques efforts.

Le gouverneur général retira immédiatement les bataillons de Blida; et il dut en faire autant, bientôt après, pour ceux de Médéa, dont la position n'était plus tenable après les combats incessants qu'ils avaient eu à repousser depuis qu'ils étaient livrés à eux-mêmes, et par suite de l'épuisement des munitions, conséquence naturelle de ces combats.

LES SUCESSEURS DU GÉNÉRAL CLAUZEL

Cette première expédition de Médéa, si brillamment commencée et si tristement terminée, n'avait pas détruit à ce point les illusions du général Clauzel qu'il ne caressât l'idée de nouvelles entreprises; mais il ne pouvait plus éluder les ordres du gouvernement relatifs à l'effectif des troupes à

1.

conserver, et force lui fut de renvoyer en France l'excédant de cet effectif, c'est-à-dire la majeure partie de ses bataillons.

Le 21 février 1831, *l'armée d'Afrique* cessait d'exister pour ne plus s'appeler, par ordre ministériel, que *division d'occupation* sous les ordres du général Berthezène, envoyé de nouveau à Alger.

Le 22, le général Clausel s'embarquait pour la France, avec les généraux et les officiers d'état-major qu'il avait amenés avec lui.

Quelque modeste que fût la nouvelle dénomination du corps de troupes restant à Alger, elle pouvait paraître encore prétentieuse, les quatre régiments dont se composait la division d'occupation n'ayant que des effectifs excessivement réduits par le feu et les maladies, et leur troisième bataillon n'ayant pas encore rejoint les deux premiers. Il est vrai qu'à cette époque on travaillait activement à achever l'organisation des troupes indigènes commencée par le général Clausel. Les zouaves, formés d'abord à un bataillon, puis

à deux, réduits à un seul, étaient définitivement constitués à deux bataillons, commandés par Duvivier et Lamoricière; le colonel Marey-Monge parvenait à créer de véritables escadrons de chasseurs d'Afrique, le ministère prescrivait la formation de quelques corps nouveaux.

Avant de pouvoir se servir de ces troupes, alors à l'état embryonnaire — hormis les zouaves, déjà éprouvés — le général Savary duc de Rovigo, qui venait de remplacer le général Berthezène, ne pouvait pas songer à tenter quelque grande entreprise; sa préoccupation devait être, au 1^{er} janvier 1832, de mettre la ville d'Alger à l'abri des insultes des Arabes, tant de l'intérieur que de l'extérieur. Les uns et les autres, en effet, n'ayant vu dans le rapatriement de nos bataillons que le prélude de l'abandon de notre conquête, avaient redoublé d'insolence au dedans et d'audace au dehors, tandis que les *Mercanti*, français, espagnols et maltais, gens sans aveu, fuyant en partie la justice de leur pays, qui s'étaient abattus sur Alger comme une nuée de sauterelles sur un champ de blé

mûr, pris d'une indescriptible terreur, envahissaient les bateaux petits et grands pour retourner en Europe.

Le rôle du général et de ses troupes était donc, pour le moment, de s'enfermer dans les limites imposées par les circonstances à notre conquête, et de n'en sortir qu'à bon escient sans trop s'éloigner de la ville.

Ces limites peuvent être figurées par une ligne partant de la Pointe-Pescade, à l'ouest, gravissant la hauteur de la Bourdjareha; du sommet, s'infléchissant au sud, pour suivre la crête des collines jusqu'au Fort-l'Empereur tournant ensuite vers l'est sans quitter les hauteurs qui couronnent Mustapha, et aboutissant enfin à la fontaine de Hussien-Bey, près du jardin d'acclimatation.

Tel était le périmètre d'Alger, devenu camp retranché. Le général Savary le fortifia de quatre petits camps permanents établis à Dely-Ibrahim, Tixeraïm, Birkaden et Kouba, en avant mais non loin de la ligne figurative de ceinture, et reliés entre eux par une route stratégique.

Grâce à ces mesures, qui font honneur au

duc de Rovigo, les troupes et leur général pourront se mouvoir plus librement, pousser vivement les formations des nouveaux corps, à peine ébauchées, et attendre les événements.

SINGULIERS RENFORTS

L'insuffisance des troupes laissées en Algérie étant notoire, même en se tenant sur la défensive, le gouvernement avait prescrit la formation de corps nouveaux, destinés, dans sa pensée, à compenser le retrait des régiments de ligne. Ces nouveaux corps étaient les compagnies de discipline, réceptacle des insubordonnés de l'armée; les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, recevant les militaires condamnés et qui, sortis de prison, y terminaient leur temps de service; enfin, la Légion étrangère dont nous occuperons plus spécialement. De sorte dit M. Camille Rousset, dans ses *commencements d'une conquête* — que la colonie naissante « allait servir d'exutoire à la mère-patrie » pour les scories de l'armée, comme elle

« l'était déjà pour les scories de la population
« civile. »

Un an avant cette époque, la colonie avait été envahie par une masse d'aventuriers de toute sorte, jetés sur le sol africain avec le consentement du gouvernement sinon par son initiative, se débarrassant ainsi des combattants *sans emploi* des journées de juillet, et donnant, au détriment de l'armée, un exemple que le général Lamoricière, ministre de la république de 1848, devait suivre, 17 ans plus tard, au préjudice de la colonisation algérienne.

M. Camille Rousset fait le piquant tableau suivant des auxiliaires qui arrivaient à l'armée d'Afrique :

« Le 9 février, les curieux qui venaient chaque jour assister aux embarquements et aux débarquements, furent tous ébahis en voyant descendre à terre, avec les troisièmes bataillons des régiments qui devaient rester en Afrique, environ trois cents individus familièrement désignés sous le nom de *Parisiens* ou *d'Industriels*, et décorés des costumes les plus étranges; c'était une vraie

mascarade. Pour habiller cette cohue où tous les âges étaient représentés, depuis seize ans jusqu'à soixante et plus, il semblait qu'on eût vidé tous les vieux fonds des magasins de la guerre depuis quarante ans, et récolté toute la friperie militaire du Temple; garde nationale de 1789, garde impériale, garde royale, gardes d'honneur, gardes du corps, garde suisse, infanterie, cavalerie, artillerie de toutes les époques, tous les uniformes qui avaient brillé dans l'épopée militaire et politique de la France étaient là, sur le quai, dans une mêlée grotesque; puis tous ces figurants, qui auraient fait merveille dans un cirque, drapeau en tête, tambour battant, chantant la *Parisienne*, entrèrent par la porte de la Marine, défilèrent dans Bab-Azoun et s'en allèrent peupler les mesures de Mustapha.

« Qu'était-ce que cette avant-garde? Car on annonçait de pareils et prochains arrivages. C'étaient, en grande partie, des combattants de juillet qu'un aventurier belge, nommé Lacroix, qui s'était attribué le titre de baron de Boëgard et le grade de lieutenant-général, avait réunis d'abord sous le nom de

Volontaires de la Charte. Quand l'ordre eut commencé à se rétablir, le premier soin du gouvernement fut de licencier ce rassemblement dangereux et coûteux. Alors le soi-disant général Lacroix fit annoncer à sa bande qu'elle trouverait à Orléans et à Montargis des bureaux d'enrôlement destinés à recruter des colons pour l'Afrique. Indépendamment des héros de barricade, une foule d'ouvriers sans travail et de vagabonds qui n'en cherchaient pas affluèrent. On les dirigeait par détachements, avec des officiers de leur choix sur Toulon; là, ils signaient un acte d'engagement collectif, et on les embarquait pour Alger. Quelle était la valeur de cet acte? Beaucoup étaient venus pour être colons, comme on le leur avait dit, et non pour être soldats; beaucoup, par leur âge et leurs infirmités, étaient impropres au service militaire. Ce qu'il y avait de pire dans le nombre c'étaient les officiers. « On fera quelque chose
« des soldats, écrivait un sagace observateur
« de l'état-major; le reste n'est bon à
« rien; les officiers, pour la plupart, sont
« au-dessous de rien. Le plus curieux est un

« tailleur, qui s'est fait chef d'escadrons en
« vertu des services rendus dans la grande
« semaine, services dont il apporte des cor-
« tificats signés des marchands de vins de son
« quartier. On a mis les meilleurs dans les
« diverses compagnies; le surplus est ici,
« courant les cafés, sans liaison avec l'armée
« qui ne les aime pas. » Un ordre du 12 fé-
vrier mit les premiers arrivés à la suite des
bataillons de zouaves; quinze jours après,
on en avait déjà formé neuf compagnies. Il
en arriva en tout quatre mille, si misérables,
si dépenaillés que les Maures les appelaient
les *Bédouins de France*, et les colons, ainsi
que l'armée, les *Parisiens*.

Eh bien! on finit par tirer parti de ces
éléments disparates et en grand nombre in-
capables et vicieux. De ce qui n'était pas apte
à la guerre on fit des compagnies d'ouvriers;
de ceux qui n'étaient bons ni à la guerre ni aux
métiers, des terrassiers, des démolisseurs,
des manouvriers auxquels la besogne ne
manqua pas de longtemps, car il fallait donner
du jour et de l'air à la ville des Deys, et re-
lever les décombres que, de temps immémo-

rial, les Algériens laissaient s'amonceler respectueusement dans leurs ruelles sombres étroits et sinueuses.

De ceux qui étaient en état de porter les armes, il fut fait trois bataillons, encadrés dans les officiers, sous-officiers et caporaux du 2^m bataillon de zouaves qu'on venait de licencier. Grâce à l'énergie de ces cadres, ces *bataillons auxiliaires d'Afrique* furent rapidement instruits et disciplinés. Bientôt une ordonnance royale en fit le 67^e régiment d'infanterie de ligne, qui conquist depuis une place honorable dans l'armée.

Les compagnies de discipline n'ont qu'une très exceptionnellement figuré dans les colonnes expéditionnaires ; leur rôle a été celui de terrassiers construisant des routes et contribuant ainsi au développement matériel de la colonie par l'établissement des voies de communication. Ces compagnies sont encore aujourd'hui cantonnées loin des grands centres de population.

Mieux traités que les disciplinaires, quoique plus coupables qu'eux, les bataillons d'infanterie légère d'Afrique (les zéphirs

ont eu l'honneur de participer — dans les commencements surtout — à de grandes expéditions, ou comme les camisards (disciplinaires), ils étaient employés aux travaux de routes et de fortifications, en temps de chômage de la guerre. Ils avaient l'espérance à peu près certaine d'entrer dans quelque colonne allant chercher l'ennemi.

Les occasions de se distinguer ne leur ont pas manqué, et ils ne les ont jamais laissés échapper. Bougie entre autres et La Macta sont pour eux des titres de gloire; la *Compagnie franche* du capitaine Blangini s'illustra réellement à la première expédition de Constantine, en enlevant le Coudiat Aty, opiniâtrement défendu par l'ennemi.

A partir de 1840, les gouverneurs ont cessé d'emmener avec eux les bataillons d'infanterie légère d'Afrique; on les laissait de préférence dans les postes importants à défendre, et l'on n'eut qu'à s'en louer. Ainsi, un des faits d'armes les plus importants de la campagne de 1840 fut, sans contredit, la défense de Cherchell par le premier bataillon d'infanterie légère d'Afrique aux ordres du

commandant Cavaignac. La ville fut assiégée pendant plus d'un mois par tous les Beni-Menasser, soutenus par les réguliers d'Abdel-Kader. La garnison fit plus de vingt sorties, chacune donnant lieu à un combat.

Mes lecteurs me permettront de ne pas leur parler de Mazagran, cette grande fumisterie exploitée par le gouvernement d'alors pour détourner l'opinion publique des préoccupations de la grande politique. L'armée d'Afrique en poussa de vif, et les officiers des bataillons ne s'en vantèrent pas.

CHAPITRE II

LA LÉGION ÉTRANGÈRE

COMMENT ELLE FUT FORMÉE

Ainsi, des cinq ou six mille dépenaillés, arrivés de France, on n'avait pu tirer que trois compagnies, par à peu près, et un régiment à instruire et à discipliner. C'était trop peu pour permettre au général commandant la division d'occupation de rien entreprendre, même dans la banlieue d'Alger; trop peu pour relever la confiance des colons, abaisser celle des Maures des villes, des Arabes de la campagne, auxquels Abd-el-Kader avait présenté le rappel en France de la majeure partie de nos troupes, comme le prélude de l'abandon prochain et complet de l'Algérie par les chrétiens.

Si l'embarras du général commandant à Alger était grand, celui du gouvernement de Paris n'était pas moindre. Il sentait l'énorme

responsabilité qu'il assumait en abandonnant notre nouvelle conquête à la garde d'une poignée de soldats; et, d'un autre côté, il craignait de se heurter à l'opinion publique, en reconstituant une forte armée d'Afrique, objet des ridicules suspicions politiques des marchands de la rue du *Sentier*.

La révolution cosmopolite tira la révolution française du mauvais pas où elle s'était mise par sa pusillanimité.

L'histoire nous enseigne que lorsque deux peuples ont été longtemps en guerre, l'un des deux, soit le vainqueur soit le vaincu, reçoit une forte empreinte des mœurs, des arts et même de la langue de l'autre.

C'est ainsi que la Grèce conquise par les Romains, émigra en quelque sorte dans Rome où tout devint grec, philosophie, architecture, littérature, beaux-arts. Des écoles grecques s'ouvrirent dans tout le Latium; ne pas savoir le grec était une lacune aussi grande dans l'éducation, que le serait, de nos jours, l'ignorance de la langue française chez un riche russe ou anglais. Ce fut le vainqueur qui reçut alors l'empreinte du vaincu.

Le contraire s'est produit dans le reste de l'Europe. Le séjour de nos armées dans les pays qu'elles avaient conquis eut en tout résultat d'inoculer aux vaincus le virus du Jacobinisme dont nous étions infestés. Pendant la révolution, c'était intentionnellement, à grand fracas; sous l'Empire, naturellement, sans y prétendre, à notre insu. Nous enseignions le jacobinisme aux peuples avec lesquels la victoire nous avait mis en contact sans nous en douter, parce qu'il était en nous. Cette action psychologique, commencée sous la révolution, se continua sous l'Empire, car au culte de la révolution se mêlait celui du général qui l'avait menée; les lieux saints se confondaient; la gloire avait écrit le mot, et sous la pourpre du despote, les *généralis* voyaient toujours l'habit écriqué du vainqueur de Marengo. En 1820, les *brigades de la Loire*, en demi-solde, ne lisaient que le *Constitutionnel* ou la République et l'Empire se donnaient journallement l'accablade, et l'arranger publiait son évangile révolutionnaire en vers, à la gloire de Napoléon.

Ce fut à cette date, 1820, que germa le ser-

ment de jacobinisme déposé par nos armées dans le sein des peuples, sous le nom de liberté. Tous voulurent être libres et se soulevèrent contre les gouvernements de droit divin; Naples contre son roi, l'Espagne contre Ferdinand VII; la Hongrie est frémissante; la Belgique menace la Hollande dont elle doit, dix ans après, secouer le joug. La Pologne croit voir l'aurore de sa délivrance, dans ce qui n'est qu'une large tache de sang sous son triste ciel; l'Autriche et la Prusse attendront 28 ans, mais leurs rois devront fuir devant la révolution et ne rentreront dans leurs capitales que par la force des bayonnettes étrangères et la concession à leurs peuples de droits à peu près analogues à ceux dont jouissaient les Français.

Le congrès d'Aix-la-Chapelle avait cru raffermir les trônes et assurer la paix universelle; on s'aperçut bientôt que le seul résultat bien positif de ces conférences avait été de reconnaître et d'accepter comme régulateur de l'équilibre européen, Alexandre, empereur de toutes les Russies. Ce fut lui qui désigna l'Autriche pour réprimer la ré-

volution de Naples, et la France celle d'Espagne. L'armée autrichienne eut à traverser l'Italie dans toute sa longueur, au milieu de populations dont l'hostilité se manifestait de la façon la plus sensible, il s'en fallut même de fort peu que la Savoie ne lui barrât le passage, tant était grande l'exaspération générale contre cette intrusion d'étrangers dans une querelle, entre un peuple et son roi.

La France remplit, en 1823, la mission de replacer Ferdinand VII sur son trône. Cette campagne, où l'on ne peut guère citer comme fait d'armes éclatant que la prise du Trocadero, n'ajouta rien à la gloire du maréchal Moncey et ne révéla pas de grands talents militaires chez le duc d'Angoulême; mais elle mit en relief la prodigieuse vitalité de la France qui, huit ans après Waterloo, saigné aux quatre membres par vingt ans d'une guerre incessante, pouvait aligner une armée superbe comme nombre, discipline, tenue et bravoure. Ce spectacle frappa toutes les cours de l'Europe, et nous assura notre place parmi les grands Etats, assez disposés alors à nous la contester.

ARMAND CARREL. — LES ÉMIGRÉS

La campagne de 1823 en Espagne mit dans un relief sinistre un homme auquel on peut appliquer ce mot de Pope parlant de Cromwell « Il est condamné à l'immortalité. » J'ai nommé Armand Carrel.

Né en 1800 à Rouen, d'une famille de commerçants, Armand Carrel sortit de Saint-Cyr avec le grade de sous-lieutenant. Son caractère réfractaire à la discipline et le levain de jacobinisme qui fermentait dans son esprit le jetèrent au milieu des conspirations. Affilié aux *Carbonari*, il prit part, en 1822, au complot de Belfort, et pour échapper aux poursuites de la police, il déserta en Espagne. Il y était lorsque l'armée française y entra pour restaurer le trône de Ferdinand VII, et au lieu de se tenir à l'écart des belligérants ou de chercher un refuge chez un autre peuple, il organisa avec Nantil et Fabvier, un petit corps de troupes au moyen d'autres réfugiés politiques français et de gens de même

nationalité qui avaient fui comme lui la justice de leur pays. Il n'attendit pas l'armée française, il alla au-devant d'elle; et les premiers ennemis que rencontrèrent nos bataillons ce furent des *Français*; les premières balles qu'ils reçurent furent des balles tirées par des *Français* portant des armes espagnoles et marchant sous le drapeau tricolore, qui n'était pas alors le drapeau de la France.

La guerre d'Espagne s'étant terminée par la délivrance de Ferdinand, tenu prisonnier à Cadix par les révolutionnaires, et par une capitulation générale, Carrel se crut indemne de toute responsabilité, et rentra en Franco. Arrêté et traduit devant un conseil de guerre, il fut condamné à mort pour désertion à l'ennemi. Armand Carrel appela de cette sentence à une juridiction étrangère à l'idée des lois militaires et des devoirs qu'elles imposent, qui l'acquitta. De ce jour il devint le point de mire des révolutionnaires. Servi par un remarquable talent d'écrivain, il entra dans la presse de l'opposition avec toute la fougue de son caractère. Quelques mois avant la révolution de 1830, il fonda, avec Thiers

et Mignet, le *National*, qui contribua si puissamment aux Journées de Juillet, et guida en quelque sorte le mouvement populaire.

On pouvait croire que la chute de la branche aînée des Bourbons calmerait la fureur révolutionnaire d'Armand Carrel; il n'en fut rien. Le roi Louis-Philippe n'était pas depuis un an sur le trône, que Carrel l'attaquait avec la même violence dont il avait usé envers Charles X. Dépouillant son habit d'emprunt du libéral, il se montra ce qu'il avait toujours été réellement : républicain. Appelé devant la cour des Pairs, pour y répondre des opinions exprimées dans son journal, d'accusé il se fit accusateur du gouvernement, de la charte et des lois sur la presse. Enfin, à la suite d'une lutte passionnée avec Emile de Girardin, comme lui journaliste, il finit sa vie tourmentée dans un duel au pistolet contre son adversaire.

Armand Carrel violateur du serment qu'il prêta en recevant l'épaulette, conspirateur, *carbonaro*, déserteur, embaucheur, homicide des soldats qu'il commandait naguère, a sa statue à Rouen. Et qui la lui a dressée?

Le Jacobinisme, qui n'a pas assez d'ennemis pour les émigrés.

Il est vrai que la logique étant incompatible avec la passion politique, les Jacobins ont des trésors d'indulgence pour les protestants et frondeurs des seizième et dix-septième siècles qui, pour déchirer plus profondément leur patrie, appelaient à leur aide, les premiers, les Anglais et les Allemands ; les seconds, les Espagnols.

Où est l'armée française. Là est la France.
« disent les Jacobins accusateurs des émigrés.
« Le premier devoir est de ne pas se joindre
« à l'Étranger contre l'armée de son pays.
« quel que soit l'Étranger, et quelque état que
« soit le pays. »

Ce principe, que j'adopte de grand cœur, est la condamnation irrévocable d'Armand Carrel; mais peut-il, en toute justice, être appliqué aux émigrés? Je ne le pense pas; et avec M. Fourneron, dans son *histoire de l'émigration*, je crois que la question est mal posée; on doit se demander d'abord si, dans la réalité de l'histoire, les émigrés, se sont joints à l'étranger, ou si ce n'est pas

plutôt l'étranger qui s'est joint aux émigrés.

« On les condamne au nom du droit nouveau; ce droit nouveau n'est-il pas de la révolution même? Les émigrés n'agissent-ils pas dans la conception du droit monarchique et selon les lois de ce droit? Ces questions, aujourd'hui, sont difficiles à résoudre; mais il faut les observer cependant, ou ne pas se mêler d'écrire l'histoire.

« Où est l'armée française, dit-on, là est la France. Oui, pour vous, non pour les émigrés. La France était pour eux, alors, là où était le roi, et le roi n'était pas dans le palais où l'avait emprisonné l'émeute triomphante, mais avec eux, au milieu d'eux, représenté par ceux qui parlaient en son nom, tous ses agents de haut et de bas étage, ses ministres ses frères. «..... La passion peut confondre
« les temps l'histoire les conserve.

« Nous sommes en présence d'un état d'esprit, d'une conception du droit et de la loi qui diffère de la nôtre, et l'émigration ne peut pas être jugée sur une autre loi que la sienne. Contre la révolution, qui représentait le droit nouveau les émigrés représentaient

le droit monarchique; et, comme dans toute collision de ce genre, ils étaient tous également dans leur droit, révolutionnaires d'une part, et royalistes de l'autre, jusqu'à ce que l'issue de la lutte eût décidé si ce seraient les émigrés qui cesseraient d'y être ou les révolutionnaires qui n'y auraient jamais été.

« Quoique marchant avec les armées de l'étranger, les émigrés n'eurent jamais d'autre drapeau que le drapeau blanc. »

Voilà bien des circonstances atténuantes en faveur des émigrés; en existe-t-il en faveur d'Armand Carrel? Je n'en vois aucune. Le nouveau droit avait triomphé de l'ancien; la révolution s'était assise sur le trône avec Napoléon; la charte de Louis XVIII avait été acceptée par la nation; l'armée avait juré fidélité à la constitution et au roi. Dès ce moment, on était en droit de dire : « Là où est l'armée, là est la France. » Donc, l'officier français qui, violateur de son serment, déserteur de l'armée française avait combattu contre cet armée, méritait la mort. C'est pour cela, bien certainement, que les républicains de 1887 l'ont jugé digne d'une statue. Il était leur précurseur.

CHAPITRE III

LES ÉLÉMENTS DE LA LÉGION.

Toute insurrection est suivie de réaction : vaincue, elle est proscrite; victorieuse, elle proscrit. Dans l'un et l'autre cas, elle couvre d'émigrés les routes qui conduisent à l'exil. La France, nation éminemment hospitalière, reçut la majeure partie des proscrits de l'Italie, de l'Espagne, de la Pologne, de l'Allemagne, de la Belgique, auxquels se mêlaient de nombreux déserteurs. Les personnages importants prenaient domicile dans les villes de leur choix, et y vivaient généralement de leurs ressources ou des positions qu'ils savaient s'y créer. Le populaire, c'est-à-dire la masse, était reçu dans des dépôts, avec la liberté de chercher un gagne-pain quelconque, industrie, état ou métier, et recevait un secours journalier en argent, en atten-

dant qu'il pût se suffire à lui même. Le nombre de réfugiés étant très considérable, ces secours constituaient une charge sensible pour notre trésor public, et l'on ne pouvait cependant pas laisser ces malheureux mourir de faim, en attendant qu'il plût à leurs rois victorieux de leur accorder l'amnistie.

Le gouvernement eut alors la lumineuse idée d'utiliser les réfugiés, en les envoyant en Algérie renforcer la division d'occupation dont j'ai dit l'extrême faiblesse. La proposition leur en fut faite, et tous l'acceptèrent : les uns pour échapper à l'oisiveté, les autres par amour des aventures ; ceux-ci par habitude du métier des armes, ceux-là dans l'espoir de se faire une position. Ces derniers étaient des officiers qui, n'ayant que la cape et l'épée, souffraient horriblement, moins encore de la misère que de leur promiscuité avec la masse des réfugiés. Plusieurs ont justifié cette élévation de sentiments par les brillants services qu'ils ont rendus à la France, leur naturalisation, qui en a été la conséquence, et les hauts grades auxquels ils sont parvenus.

On forma des détachements d'hommes de même origine à la tête desquels furent placés des officiers de leur nationalité, et ces groupes furent successivement embarqués pour Alger, où ils devaient recevoir une organisation définitive.

L'impression des nouveaux arrivants sur les troupes et la population civile d'Alger fut aussi mauvaise que celle produite quelques mois auparavant par le débarquement des fameux *volontaires de la Charte*, avec lesquels mes lecteurs ont déjà fait connaissance. Mêmes loques, même conduite, même ivrognerie. Le seul avantage des premiers arrivés sur les seconds, c'est qu'ils parlaient français, tandis que les étrangers s'exprimaient dans tous les idiomes du continent et n'étaient compris de presque personne. Tous les éléments y étaient confondus comme toutes les nationalités, mais « les mauvais y étaient en plus grand nombre », nous dit M. Camille Rousset dans ses *commencements d'une conquête* ; et, pour constater le fait, il cite le passage suivant du carnet d'un officier d'Etat-major, écrivant le

18 septembre 1831 : « Nous avons un ba-
« taillon d'Étrangers dignes de tenir compa-
« gnie au 67^m. Ils sont débarqués depuis huit
« jours; le premier, il a manqué 35 hommes
« à l'appel du soir; avant-hier, une compa-
« gnie entière s'est enivrée et a battu ses
« chefs; elle est toute au cachot ou à la salle
« de police, sauf deux qui vont passer en
« conseil de guerre. »

Heureusement, ajoute M. Camille Rousset, que, sous la main ferme de chefs résolus, les mauvais sujets finissaient par s'assouplir et se ranger; s'ils ne s'élevaient point au niveau des bons, ils subissaient néanmoins peu à peu leur influence et, selon les occasions, ils étaient capables de bien servir.

C'est parfaitement vrai, non seulement pour la légion étrangère, mais encore pour tous les corps spéciaux de l'armée d'Afrique. Du reste, il y avait, indépendamment de la fermeté dans le commandement et la répression rigoureuse de tout acte d'insubordination, un moyen bien simple de les tenir dans la discipline, c'était de les éloigner des occasions de pécher, c'est-à-dire de boire,

car c'est le vin qui fait faire des sottises. Les avant-postes, les expéditions longues et périlleuses, voilà la meilleure école de discipline et de moralisation. Il faut tenir compte aussi que les hommes passent des six ou huit mois de marche sans boire de vin, succombent sous deux ou trois verres, et ne sont si malades qu'on s'en croit sévère.

A l'époque où les zouaves se recrutent presque uniquement d'anciens volontaires, de remplaçants et de rengagés, quelquefois n'ai-je pas exprimé hautement à mes braves et chers camarades le vœu de ne pas avoir toujours sous leur main ce vin qui n'y aurait que de l'eau à boire. Il valait être raide en principe et tout au plus occasionnel. Du reste, le maréchal Bugeaud nous donna certain jour, un exemple judicieux de cette tolérance.

INDULGENCE INTELLECTUELLE

C'était à la suite d'une expédition de six mois, faite par le général Yusuf chargé d'im-

poser des amendes à des tribus coupables de certains méfaits, et d'en forcer d'autres à payer les impôts qu'ils refusaient obstinément. Ce fut très long, mais nous n'eûmes pas un coup de fusil à tirer, le général ayant une méthode de traiter les Arabes dont je ne rendrai pas compte, malgré son efficacité, de peur de blesser quelque âme sensible.

Le bataillon de Zouaves, faisant partie de la colonne Yusuf, passa par Alger pour rallier Blidah, après s'être pourvu d'habillements nouveaux à ses magasins de la Casbah. Nos habits étaient de véritables habits d'arlequin, rapiécés à l'aide de tout ce qu'on put trouver, rouge, noir, blanc ou bleu, dans les douars que nous visitions. Jamais spectacle plus grotesque n'avait été donné aux Algériens. Mais si notre uniforme était en lambeaux, nos poches étaient bien garnies : deux mois de solde arriérée pour les officiers, cinq prêts dus aux soldats, une large part de prise, le tout touché à la Maison-Carrée, notre dernier bivouac avant Alger, constituaient pour chacun de nous, une véritable fortune, et nous nous demandions comment nous pourrions

la dépenser. Nous en vîmes cependant à bout sans trop de difficulté.

Casernés pour huit jours à la Casbah; les jours et heures fixés à chaque compagnie pour toucher ses effets; pas de service, pas d'appel; je laisse à penser la vie désordonnée de gens embarrassés de leur argent. Il y eut tant de gaité bruyante, tant de folie tapageuse dans la bonne ville d'Alger, que le commandant de place, colonel Marengo s'en fut prier le gouverneur général de faire partir au plus vite ce bataillon du diable ou de diables.

Quel type que ce colonel Marengo, la terreur des bourgeois aussi bien que des militaires! C'était ce que nous appelions, un *rentrant à la bouillotte*, c'est-à-dire un officier de l'ancienne armée rentré dans la nouvelle, à la révolution de 1830, brave comme son sabre de la vieille garde, et inexorable dans le service.

Il était d'origine italienne, et s'appelait, de son vrai nom, Capone. Il reçut le nom de Marengo d'un parrain trop illustre et dans un baptême trop mémorable, pour qu'il n'en fût pas à bon droit très fier.

Tambour à 15 ans dans un régiment français, il battait la charge à Marengo. Une balle le jeta par terre: Après un moment d'évanouissement, il se soulève et, ramassant sa caisse, il se remet à battre, tandis que son bataillon pousse en avant. Bonaparte passe près de lui, sa jeunesse, sa blessure, et son intrépidité l'intéressent, et il lui jette ces mots en passant :

— Comment t'appelles-tu?

— Capone, mon général.

— Capone!... mauvais nom. Tu t'appelleras désormais Marengo. Il fut fait comme l'avait décidé le futur César : le jeune tambour conquiert tous ses grades sous le nom de Marengo, et il figurait sur l'annuaire avec la désignation : Capone, dit Marengo.

Le commandant de place priait donc le gouverneur général de faire partir ces enragés pour lesquels il n'aurait pas assez de salles de police, de prisons ni de cachots, s'il lui était permis de sévir, ou, tout au moins, de les consigner à la Casbah.

— Je m'en garderai bien, lui répondait Bugeaud.

— Mais, mon général, ils mettent la ville en révolution.

— Jugez de ce que cèserait partout ailleurs. Le bruit qu'ils font ici se perd en se confondant avec le brouhaha naturel d'une grande ville; il serait intolérable partout ailleurs, à Blidah, par exemple, où ils vont rentrer.

Laissez-les faire. Je leur ai donné huit jours de liberté pour qu'ils puissent dépenser leur argent; je ne crois pas qu'ils atteignent ce terme. Je les ferai partir à mon heure, et ils iront faire pénitence de leurs orgies, en se nourrissant pendant six nouveaux mois de biscuit, de riz et d'eau claire... s'ils en trouvent.

Le général avait raison : nous ne fîmes pas les huit jours; dès le sixième, nous dûmes quitter Alger, ce lieu de délices où nous avions semé nos trésors. La veille de notre départ, après leur dernier repas à l'hôtel de la régence, où nous avions pris pension, les officiers s'alignèrent sur le balcon, et ouvrant leurs porte-monnaie, retournant leurs poches, ils en firent tomber le résidu sur la foule des gamins juifs, maures,

espagnols, maltais et français quigrouillaient au-dessous d'eux.

Le lendemain, à Douéra, l'officier payeur dut régler notre écot.

LE PREMIER RÉGIMENT

Le nombre des réfugiés étrangers réunis à Alger pour y être enrégimentés en vertu de la loi du 9 mars 1831, était de 6.000. Le colonel Stoffel en reçut le commandement avec la mission de les organiser. Le colonel en forma sept bataillons, composés : les trois premiers, d'Allemands ; le quatrième, d'Espagnols ; le cinquième, d'Italiens ; le sixième de Belges et de Hollandais ; le septième de Polonais. Cette organisation fut achevée avant la fin de l'année ; les bataillons étaient répartis sur divers points de nos possessions, et ceux qui étaient restés à Alger prenaient part, dès le mois d'avril 1832, aux divers combats qui eurent lieu entre la Maison-Carrée et la Ferme, à l'occasion des fourrages. Les bataillons italien, espagnol et polonais

étaient à Oran où ils avaient chaque jour l'occasion de se former à la guerre arabe. Cette guerre était en dehors du caractère et des aptitudes des gens du nord; les Espagnols seuls y trouvaient quelque chose de leur pays et de leurs mœurs, mais avec une aggravation de férocité à laquelle leur nation n'était pas arrivée, même lorsqu'elle combattait pour son indépendance. Généralement, ils affrontaient bravement la mort; généralement aussi, ils ne savaient ni l'éviter ni l'infliger à leur ennemi. C'est que cet ennemi a sa manière à lui de combattre, manière appropriée à son caractère et que favorisent également la configuration du sol et l'inexpérience des soldats arrivant de l'Europe. C'est un apprentissage à faire, et on le paie quelquefois bien cher, comme j'aurai l'occasion de le raconter.

COMPARAISONS ET DIFFÉRENCES.

« En Europe, on voyage presque toujours sur de larges et belles routes, dans des pays

fertiles, couverts de populations; les armées d'Europe trouvent toujours des gîtes à chaque fin d'étape, des vivres dans leurs cantonnements, de l'eau sur leur chemin; les armées d'Europe ne cherchent pas inutilement l'ennemi à travers des régions affreuses; elles le rencontrent sûrement une ou deux fois dans le courant d'une campagne, se battent, et la question est résolue.

« Il n'en est pas ainsi en Algérie. Pour nous l'ennemi est partout et nulle part; on le cherche sans le trouver; on marche, et il vous attaque; on se retourne, et il fuit avec une légèreté qui nous désespère. Combattre, ce n'est ni la fatigue, ni la faim, ni la soif; combattre c'est le bonheur pour nous. Le bruit de la mousqueterie soulève le soldat; son sac devient léger; il n'a plus faim, il n'a plus soif; il se bat. Il est admirable sans doute; mais qui ne le verrait qu'à l'attaque d'une position, quand les tambours battent la charge, ne comprendrait qu'à demi la puissance, la grandeur de notre sublime armée.

« Il faut voir, pour les connaître, ces modestes fantassins au milieu des buissons qui

leur barrent le chemin, des épines qui déchirent leurs pieds; au milieu des précipices, des neiges, des sables du désert. Lorsqu'on soulève son sac, ses vivres, son fusil, sa cartouchière, on s'étonne qu'un seul homme puisse porter un si lourd fardeau, et cependant il marche; il fait trente lieues en trente-six heures, quatre-vingt-dix lieues en dix jours. Accablé, mourant de fatigue, de chaleur ou de froid, il marche sans jamais penser que ses souffrances peuvent avoir une limite; et il s'arrête, incapable de se tenir sur ses pieds : en s'arrêtant, il tombe, et souvent il meurt sur place, le sac sur le dos, le fusil dans les mains. Il va, il va toujours, calme et résigné, sans que le courage l'abandonne, et je ne parle pas du courage qui le rend redoutable devant l'ennemi, se battre, ce n'est rien pour lui, mais de ce courage qui soutient sa gaieté, qui déride son front et ses lèvres, car il chante et rit comme d'autres pourraient rire et chanter s'ils n'avaient ni froid, ni faim, ni soif. S'il pleut, s'il neige, si le vent du nord fouette son visage, il s'écrie que Mahomet est de semaine; s'il fait beau,

Mahomet a fait son tour, Jésus-Christ a pris la semaine (1).

Ouvrons maintenant l'ouvrage du général Yusuf ayant pour titre : *de la guerre d'Afrique*.

« En Europe, les jours qui précèdent les batailles, quand il y a une grande agglomération d'hommes, le soldat couche par terre ; mais, presque toujours, il est logé dans les villages et ne bivouaque pas. Aux avant-postes, il sait fort bien se construire des baraques, les forêts lui fournissent partout en abondance les matériaux et le chauffage. Sa gaieté est entretenue par des distributions journalières de vin et d'eau-de-vie. Gagnez-vous une bataille, vous vous emparez d'approvisionnement immenses ; vous entrez en vainqueur dans les villes conquises, et l'armée oublie toutes ses fatigues, toutes ses privations, quand elle sait que le monde l'admire et que le retour dans sa patrie sera un triomphe. En Europe, enfin, la guerre se fait

(1) Laure. *La guerre étudiée d'après le caractère national et les ressources matérielles des deux puissances.*

avec humanité. Le vainqueur fait panser les blessés du vaincu, les hôpitaux s'ouvrent pour tous, les prisonniers sont sous la sauvegarde du droit des gens.

« Rien de semblable n'existe en Afrique, où le soldat est sans cesse en expédition, je pourrais dire : toujours l'arme au bras. Le jour se passe en marches forcées; la nuit, il a la terre pour lit. Il parcourt un sol presque toujours ingrat : malheur à celui qui reste en arrière, ne fût-ce que de quelques pas, il est impitoyablement massacré! Une race implacable le harcèle sans cesse; toujours insaisissable, elle fuit devant lui; jamais il ne rencontre une armée arabe; c'est une multitude de cavaliers, de vieillards de femmes, d'enfants. L'ennemi se disperse à sa vue, mais il est partout, au coin d'un bois, sur le revers d'un fossé; en un mot on le voit sans cesse et il n'est nulle part. Un peuple nomade ne présente que fort peu de côtés saisissables.

« Puis, en Afrique, la guerre se fait avec barbarie. L'Arabe croit avoir mérité de Dieu en tuant un chrétien; il le poursuit même

après sa mort ! Quittez-vous un bivouac, il vient fouiller la tombe de nos soldats, il exhume leurs cadavres, et ces affreux trophées sont traînés de tribus en tribus ! Celui qui succombe ne ressent même pas cet enivrement que donne la victoire, certain qu'il est d'être insulté jusque dans sa mort. »

Écoutons enfin notre grand maître à tous, le maréchal Bugeaud. Dans son ordre du jour du 7 juillet 1841, il s'exprimait ainsi :

« Je suis heureux et fier, comme chef et citoyen, des vertus guerrières que vous avez montrées dans cette campagne. Je ne vous exalterai pas pour avoir vaincu dans les combats partiels qui se sont présentés. Je veux vous féliciter de la vigueur de corps et d'âme avec laquelle vous avez supporté de longues marches, pendant la chaleur brûlante du jour. »

Ainsi, ce n'est pas la bravoure que l'illustre maréchal louait dans son armée, mais sa *vigueur en été* ; quelques mois plus tard, il la louera de sa *constance en hiver*. C'est que la bravoure est commune en France, tandis que le courage dans les misères de la guerre y est assez rare.

A cette date de 1841, la Légion étrangère prenait sa large part des travaux de l'armée d'Afrique. Elle devait également prendre une large part des éloges du général en chef, car elle s'était assouplie à la discipline française. Elle n'était pas encore à la hauteur des zouaves dans l'art des embuscades, des surprises de nuit, des ruses, des roueries de la petite guerre, mais elle ne le cédait à aucune troupe en solidité dans ses épreuves.

Ce progrès était l'œuvre des officiers, tant français qu'étrangers de la Légion, et on ne saurait trop les en féliciter.

Chaque race a son génie propre qui la guide par le chemin qui lui convient, et il est rare qu'une nation trouve son compte à emprunter la route du voisin. Elle est toujours contrainte de revenir sur ses pas : elle croyait avoir pris un raccourci, elle a fait un détour.

Tout en tenant compte de l'expérience acquise de jour en jour par la Légion étrangère dans les expéditions incessantes de cette époque, il est juste de ne pas ménager l'éloge

aux officiers qui ont fait un corps de troupe solide, avec des éléments qui, pris individuellement, ne laissaient pas espérer un pareil résultat. Par leur fermeté, ils avaient imposé la discipline à des hommes réfractaires à toute subordination; par leur exemple et par leurs leçons, ils leur avaient appris à combattre un ennemi redoutable dans l'art de la guerre de chicane.

Ils y ont eu d'autant plus de mérite, qu'il n'y avait pas de règlement de manœuvres approprié à la circonstance, et que les chefs devaient chercher des procédés particuliers pour combattre un ennemi dont la tactique était si différente de celles des armées européennes. On se souciait peu d'un règlement qui ne répondait pas aux nécessités de l'instant, on le ploya aux circonstances; l'initiative privée donna libre champ.

Cela a servi de thème aux ennemis des corps spéciaux. On a été jusqu'à être injuste à l'égard de corps d'élite tels que les Zouaves et les Tirailleurs indigènes; on leur a reproché en partie nos premiers désastres de 1870.

Il faut étrangement oublier leur héroïsme

à Wissembourg et à Freschwiller, à Sébastopol, à Palestro, à Melegnano et au Mexique. Ce qui est vrai, c'est que ces régiments avaient l'instinct d'une initiative *quand même*; que l'initiative des officiers notamment, des capitaines, était plus développée que dans les autres régiments de l'armée française, et c'étaient là des éléments de succès, non de revers.

LES COLONELS DE LA PREMIÈRE LÉGION.

Le premier colonel de la Légion étrangère fut, comme je l'ai déjà dit, le colonel Stoffel. Chargé, en 1831, d'organiser ce nouveau régiment. Le colonel Combe lui succéda en 1832, puis vint de Molleberk, en 1833, et, enfin, Bernelle, qui conduisit la Légion en Espagne.

STOFFEL fut sans doute un chef de corps brave et énergique; nous sommes certain qu'il fut un habile organisateur. Nous n'en voulons pour preuve que sa judicieuse idée de composer ses bataillons d'hommes de

même nationalité. C'était rendre leur tâche plus facile aux officiers par la communauté de la langue, exciter l'émulation entre les divers bataillons, remplacer l'esprit de corps, qu'on ne pouvait pas avoir, par l'esprit national que nous ne perdons jamais, quel que soit le pays où le destin nous conduise loin de notre patrie. Les bataillons allemands ne voulaient pas moins bien faire que les Belges et les Hollandais; les Italiens étaient jaloux du moindre fait d'armes des Espagnols et des Polonais. Tous concouraient ainsi à la bonne renommée de la Légion.

Les mêmes bons effets se produiront en France, l'orsqu'on aura substitué l'esprit départemental — l'esprit de clocher, pour être plus explicite — à l'esprit de corps, qui n'existe plus, par l'adoption du recrutement régional dont quelques esprits, d'un patriotisme éclairé ont eu déjà la perception et l'initiative.

L'ESPRIT DE CORPS

Qu'est-ce que l'esprit de corps? Est-ce, comme beaucoup le pensent et certains l'ont dit, le respect des chefs, l'observation des règlements, la soumission à la discipline, le culte du drapeau? Non : tout cela constitue l'esprit militaire, mais ce n'est pas l'esprit de corps.

L'esprit de corps est une passion qui vous pousse à considérer votre régiment, votre bataillon, votre compagnie comme le meilleur, le plus brave, le plus beau de tous les régiments de France, des bataillons, des compagnies de votre propre régiment. C'est extravagant, c'est insensé! Oui, mais cela a enfanté, dans tous les temps, des prodiges de valeur.

Certain jour de 1840, le sergent Rafin, des zouaves, est accosté dans une rue d'Alger par un touriste, fraîchement débarqué, qui lui demande, du ton le plus poli, à quel régiment de zouaves il appartient. Rafin redresse sa

taille de Porthos; passa sa main sur sa barbe fauve, et, les yeux fixés sur son interlocuteur, il lui répond d'un ton sec et cassant :

— Apprenez, Monsieur, qu'il n'y a qu'un seul Dieu, un seul soleil et un seul régiment de zouaves.

Voilà le langage de l'esprit de corps, les zouaves le tenaient alors; *Auvergne et Picardie* l'ont tenu bien avant eux, les chasseurs à pied, les tirailleurs algériens, tous les régiments le tenaient il y a cinquante ans. On ne l'entend plus aujourd'hui, parce que l'esprit qui l'inspirait est mort.

Oui, l'esprit de corps est mort depuis 1870, étouffé par les nouvelles institutions militaires.

Trois principes soutenaient et entretenaient l'esprit de corps : l'esprit militaire -- le service de longue durée -- l'avancement dans les corps ; ils ont disparu tous les trois.

L'esprit militaire est allé s'affaiblissant du jour où l'insulte à l'armée a été permise, où la littérature de bas étage et la caricature ont pu ridiculiser impunément les soldats et leurs chefs. Les masses populaires, voyant

sourire le gouvernement à de tels spectacles, en ont ri aux éclats; elles n'ont pas jugé dignes de la moindre déférence ces hommes que le gouvernement ne protégeait pas, et elles ont paru étonnées que, pendant des siècles, on ait tenu en si haute estime une institution pour laquelle cette époque en a si peu. Le colonel Ramollot, le sergent Dumanet, le fusilier Pitou sont devenus les types de tous les colonels de tous les sous-officiers, de tous les soldats.

A tous les degrés des diverses hiérarchies sociales, les fonctionnaires civils ont le pas sur les militaires; et tandis que, en Allemagne, un simple sous-officier, dans son village ou dans son hameau, marche en tête de toutes les autorités, un général français, qui, suivant un mot bien connu, a mis trente ans pour arriver à son grade, est forcé de s'incliner devant un paltoquet quelconque qu'une minute, le temps d'une signature, a fait préfet.

C'est là l'armée! se sont dit les masses pour lesquelles tout se résume en convoitise et sensualisme; c'est là cette partie du corps social, pour laquelle nos pères avaient tant

de respectueuse reconnaissance? Il n'y a là ni honneurs, ni argent, foin de l'armée! Et lorsque les législateurs ont dit : « Tous soldats! » la nation a répondu : « Plus de soldats! » Et de fait, quoique nous ayons un énorme budget de la guerre, et trois armées sur le papier, qui donc oserait dire que tout le monde est soldat, que la France est une nation militaire?

Il avait conscience de l'état d'esprit public, le ministre de la guerre qui autorisa le port de l'habit civil par les officiers, en dehors du service. Il voulait les soustraire aux avanies de la voyoucratie, auxquelles ils sont exposés; et les officiers, pour ne pas être distingués dans la foule, s'empressent de déposer leur élégant et glorieux uniforme, pour revêtir l'habit bourgeois, qui les dissimule aux yeux des malandrins, et les fait prendre pour des commis en rupture de comptoir ou de rayon.

Non! Et nous le répétons avec douleur, l'esprit militaire n'existe plus en France; et comment les régiments conserveraient-ils l'esprit de corps, lorsque la nation a perdu

l'esprit guerrier qui la distinguait autrefois entre tous les peuples de la terre?

Le service à long terme, ai-je dit, et l'avancement dans le régiment étaient encore deux frères de l'esprit de corps.

A leur arrivée au régiment, les conscrits voyant dans un avenir lointain l'époque de leur libération, s'appliquaient à se rendre le moins pénible le temps de service qu'ils devaient à l'Etat. Ceux qui avaient quelques notions d'instruction première cherchaient à les agrandir; les illettrés les demandaient à l'école régimentaire; les uns et les autres ambitionnaient les galons de laine ou d'argent. Au bout de quatre ans, les souvenirs du pays étaient à peu près effacés par les réalités du présent; la tradition, représentée par des sous-officiers chevronnés, leur avait appris les hauts faits de leur régiment; la considération publique les reliaissait à leurs propres yeux; ils étaient devenus sous-officiers eux-mêmes; arrivés au terme de leurs sept ans de service, plus fiers de leur uniforme que de leur habit bourgeois, de leur drapeau que du clocher de

leur village, ils se rengageaient, nous donnant ainsi ces cadres admirables que cherchent en vain les législateurs d'aujourd'hui.

Chez les officiers, l'esprit de corps était encore plus fort, parce qu'il était plus justifié. Qu'ils sortissent des rangs ou de l'école de Saint-Cyr, leur carrière s'était faite tout entière, à de très rares exceptions, dans le même régiment, jusqu'au grade de chef de bataillon. Quelques-uns même y avaient atteint ce grade: Changarnier entre autres, qui, passé des Gardes au 2^e léger, lors de la guerre d'Espagne, en 1823, y fut successivement lieutenant, capitaine, commandant, lieutenant-colonel et colonel. Je me rappelle qu'il fut reconnu dans ce dernier grade par le duc d'Orléans, venu de France en Algérie, en 1839, pour l'expédition des Bibans, et que le prince lui dit ces paroles devant le régiment sous les armes : « Je vous confère deux grades à la fois : Celui de colonel et celui de colonel du 2^e léger. »

Ah! Il n'eût pas fallu dire devant Changarnier que le 2^e léger n'était pas le meilleur régiment de l'armée.

On conçoit et l'on excuse ce fétichisme pour le drapeau qui vous a initié aux vertus militaires ; dont on a dix ans, vingt, trente ans partagé la bonne et la mauvaise fortune, sous lequel on a gagné tous ses grades et la croix d'honneur. Comment ne s'aimeraient-ils pas jusqu'à se solidariser étroitement, ces hommes qui, partis ensemble de leur village, ou sortis le même jour de l'Ecole, se retrouvent, après trente ans de service, capitaines dans ce régiment qu'ils n'ont jamais quitté, qui est pour eux la famille d'adoption, remplaçant celle du sang qu'ils ont perdue ?

Que se passe-t-il de nos jours ? Le conscrit part pour son régiment. En franchissant le seuil de la caserne, il voit la porte de sortie, il la touche en quelque sorte de la main. Il est sûr que dans quelques jours, demain peut-être, le service de trois ans, insuffisant déjà, sera réduit à deux ans ou, pour être plus dans le vrai, à dix huit mois ; il additionne les jours de congé qui lui seront donnés d'office, car les effectifs à entretenir étant supérieurs à celui que solde le budget, le ministre de la guerre est forcé de recourir aux

expédients pour nouer, comme on dit, les deux bouts. Il n'ignore pas non plus, ce conserit, que tout ce qu'on lui demande c'est de savoir charger son arme, marcher au pas, faire par le flanc droit et par le flanc gauche les reste étant du ressort des cadres. Aussi, devra-t-on le forcer, même par des punitions, à se laisser porter pour caporal et pour sergent. Il est logique, cet homme. La loi ne veut pas faire de lui un soldat, puisqu'elle s'en interdit les moyens; son programme d'instruction lui est indiqué; trois mois lui suffisent pour l'apprendre; pourquoi, dès lors, s'astreindrait-il aux pelotons spéciaux, aux théories, aux écoles préparatoires à la formation des cadres? La loi veut que, pendant un certain temps, il porte l'habit militaire, mais elle ne lui prescrit pas d'être caporal ou sergent. Quel intérêt y aurait-il? C'est bien assez dur pour lui de devoir porter deux ou trois ans, peut-être cette *livrée*, comme les orateurs des cabarets de son village qualifient l'uniforme français.

Etonnez-vous, dès lors, que cet homme n'aime ni son régiment, ni ses chefs, ni ses

camarades, ni son drapeau; qu'il n'ait pas, en un mot, l'esprit de corps?

Quant aux officiers, ils possèdent, à un degré éminent, l'esprit militaire, et les qualités qui en découlent; mais, pas plus que leurs soldats, ils ne sauraient avoir l'esprit de corps, que rien, dans l'air ambiant qu'ils respirent, n'est de nature à leur insuffler. Certes, ils sont dévoués au drapeau, mais au drapeau de la France en général; ils n'ont pas pour leur étendard particulier, l'amour et le fétichisme des anciens corps pour le leur. Il y a bien des dates et des noms de batailles écrits sur la soie de ces étendards, mais la tradition manque pour en confirmer l'authenticité, et la tradition a cessé le jour où les vieux soldats ont disparu.

A peine l'officier, promu à un nouveau grade, arrive-t-il dans un régiment, qu'il consulte l'annuaire pour décider du corps où il demandera à entrer à sa prochaine promotion; il lui faut un an pour connaître ses camarades, et si son régiment est divisé entre deux ou trois garnisons, il partira pour un autre corps, sans avoir vu en entier celui qu'il quitte.

Ce mode d'avancement sur toute l'arme est fatal à l'armée, au même degré que l'exclusion de l'épaulette des sous-officiers n'ayant pas passé par l'école de St-Maixent. On a fait de l'armée une immense pédagogie, au détriment de sa valeur militaire, représentée par l'expérience des sous-officiers d'autrefois n'arrivant à l'épaulette qu'après huit ou dix ans d'épreuves bien constatées de bonne conduite, de connaissances appropriées à leur nouveau grade, de bravoure sur le champ de bataille, d'influence sur leurs troupes, de fermeté dans les dangers.

« Nous avons été battus, en 1870, par le maître d'école allemand. » Tel est le propos idiot qui a inspiré et dominé les discussions et décisions auxquelles nous devons le régime militaire actuel. Mais la Prusse l'avait, son maître d'école, en 1806, et nous, Français, nous l'avions bien moins qu'aujourd'hui.

Et ceci nous suggère cette remarque justifiée par l'histoire : Sous le premier Empire, nous n'avions presque pas d'officiers sortant des écoles militaires, et nous étions vainqueurs de l'Europe entière. Nous en avons

à foison en 1870, et nous avons été battus par les vaincus d'Iéna.

Proscrirais-je pour cela l'instruction de l'armée? Dieu m'en préserve! Je la désiro au contraire pour tous; mais, à chacun selon son grade et suivant son arme, en ne sacrifiant pas ce qui fait la force de l'armée dans une guerre, à ce qui n'en est que l'ornement en temps de paix.

LE RECRUTEMENT RÉGIONAL.

Ne pourrait-on pas remplacer l'esprit de corps par l'esprit de village? Le premier est sujet à périr — nous en avons la preuve — si le soldat ne fait que passer sous les drapeaux, tandis que le second est immortel, se transmettant de génération en génération. La formation par le colonel Stoffel de la première Légion étrangère, en bataillons nationaux, est, à la fois, une leçon qu'il nous faudrait écouter, et un exemple que nous devrions suivre, en adoptant le recrutement régional.

Les utopistes, qui en sont les adversaires, prétendent que l'amalgame dans l'armée, des recrues venant de tous les points de la France, doit produire la fusion, la fraternité entre eux et supprimer toute différence de mœurs, de préjugés, de langage même, en effaçant les limites régionales et départementales même. Ce n'est pas plus vrai que cette autre lubie : « Tout le monde à la caserne, tout le monde à la gamelle ; tout le monde au lit de camp ! Les distinctions sociales disparaîtront, qu'elles proviennent de la naissance, de la fortune ou de l'éducation. »

Vous aurez beau faire et beau dire, idéologues sincères ou intéressés, vous n'obtiendrez jamais cela ; les choses seront toujours ce qu'elles ont été de tout temps et dans tous les lieux : le conscrit pauvre sera le serviteur du riche, fera ses corvées, entretiendra son fournement, moyennant un salaire qui lui permette d'ajouter un litre de vin à sa gamelle et à celle que ce prétendu camarade lui abandonne volontiers pour aller dîner au restaurant. Il faut ne rien savoir de la vie

militaire pour ignorer ces détails et d'autres encore, par exemple, le groupement des soldats du même pays, à l'exclusion de tout étranger : Provençaux avec Provençaux, Bretons avec Bretons etc. Pourquoi se mêleraient-ils, en dehors du service? Ils sont pour si peu de temps côte-à-côte!

Les officiers ont, pour les séparer, une ligne, à peu près inviolable de démarcation : la diversité d'origine. Quoiqu'ils sortent actuellement tous de l'école, il y a deux écoles, Saint-Cyr et Saint-Maixent. Saint-Cyr se croit, et avec raison, supérieur à Saint-Maixent sous le rapport scientifique, tandis que Saint-Maixent se figure l'emporter sur Saint-Cyr au point de vue militaire, ce qui est une erreur.

Comme si ce n'était pas assez de cette barrière, il s'en élève encore une autre entre les officiers provenant, soit de Polytechnique, soit de Saint-Cyr, barrière faite de vanités, de préjugés, d'envie et de politique, hélas! Les officiers se séparent au sortir de l'école et se groupent suivant leurs affinités de naissance, d'éducation, d'instruction, c'est-à-dire de

l'établissement où ils ont été préparés aux examens. Le service n'en souffre pas, il est vrai; mais la camaraderie n'est qu'à la surface, l'esprit de corps nulle part : l'on rit au nez de quiconque s'aviserait de rappeler notre vieille formule : « Un pour tous ! Tous pour un ! »

La question du recrutement régional est très controversée par le public; elle se traite devant la commission militaire du sénat au moment où j'écris ces lignes.

De part et d'autre on fait valoir des raisons financières et matérielles. Quelle que soit leur valeur, je les néglige pour ne m'attacher qu'au côté moral des deux systèmes et aux conséquences de leur application.

Nous voyons où nous en sommes avec le mode actuel de recrutement. Le recrutement régional est en usage dans le reste de l'Europe, spécialement chez nos voisins de l'Est, qui en tirent un excellent parti, en le combinant avec leur état social, la féodalité, qui met le soldat sous les ordres de son seigneur, de sorte qu'ils se trouvent toujours face à face, l'un obéissant, l'autre commandant, en paix comme en guerre.

Le même fait existait sous la vieille monarchie; et quoiquo nous ne désirions ni le retour de l'ancien régime chez nous, ni l'adoption du régime prussien, nous devons bien convenir, que Picardie, Auvergne, Navarre, Provence, etc., ne faisaient pas mal à Rocroi, Fribourg, Lens et Fontenoy. Il ne faut pas oublier que la désignation des régiments par des numéros, date de l'époque où les provinces furent divisées en départements; de 1790, époque où la Constituante, voulant établir la domination de Paris sur le reste de la France, supprima les parlements et toutes les institutions provinciales qui, souvent, avaient fait échec aux représentants de l'autorité royale, tentés de porter atteinte aux libertés communales, et contribué largement par leurs milices à la défense de la patrie. Quel régiment oserait revenir dans son lieu d'origine, après une campagne où il n'aurait pas fait son devoir! Avec quel orgueil il y retournerait si le général en chef l'avait mis à l'ordre du jour de l'armée! Un regard d'un brave relèverait les défaillances des camarades moins bien

trempés; un mot, un nom, celui du village, celui de la famille les ferait se jeter tous en avant. Un nom! Un mot! Qui peut en contester la magie, surtout quand ils font image, et quelle image est plus puissante sur le cœur humain que celle du lieu où l'on est né, du foyer où vous attend une famille inquiète, du clocher autour duquel se serrent les maisons du village, comme des poussins sous l'aile de leur mère?

Ah! il la connaissait bien cette magie, le plus grand capitaine des temps modernes, lorsqu'il donnait à telle de ses demi-brigades — les régiments d'alors — le nom de *terrible*; à telle autre celui d'*invincible*; à telle autre celui d'*infernale*, d'*incomparable*, etc. De notre temps encore, les zouaves s'appelaient les *chacals*; les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, les *zéphirs* et tous étaient fiers de ces surnoms qui représentaient une de leurs aptitudes ou de leurs qualités. C'est aux cris de « En avant, Italie! A moi, Pologne » que se rallièrent le bataillon italien et les compagnies polonaises qui prirent une part honorable au combat de la Macta dont je vais bientôt parler.

LE COLONEL COMBE

Combe succéda en 1832, au colonel Stoffel dans le commandement de la Légion étrangère qu'il quitta pour aller, avec le 66^e de ligne, enlever et occuper la citadelle d'Ancône.

Né à Feurs (Loire), en 1787, il entra au service, comme volontaire, en l'an ix. Il passa par tous les grades inférieurs, et fit les campagnes de Russie, de Saxe et de France, en qualité de lieutenant et de capitaine de grenadiers de la vieille garde. Aux Cent-Jours, il fut nommé chef de bataillon, et ne quitta qu'un des derniers le champ de bataille de Waterloo. S'étant expatrié à la Restauration, il rentra en France à la révolution de Juillet, et reprit du service avec le grade de colonel.

Il se distingua, le 25 avril 1836, comme colonel du 47^e, au combat sanglant et douteux de Sidi-Yacoub, sur la Tafna, où il reçut du général d'Arlanges, blessé d'une balle à la tête, le commandement de la colonne expé-

ditionnaire, au moment le plus critique de la journée. Par ses judicieuses mesures et par le bon emploi de son artillerie, il parvint à ramener en bon ordre au camp, ses troupes qui avaient eu quarante morts et trois cents blessés dans cette journée dont la fin avait failli être un désastre.

Grand honneur également pour le colonel Combe, peu de mois après, au combat de la Sikak, où le général Bugeaud lui confia un commandement important et l'exécution d'une partie délicate du plan auquel nous dûmes le succès de cette brillante journée.

Cependant Combe, que ses services passés et sa brillante conduite en Algérie recommandaient à l'attention du gouvernement, restait dans son grade de colonel; il allait demander sa retraite, lorsque son régiment, le 47^e, fut appelé d'Oran à Bône, pour prendre part à la deuxième expédition de Constantine. C'est là qu'il devait recevoir les étoiles de général, et qu'il trouva la mort qu'il avait si souvent bravée sur cinquante champs de bataille. Lancé sur la brèche à la tête de la deuxième colonne d'assaut, après l'explo-

sion des poudres, il jetait dans les ruesses vaillants soldats, ceux de la Légion étrangère et du bataillon d'Afrique placés sous ses ordres, lorsque deux balles l'atteignirent en pleine poitrine. Il ne tomba pas ; mais s'appuyant sur deux grenadiers, il descendit lentement le talus de la brèche et, parvenu à la batterie où se trouvaient le duc de Nemours et le général Vallée, il leur annonça que Constantine était à nous. Il put encore gravir la côte du Coudiat-Aty et arriver à son bivouac où il mourut quelques heures après.

Combe était physiquement et moralement de la forte race qui remplit l'épopée impériale : une âme de bronze dans un corps de fer. Dur à lui-même, comme Bugeaud, il était, comme son général, plein de sollicitude pour le soldat, duquel il exigeait tout ce qu'il pouvait donner mais rien au-delà. Ils avaient la même origine, les mêmes services ; ils avaient éprouvé les mêmes vicissitudes militaires ; ils étaient rentrés dans l'armée en même temps et dans les mêmes circonstances. Cette identité dans leur vie passée avait dû frapper le général ; mais ce fut la connais-

sance rapide du mérite du colonel qui détermina Bugeaud à confier à Combe le rôle le plus important dans le drame de la Sikak. Ce rôle exigeait de la sagesse, de l'intelligence, de la bravoure, de la fermeté, et l'ancien colonel de la légion étrangère possédait ces qualités à un degré éminent.

Je ne parlerai pas du troisième colonel de la légion étrangère, M. de Molembek, que je n'ai pas connu. Quant au colonel Bernelle, nous allons le retrouver, conduisant la Légion en Espagne au secours de la reine Isabelle et de la régente, la reine Christine, sa mère. Mais avant de parler de la *guerre de Sept ans*, à laquelle la Légion prit une large et honorable part, je dois faire le récit, aussi court que possible, du dernier et désastreux combat auquel elle assista en Algérie : celui de la Macta.

LA LÉGION ÉTRANGÈRE A LA MACTA

Enhardi par la faiblesse du gouverneur général comte d'Erlon, que dominait un juif

nommé Ben-Durand, agent d'Abd-el-Kader, dont il avait fait son conseiller intime, l'Emir exerçait une autorité insolente et oppressive dans l'ouest de l'Algérie, dépassant à son gré les limites que les défaillances de nos généraux avaient tracées à son commandement. Etant allé jusqu'à menacer nos fidèles alliés, les Douairs et les Smélas, deux tribus en quelque sorte aux portes d'Oran, le général Trézol, qui commandait alors la province de ce nom, résolut de l'arrêter dans ses déprédations.

Le 16 juin 1835, le général se porta au camp du Figuier, d'où il couvrait les tribus menacées. Le 26, ayant appris que les agressions prescrites par l'Emir avaient commencé sur plusieurs points entre Mostaganem et Oran, il résolut de se porter en avant dans la direction de Mascara. Sa colonne se composait d'un bataillon du 66^e, d'un bataillon d'infanterie légère d'Afrique, du bataillon italien et de trois compagnies du bataillon polonais de la légion étrangère. — Le gouvernement central avait déjà envoyé en Espagne le bataillon espagnol affecté à la province

d'Oran, lors de la création de la Légion. — Les autres troupes de la colonne étaient composées de quatre escadrons du 2^e chasseur d'Afrique, ayant à leur tête le colonel Oudinot; d'une demi-batterie de campagne, de quatre obusiers de montagne, d'une compagnie de sapeurs et d'un certain nombre de prolonges du train des équipages. En tout : de dix-huit cent à deux mille bayonnettes et de cinq à six cents sabres.

Le petit corps expéditionnaire marchait dans l'ordre suivant : en tête, les trois compagnies polonaises qu'on avait fait venir de Bougie, où était leur bataillon, pour remplacer les Espagnols, envoyés, comme je l'ai dit, au secours de la reine Christine. Deux escadrons des chasseurs d'Afrique, dont un armé de lances, complétaient cette avant-garde aux ordres du colonel Oudinot des chasseurs. L'artillerie et le convoi venaient après, flanqués d'un côté par le bataillon du 66^{me}, de l'autre par les Italiens. Le bataillon d'infanterie légère d'Afrique, fermait ce parallélogramme et formait l'arrière-garde.

Après avoir dépassé le Tlélat, la colonne



ABD-EL-KADER (v. p. 75)

Lég. Etr.

atteignit ce qu'on appelle la forêt de Mouley-Ismaël, et qui n'est, en réalité, qu'une étendue de mauvais terrain où poussent, clair-semés confus et rabougris, des tuyas, des lentisques des jujubiers et des oliviers sauvages. C'est là qu'Abd-el-Kader nous attendait avec dix mille Arabes, dont les deux tiers à cheval, appuyés par son bataillon de réguliers, « fort de treize cent quarante bayonnettes et armé de fusils français » (1). Tout à coup, au milieu d'un terrain où elle ne pouvait se déployer, l'avant-garde fut assaillie par la cavalerie d'Abd-el-Kader et, en un instant, enveloppée.

Cette attaque si brusque jette un moment d'indécision et de désordre dans les rangs. Le colonel Oudinot, pour arrêter les Arabes et donner le temps aux trois compagnies polonaises de se remettre et de se reformer, charge à la tête de son escadron de lanciers, et tombe mortellement atteint d'une balle à la tête. Cette mort frappe les troupes; elles

(1) Camille Rousset — *Les commencements d'une conquête.*

se replie sur le centre, vigoureusement attaqué lui-même de droite et de gauche, et y portent le désordre. L'ennemi redouble d'audace, tout plie. L'arrière-garde seule n'avait pas été entamée; mais, quelques instants encore, et les fuyards, en la débordant, allaient rendre toute résistance impossible et compromettre de plus en plus la division. Le moment était critique. Le général fait déboîter à gauche son arrière-garde; et, la portant, au pas de course à la tête de la colonne, il ordonne la charge. Les Arabes sont culbutés à leur tour. Quelques compagnies parviennent à se reformer; mais l'ordre de marche était rompu; les détachements, gênés dans leurs mouvements, pouvaient à peine attaquer et se défendre; il n'y avait plus déroute; mais le désordre était tel, que tout mouvement efficacement agressif ou défensif était devenu impossible. La colonne fit halte; quelques excès, pendant lesquels les soldats, méconnaissant la voix de leurs chefs, pillèrent les fourgons de vivres, défoncèrent les barils d'eau-de-vie, obligèrent le général à reprendre la marche; la colonne

arriva vers le soir sur les bords du Sig où elle établit son camp.

La retraite devenait de plus en plus difficile, plusieurs centaines de blessés encombraient les prolonges, et Abd-el-Kader, avec une cavalerie nombreuse, surveillait tous les mouvements du camp français.

Le lendemain, la colonne se remit en marche, le bataillon d'Afrique faisant l'avant-garde, la légion étrangère couvrant le convoi, le 66^e et les chasseurs d'Afrique tenant l'arrière-garde sous les ordres du lieutenant-colonel de Beaufort. Une ligne de tirailleurs entourait la colonne, qui traversa ainsi la plaine de Ceïrat sans avoir été sérieusement attaquée.

A l'extrémité de la plaine que la colonne venait de traverser, elle avait le choix de deux routes, l'une qui conduisait directement à Arzeu, l'autre qui débouchait dans le golfe par les gorges de l'Habra, au lieu où cette rivière sort du marais et prend le nom de la Macta. Cette dernière route était moins généralement accidentée; mais elle offrait, à l'entrée des gorges un défilé où la grande

supériorité numérique de l'ennemi devait lui faciliter les moyens d'attaquer avec avantage des troupes découragées et embarrassées par de nombreuses prolonges encombrées de blessés. Le général Trézel prit cette dernière route ; ce fut une faute. Abd-el-Kader déroba quelques milliers de cavaliers et les lança à toute bride vers le défilé bordé, à gauche, des hauteurs facilement accessibles et couronnées de massifs clair-semés de hautes broussailles très propices pour des embuscades, et, à droite, par les rives marécageuses de la Macta. Le bataillon d'infanterie légère d'Afrique, qui formait l'avant-garde, était à peine engagé dans le défilé, qu'une grêle de balles et de pierres vint l'asseillir, en même temps que le feu était mis aux broussailles des coteaux ainsi qu'aux herbes et aux joncs des séchés des marécages. Pendant que l'avant-garde tentait vainement de débusquer les ennemis qu'elle avait devant elle, le bataillon italien, qui couvrait un côté du convoi, était imprudemment envoyé par son commandant compagnie par compagnie, contre les assaillants des flancs de la colonne, et repoussé avec perte.

Bientôt, entourés d'ennemis, chargés en tête et en flanc, les Français furent entamés, rompus, et se replièrent en désordre sur le gros de la colonne. En même temps l'arrière-garde ayant fait un mouvement en avant pour venir appuyer la tête de la division, laissa le convoi à découvert. Les Arabes profitèrent de cette fausse manœuvre pour charger le derrière de la colonne; malgré des efforts, inouïs de courage individuel, ils y firent une trouée assez forte pour jeter partout l'épouvante et le désordre. La voix des chefs est méconnue; les fantassins jettent leurs armes; les soldats du train coupent les traits de leurs chevaux et s'enfuient; les caissons sont abandonnés; tout se débande; tout fuit; la déroute est à son comble. Heureusement les Arabes, au lieu de poursuivre leurs avantages perdent leur temps à piller les bagages, à couper la tête aux blessés.

Pendant ce moment de répit, une partie des détachements parvint à se rallier sur un mamelon, non loin de ce champ de carnage; pour se faire entendre des fuyards, ils entonnent en chœur la *Marseillaise*, agi-

tant leur shakos au bout de leurs fusils, pour se faire découvrir au loin. Peu à peu d'autres détachements se rallient et se reforment autour de ce noyau; les Français prennent à leur tour l'offensive; l'artillerie crible d'obus et de mitraille les masses compactes des Arabes; la cavalerie les charge à fond, l'infanterie à la bayonnette. Ces énergiques efforts dégagèrent la voie, la colonne put continuer son mouvement de retraite, sans que les Arabes, chargés de butin, songeassent à l'inquiéter sérieusement. Elle arriva à Arzéu avec une perte de près de mille hommes. Tel fut le désastre de la Macta. Abd-el-Kader tira parti, à sa manière, de l'échec qu'il avait fait subir aux Français. Par son ordre, des mulots chargés de têtes de nos soldats furent promenés de Mascara à Blida, les Arabes ne comprenant pas d'autres bulletins de victoires.

Dans cette fatale affaire, le général Trézel se montra à hauteur de sa réputation de brave, d'énergie et d'intelligence. Son seul tort fut de se montrer jaloux de l'honneur et de la dignité de la France, quand le gouver-

neur général et le ministère français s'en montraient si peu soucieux que, ayant en Algérie plus de vingt mille hommes inoccupés, ils laissaient un brave général combattre avec deux mille hommes seulement le seul ennemi que nous eussions alors en Afrique.

Quant au bataillon italien et aux trois compagnies polonaises qui participèrent au combat de la Macta, elles n'y firent ni mieux ni pire que les autres corps. On constata seulement que le bataillon italien avait été engagé par compagnies, par petits paquets, fort mal, conséquemment. Cette fraction de la légion étrangère était commendée par le lieutenant-colonel Conrad; et, parmi les blessés, se trouvait le sous-lieutenant Bazaine. Nous les reverrons l'un et l'autre dans le cours de ces récits.

CHAPITRE IV

LA LÉGION ÉTRANGÈRE EN ESPAGNE

ORIGINE DE LA GUERRE DE SEPT ANS

Avant de mourir, Ferdinand VII avait supprimé la loi salique ; la jeune infante, Isabelle héritait du sceptre sous la régence de la reine-mère, Christine, au détriment de son oncle, Don Carlos, Maria Isidoro de Bourbon. Les anciens constitutionnels de 1822-1823 acceptèrent ces modifications et prêtèrent leur concours à la régente. Les absolutistes se firent les partisans de l'Infant écarté de la succession royale. D'où les noms de *Christinos* et de *Carlistes* que prirent les deux partis.

Ce fut dans la vieille Castille que se formèrent les premières bandes *Carlistes*. Elles ne purent tenir longtemps la campagne ; mais la Navarre, les provinces basques crurent que leurs *Fueros* (leurs privilèges) étaient mena-

cés; que la constitution de 1812, qui imposait un régime égal à toutes les parties de la monarchie espagnole, allait de nouveau être mise en vigueur. Aussi se déclarèrent-elles immédiatement pour don Carlos. D'anciens guerrilleros de 1808 et 1822 reprirent les armes. Voici un écho emphatique de l'enthousiasme à l'aide duquel ils formèrent leurs bandes :

« Tes enfants cultivaient en paix la terre
« abreuvée du sang d'innombrables Français,
« lorsque, tout à coup, l'hydro révolution-
« naire fit entendre son horrible sifflement
« dans la cité où résident tes seigneurs, et tu
« as entendu le bruit des chaînes que voulait
« t'imposer une maîtresse usurpatrice. Et
« voilà que, du sommet de tes montagnes,
« part ton formidable cri de guerre, les mille
« échos de tes vallées le répètent. Au silence
« religieux de tes campagnes succède le
« bruit des armes et des pas précipités de tes
« guerrillas; car tes enfants, après avoir fait
« bénir leurs armes et reçu un scapulaire neuf
« des mains du prêtre du village, ont dit : La
« guerrilla se lève ! Elle se lève, et la guerrilla

« navarraise ne rentre que lorsqu'il n'y a plus
« d'ennemi à combattre. »

Ainsi, au début (1833), les carlistes voulurent faire la guerrilla. Là était peut-être le succès de leur cause, comme le démontraient les échecs successifs des Christinos pendant les quatre premières années de la guerre. Mais les Navarrais, les Alavas, les Guipuscoans, les Basques furent groupés en bataillons, combattirent en ligne avec bravoure, et, malgré les talents de Zumalacarrégui et de ses lieutenants Eraso, Cabrera, Zaraliégui, Ladron, Ituraldi, Mérino, Vérastégui, Saraza, Etchéverria, Alzaa, Zabala, Andechaga, Cnévillas, Garcia, Oroquiéta, Cordeu, — dit Rojo de San Vicente — Mancho, Casa Eugia, Sagatibalza, Ripaleta, etc., finirent par succomber sous le nombre et la trahison.

ZUMALACARRÉGUI. — LA QUADRUPLE ALLIANCE.
L'EXPLOSION.

Marie Christine, née à Naples, le 27 avril, 1806, était âgée de 27 ans et 5 mois, au mo-

ment où, par la mort de Ferdinand VII, son époux, elle se trouva appelée à prendre en mains les rênes de la monarchie espagnole. Belle, intelligente, ayant du goût pour l'étude, devenue en un instant dispensatrice de toutes les faveurs dans un pays où les hautes positions dépendaient exclusivement de la faveur royale, elle voulut gouverner selon les impulsions de son cœur généreux et de son imagination plus ardente qu'il ne convenait à sa tâche aussi lourde que délicate. Elle fut bientôt débordée par les libéraux auxquels résistait son premier ministre, Zéa-Bermudez, interprète fidèle des vues politiques de la régente.

Comme première manifestation de ces vues, Marie Christine promulgua, le 10 juillet 1834, le programme de son gouvernement, sous le nom de *Statut royal*, rédigé par Martinez de la Rosa, dans lequel tout en faisant quelques concessions à l'esprit qui régnait sur une partie de la nation depuis 1812 et 1823, elle affirmait le pouvoir royal. Les libéraux, de leur côté, réclamaient hautement la Constitution, dite *de Cadix*, qui

.

avait amené en Espagne l'intervention des puissances formant la Sainte-Alliance.

Le mécontentement des libéraux se traduisait par des actes tumultueux qui augmentaient les inquiétudes, déjà grandes, causées à la reine et à son gouvernement par une insurrection à main armée, née dans certaines provinces au lendemain de la mort de Ferdinand VII.

Les vives protestations de don Carlos, frère de Ferdinand, contre le testament du roi défunt qui, par l'abolition de la loi salique, l'excluait du trône d'Espagne au profit de sa fille Isabelle, avaient eu un retentissant écho sur plusieurs points de la péninsule, notamment dans les provinces du nord, dont les convictions religieuses et monarchiques avaient été préservées jusque-là du vent révolutionnaire par la nature abrupte de leur territoire.

Le premier cri en faveur de don Carlos fut jeté, le 1^{er} octobre 1833, à Talavera, — Estramadure — par un administrateur des postes, nommé Gonzalès. Son appel fut peu entendu. Acculé et poursuivi par les troupes

qu'aidaient les paysans eux-mêmes, il fut fait prisonnier et fusillé avec ses deux fils, jeunes gens de 16 à 18 ans, auxquels il avait mis les armes à la main. L'Estramadure n'était pas une terre propice à l'insurrection; son voisinage du Portugal, la facilité et la fréquence de ses relations avec la France révolutionnaire et l'Angleterre protestante, en avaient fait une proie facile pour le libéralisme. Gonzalès paya de sa vie et de celle de ses enfants la faute de s'être trompé de temps et de lieux; mais les détonations de sa fusillade n'étouffèrent pas son dernier cri : Vive don Carlos! Les montagnes du nord le répétèrent, et bientôt, des pics neigeux, comme des fraîches vallées de la Navarre, de l'Alava du Guipuscoa, de l'Aragon surgirent de nombreuses guérillas, joignant à leur valeur naturelle le fanatisme monarchique et religieux que leur soufflaient leurs chefs par des proclamations exaltées dont nous avons vu plus haut un spécimen. C'était : Zavala à Bilbao, Vérastégui à Vittoria, Santos, Ladrón à Pampelune. La vieille Castille, le Maestrazgo ne se font pas attendre : la Cata-

logne même s'organise et arme ses bandes.

Cependant les promoteurs de ces mouvements n'auraient pas réussi sans un chef unique, spécial.

Par bonheur pour eux, ce chef vint à se manifester. Un lieutenant colonel de l'armée, natif d'Ormaiztégui, éloigné du service pour avoir manifesté d'une manière trop ouverte, ses opinions absolutistes, alors interné à Pampeluno, s'était échappé de sa résidence, au premier bruit de soulèvement des Navarrais, et venait offrir son concours. Ses allures martiales, son rapide coup d'œil, le don du commandement qu'il possédait au plus haut degré, ses connaissances spéciales dans l'art de la guerre; plus que tout, l'énergie de son caractère et la portée de ses conseils avaient immédiatement fixé tous les regards. Zumalacarrégui — chacun l'a reconnu à ce portrait que j'emprunte à un de ses adversaires politiques, M. Hubbard, auteur d'une *histoire de l'Espagne moderne* — Zumalacarrégui indique de suite la nécessité de se mettre en communication avec les députations de la Biscaye et de l'Alava, et se rend

CHAPITRE IV

LA LÉGION ÉTRANGÈRE EN ESPAGNE

ORIGINE DE LA GUERRE DE SEPT ANS

Avant de mourir, Ferdinand VII avait supprimé la loi salique ; la jeune infante, Isabelle héritait du sceptre sous la régence de la reine-mère, Christine, au détriment de son oncle, Don Carlos, Maria Isidoro de Bourbon. Les anciens constitutionnels de 1822-1823 acceptèrent ces modifications et prêtèrent leur concours à la régente. Les absolutistes se firent les partisans de l'Infant écarté de la succession royale. D'où les noms de *Christinos* et de *Carlistes* que prirent les deux partis.

Ce fut dans la vieille Castille que se formèrent les premières bandes *Carlistes*. Elles ne purent tenir longtemps la campagne ; mais la Navarre, les provinces basques crurent que leurs *Fueros* (leurs privilèges) étaient mena-

lieutenants, le baron del Solar, ayant été battu à Guernica, Valdès le remplaça par Espartéro, qui s'était distingué dans la campagne du Pérou.

Les Carlistes n'en avaient pas moins partout l'avantage, ici, sous les ordres de Simon Latorre, ancien officier de la garde royale, victorieux d'Éspartéro à Bermiox; là, Zumalacarrégui, battant Quesada à Muro et à Alasura, traversant l'Ebre, poussant jusqu'à Calahorra et Vittoria et se montrant devant Bilbao.

Marie Christine, placée entre les Carlistes victorieux, et les libéraux mécontents, sans argent dans ses caisses, sans soldats dans son armée, renouvela près des puissances constitutionnelles les demandes de secours qu'elle leur avait adressées dès les premiers jours de sa régence orageuse, mais, cette fois, avec une insistance que justifiait la gravité de sa situation.

A la mort de Ferdinand VII, la France était administrée par le cabinet du 11 octobre 1832, présidé par le maréchal Soult, avec Guizot, Thiers et de Broglie. Prévenus dans

l'origine, en faveur de la loi salique contre la succession féminine par Louis-Philippe qui avait toujours attaché une grande importance aux droits éventuels qu'en sa qualité de Bourbon il pourrait faire valoir à la couronne d'Espagne, ils accueillirent d'abord froidement la requête de la régente. Mais, peu à peu, croyant voir un danger pour la branche d'Orléans dans l'alliance qui tendait à s'établir entre les légitimistes français et les absolutistes espagnols, ils s'étaient décidés à prendre parti pour Christine et Isabelle.

Ainsi, la France qui, en 1823, avait envoyé une armée au-delà des Pyrénées, pour défendre l'absolutisme contre le libéralisme, allait à dix ans d'intervalle, soutenir le libéralisme contre l'absolutisme. C'est ce qu'on appelle les jeux de la politique.

Le 10 octobre, notre ambassadeur à Madrid annonça officiellement à la régente et à Zéa-Bermudez que la France reconnaissait la jeune reine et lui offrait son appui. L'Angleterre fit attendre plus longtemps son adhésion; ce ne fut que le 4 novembre que son ambassadeur fit la reconnaissance officielle. Le

Portugal se joignit ensuite à la France et à l'Angleterre; et, le 22 avril 1834, fut conclue la convention connue sous le nom de traité de la quadruple alliance. On facilita à la régente un emprunt; on lui livra 6.000 fusils; on approvisionna de vivres St-Sébastien, bloqué par les Carlistes.

Ce n'était pas assez : on voulait obtenir bien plus des puissances contractantes, Marie Christine réclamait leur intervention active sous la forme de corps de troupes fortement constitués, sans rien leur donner en échange. On passa par tout ce qu'elle voulut. La France, qui déjà lui avait envoyé son bataillon espagnol, s'engagea à lui donner toute sa Légion étrangère. L'Angleterre envoya une division à St-Sébastien et Vittoria, sous les ordres de Sir Lacy-Evans; et le Portugal un corps de 6.000 hommes, en tout 15.000 soldats, sans compter une flotille anglaise devant agir dans le golfe Cantabrique. Si la guerre civile espagnole dura encore cinq ans, peut-on calculer ce qu'elle serait devenue si ces auxiliaires ne s'étaient pas mêlés à la lutte?

CONVENTION FRANCO-ESPAGNOLE

Le traité de la quadruple alliance conclu et signé, il dut être établi une convention particulière entre l'Espagne et les trois puissances collectivement engagées. Voici les clauses principales de celle qui intervint avec la France, le 28 juin 1835 :

La légion étrangère quitte le service de la France, et sa majesté catholique prend à sa solde les officiers, sous-officiers et soldats dont elle se compose. Ils conservent leurs armes et équipements dont la valeur sera fixée par une estimation contradictoire, et remboursée au gouvernement français par le gouvernement espagnol.

Ceux qui passent au service de l'Espagne, faisant partie des cadres de l'armée française, conservent leur grade, leur ancienneté et les droits qui en dérivent.

ORGANISATION DE LA LÉGION DE SECOURS

Le 1^{er} août, sitôt la convention signée et notifiée au gouverneur de l'Algérie, le colonel Bernelle se mit à l'organisation de sa légion, avec l'ardeur qu'il mettait toujours à l'accomplissement de ses devoirs. Les officiers étaient libres de partir ou de rester, et plusieurs refusèrent de passer au service de l'Espagne — petit contre-temps auquel le colonel eut bientôt paré — huit jours après, quatre bataillons, complètement organisés, se trouvaient à bord de l'escadre.

Ces quatre bataillons, formés des troupes d'Alger, Bône, Bougie, étaient forts de 4.700 hommes, presque tous Allemands. Quant aux officiers, ils se composaient de trois chefs de bataillon, MM. Magnien, Cros-Davenant, Drouault — Un chef de bataillon restant à nommer — de 35 officiers français environ, sortant des bataillons d'infanterie légère d'Afrique, des 13^e et 63^e de ligne, et de trente officiers étrangers. Les cadres

d'officiers n'avaient pas été mis en nombre réglementaire parce qu'on ne connaissait pas encore la détermination prise par les officiers de la Légion qui se trouvaient en congé ou aux hôpitaux; on ne mit que deux officiers à chaque compagnie. Une grande promotion eut lieu parmi les officiers, hormis pour les capitaines. De ceux-ci, un seul fut nommé chef de bataillon : c'était M. Drouault. Mais presque tous les lieutenants furent nommés capitaines; les sous-lieutenants lieutenants; les sous-lieutenances vacantes furent données au concours aux sous-officiers parmi lesquels un grand nombre sortaient des autres corps de l'armée d'Afrique. Tous les soldats avaient consenti à partir, à l'exception de ceux qui devaient avoir prochainement leur congé.

LE DÉPART D'AFRIQUE

Profitant d'une brise légère, l'escadre, composée des vaisseaux, *La ville de Marseille*, *le Duquesne*, *le Nestor*, et du brik

la Sylphide, mit à la voile avec ses troupes embarquées; mais le vent ne s'étant pas soutenu, le commandant de l'escadre, M. Gauthier, que, d'ailleurs, venait de rallier *le Triton* arrivant d'Oran, se détermina à rentrer en radé, et aussitôt transborda sur *le Triton* 800 hommes des troupes embarquées sur les autres vaisseaux.

A peine cette division était-elle partie, qu'arrivaient à Alger sept compagnies du bataillon italien et deux du bataillon polonais sur les gabarres *la Fortune*, *la Lamproie* et *la Durance*. On s'occupa sans relâche de les organiser, mais il fallut attendre, pour les embarquer, l'arrivée de la corvette de charge *l'Agathe*, qui apportait d'Oran le restant des Polonais et des Italiens.

La flotille qui portait les derniers bataillons de la Légion étrangère ne tarda pas néanmoins à partir. Comme la première division, elle se rendait à Palma, amenant les deux bataillons, italien et polonais, forts de 1500 hommes. Comme dans les quatre premiers, deux officiers seulement avaient été nommés par compagnie, encore comptait-on neuf officiers

et quarante sous-officiers pris dans les autres régiments de l'armée. Les commandants de ces deux bataillons étaient MM. Boërio et Horacci. Le capitaine de frégate Jouglas commandait la division navale composée des corvettes de charge *L'Agathe*, *La Durance*, et *La Provence* et des gabarres *Le Finistère* et *La Lamproie*.

Partie de Palma le 14 août, la Légion étrangère arriva le 16 août au soir à Tarragone. Dès le lendemain de grand matin, le débarquement commença et s'effectua dans le plus grand ordre. A midi, les troupes se mirent en marche, précédées de la musique qui faisait entendre l'hymne de Riégo à laquelle les habitants répondaient par de nombreux vivats ! Le soir, tous les militaires étaient casernés.

Leur séjour à Tarragone fut de très courte durée ; elles en repartirent peu de jours après sous les ordres de leur colonel, Bernelle, nommé maréchal de camp, et nous allons les suivre sur tous les champs de bataille où la guerre civile espagnole étala ses horreurs, des bords de la Méditerranée à ceux de l'Océan.

L'ARRIVÉE EN ESPAGNE.

L'arrivée de la Légion étrangère en Espagne devait être différemment accueillie par les deux partis qui, depuis trois ans, luttaient avec un effroyable acharnement. Nous avons dit l'enthousiasme des Christinos à son débarquement à Tarragone; il est important à présent de faire connaître les sentiments des Carlistes à l'apparition de la Légion sur le champ de bataille. J'en emprunterai l'expression à un livre intitulé : *Campagnes et aventures d'un volontaire royaliste en Espagne*, par M. A. T. officier supérieur.

« Ces troupes étaient la Légion étrangère. Je ne dirai pas française, mais de France, car on y trouvait des Allemands, des Italiens, des Hollandais, des Belges, des Polonais et jusqu'à des Russes. Les Français y figuraient aussi, mais ils n'étaient pas les plus nombreux. Nous appelions ce corps d'aventuriers le régiment algérien.

« Braves, assurément, étaient ces soldats.

comme gens qui n'ont rien à perdre ; mais les plus indisciplinés routiers, les plus dangereux pillards qu'on pût rencontrer. A leur arrivée, le roi (don Carlos) indigné de leurs excès, les exempta, par un décret, du bénéfice du traité d'Eliot (1). Je vis une fois, à la suite d'un combat, fusiller cent cinquante d'entre eux que nous avions faits prisonniers ; mais cette rigueur ne dura pas. Du reste, ils ne furent pas longtemps en Espagne sans éprouver le besoin de changement naturel à des hommes de cette trempe. Il en vint tant à nos quartiers, qu'ils formèrent bientôt un bataillon ; on espérait même arriver au chiffre d'un régiment, mais le second bataillon ne put pas être créé.

« A leur arrivée, les Algériens étaient commandés par le colonel Bernelle, un des plus beaux sabreurs que j'aie rencontrés. Il chargeait au milieu des siens comme le premier troupier venu, et j'ai même aperçu plus d'une fois sa jeune femme à cheval à son côté au milieu du feu.

(1) Lord Eliot était parvenu à faire conclure un traité d'humanité entre les belligérants. Ce traité était plus souvent violé que respecté.

« Nous avons là des ennemis, mais de vaillants ennemis; je ne crains pas de dire ce que je sais à leur gloire, car c'est la vérité. J'ai vu de leurs escadrons de lanciers charger nos fantassins, jusque sur les rochers où les piétons avaient peine à se tenir; et quand les chevaux manquaient de pied, ils sautaient en bas de la selle, et combattaient ainsi, la lance à la main, sans espoir de vaincre, mais jusqu'à la mort.

« Une autre fois, un des leurs se trouvait peu éloigné de moi, résistant à trois de nos cavaliers, et ce ne fut pas sans la plus grande peine que nos hommes purent lui faire mordre la poussière. »

Parlant du combat de Huesca, M. M. A. T ajoute :

« Les forces des Christinos dépassaient les nôtres, surtout en cavalerie. Ils avaient de plus, la Légion étrangère de France, commandée par le colonel Conrad. Conrad fut tué, et sa Légion si bien détruite, que nous ne l'avons jamais plus revue depuis lors. »

C'est là tout ce que le *Volontaire royaliste* nous dit de la Légion étrangère en Espagne

et du rôle important qu'elle y a joué dans la guerre de Sept ans. Heureusement pour nous que les sources officielles auxquelles nous avons puisé, nous permettent d'être moins laconique que M. M. A. T. Je ne veux retenir de lui que la naïveté avec laquelle il nous raconte que le Roi (Charles V) avait fait fusiller cent cinquante légionnaires faits prisonniers par les Carlistes. Je concède que ces légionnaires étaient des pillards, mais ce n'était pas une raison, ce me semble, pour que les Carlistes se fissent assassins; car de quel autre nom appeler des gens qui fusillent de sang froid leurs prisonniers?

Non : il ne faut pas donner des couleurs de justice ou de répression à des actes réprouvés par toutes les nations civilisées, et dont les causes étaient le mépris de la vie humaine chez les deux partis, et leur haine mutuelle qui allait jusqu'à la barbarie.

Oui, la guerre se faisait avec barbarie des deux côtés. Lesquels, des Carlistes ou des Christinos faut-il en accuser? Je n'hésite pas à répondre : les Christinos, de l'aveu même des historiens les plus favorable à leur cause.

Dès l'origine, le gouvernement christino s'était arrogé le droit de fusiller tous ceux qui étaient pris les armes à la main; et, ce droit, non seulement il en avait usé avec les chefs, Gonzalès, Santos-Ladron, le baron d'Hervés etc. etc., mais encore avec leurs soldats. Ains; menacés, traqués dans leurs montagnes, comme des bêtes fauves, les Carlistes voulurent renvoyer à leurs ennemis la terreur qu'on cherchait à leur inspirer à eux-mêmes; ils promirent de ne faire aucun quartier, et ils tinrent parole.

Le général christino, Quésada, ayant fait fusiller un alcade et deux volontaires, dont le seul crime était d'appartenir au parti Carliste, Zumalacarrégui ordonna l'exécution de 4 officiers et de 14 soldats, faits prisonniers à l'affaire d'Alesua. Quésada écrit à Zumalacarrégui en le traitant de chef de brigands et de bandits, et lui annonce officiellement qu'il a fait prendre comme otages quatre parents d'officiers Carlistes, parmi lesquels une femme, et que ces otages seront immédiatement fusiliés, si la vie de ses officiers n'est pas respectée. Bientôt nous verrons la mère de

Cabrera fusillée par les Christinos, et Cabrera faisant exécuter, en représailles, des femmes d'officiers ennemis, tombées entre ses mains.

La nation espagnole, où l'amour de la famille est si profondément enracinée dans tous les cœurs, semblait prendre à tâche d'oublier les plus nobles sentiments, pour s'abandonner à la passion de la haine et de la vengeance.

Pour être juste, disons cependant qu'il y avait, parmi les Carlistes des hommes de cœur que toutes ces horreurs désespéraient. Citons parmi eux Villaréal, un des meilleurs de ce parti, à qui l'ordre est donné par Zumalacarrégui de faire fusiller d'un seul coup cent-vingt prisonniers. Il ne peut s'y résoudre il court auprès de son chef, le conjure de revenir sur une décision aussi sanguinaire, le trouve inflexible; s'éloigne pour ne pas participer au meurtre de ces malheureux, et parvient à sauver la vie à deux d'entre eux.

Rien de semblable ne nous est offert par les généraux Christinos, qui semblent rivaliser de férocité. Si nous avons à désigner l'un d'entre eux, comme le type de la cruauté, nous

nommerions le vieil Espos-y-Mina, l'ancien guerrillero des guerres de l'indépendance, le dernier défenseur de la cause libérale de 1823. Appelé deux fois par Christine au commandement de la Catalogne, il s'y conduisit en véritable bête féroce. A sa seconde apparition sur le théâtre de la guerre, il fait fusiller les officiers prisonniers et provoque une recrudescence notable de pillages, de massacres et d'incendies partout où la guerre civile étend ses ravages. La férocité de Mina eut une répercussion à Barcelone où la populace libérale massacra, le 4 janvier 1836, les prisonniers Carlistes malades dans les hôpitaux, et les bien portants dans les prisons. C'étaient là des exploits renouvelés des guerres contre Napoléon.

Les Carlistes usèrent de représailles, et la guerre fut encore plus sanglante qu'elle ne l'avait été dans les provinces basques et en Navarre, au commencement des hostilités. Nous n'en finirions pas avec ce hideux tableau, si nous voulions le pousser à fond; mais, comme nous en retrouverons malheureusement de nouveaux traits dans le cours

de notre récit, nous en abandonnerons momentanément la peinture, pour exposer brièvement les faits les plus saillants de la guerre de Sept ans avant l'arrivée de la Légion en Espagne, pendant son séjour en ce pays et après qu'elle en eut disparu. Ce sera, ce me semble, la meilleure manière de faire connaître la grande part qu'elle prit à la consolidation du trône d'Isabelle.

CHAPITRE V

LA GUERRE CIVILE. — CABRERA. — MORT DE ZUMALACARRÉGUI.

Pendant que Zumalacarrégui luttait victorieusement dans les provinces basques et navarraises, on vit paraître dans le Maestrasgo, Cabrera, d'étudiant transformé en simple soldat sous les murs de Morella, puis lieutenant d'une bande de neuf hommes ; puis bientôt après, à la tête de 135 soldats campés avec lui dans les environs de Valliborna, auxquels il distribuait quatre réaux (1 fr. 05) par jour, tout en s'instruisant avec soin des règles de la tactique militaire.

Cabrera, placé aux confins des trois capitaineries d'Aragon, de Catalogne et de Valence, échappait à toutes les poursuites, en passant d'un territoire dans l'autre. Ayant pénétré en Catalogne, il fut battu, le 10 avril 1834, près de Mayols, mais cet échec fut bientôt réparé.

Au mois de juillet suivant, Rodil, qui venait de faire campagne en Portugal, entra en Espagne avec sa division forte de 18.000 hommes en bon état, et remplaça Quésada dans le commandement de l'armée Christina. Cet événement fit grand bruit à Madrid ; mais la joie qu'il y causa ne pouvait pas dissiper les inquiétudes provenant de l'apparition de Cabrera, et de l'arrivée récente, au milieu de ses troupes, de don Carlos, que l'on croyait interné à Londres sous la surveillance des polices anglaise et française.

Rodil s'acharna spécialement contre la personne même de don Carlos qu'il avait déjà traqué en Portugal ; mais il dut se persuader que ses efforts seraient vains. Trois défaites, essuyées par ses lieutenants, vinrent le convaincre qu'il eût mieux fait de s'attacher à remplir les devoirs d'un général en chef, que de faire l'office d'un simple colonel de gendarmerie.

Les défaites des Christinos se succédaient, et leurs généraux en étaient réduits à se fortifier sur certains points de la Biscaye, comme Léquietto, Plencia et Berméo, que

Espartero avait repris. Sous le coup de ces revers, le gouvernement de Christino remplaça Rodil par le vieux Mina, dont nous avons déjà parlé. En attendant l'arrivée de Mina, le général Osma prit le commandement de l'armée christine. Il ne fut pas plus heureux que ses prédécesseurs; Zumalacarrégui lui enleva plusieurs convois, entre autres un de 2.000 fusils, le battit complètement à Algéria, lui tuant 1.000 hommes et lui faisant 2.000 prisonniers qui durent entrer dans les files carlistes.

L'âge, les maladies, les blessures avaient détruit la santé de Mina. Quoique l'énergie de l'âme eût résisté à toutes les défaillances du corps, il lui était impossible de diriger par lui-même les mouvements de ses troupes. Il fit de la politique et de l'administration, laissant l'exécution de ses plans de campagne à ses lieutenants qui étaient Lorenzo, Oraa, Espartero, Cordoba et O'Donuel. Ils n'empêchèrent pas Zumalacarrégui de prendre successivement Arcos, Etcharri, Olozagaitia, Aranas et Villafranca, malgré leurs efforts pour l'en empêcher.

Mina sentait bien qu'il lui était très difficile, impossible même, de suivre, en la dirigeant, une pareille campagne ; aussi se décida-t-il, le 8 avril 1835, à envoyer sa démission au gouvernement, qui lui donna pour successeur Valdès, ministre de la guerre. Ce général eut l'honneur de signer le traité d'humanité par lequel lord Elliot espérait mettre un terme aux barbaries des deux partis.

Valdès, après avoir reçu de nombreux renforts, marcha à la défense d'Estella, serré de près par les carlistes. Les bataillons de Zumalacarrégui s'opposèrent à son passage à travers la Sierra d'Andie. Ils l'attendirent au portuis d'Artaga, et l'obligèrent à accepter le combat dans ces parages neigeux et escarpés. Les troupes christines parvinrent à franchir l'obstacle qui leur était opposé. Elles arrivèrent à Estella dans un état complet de débâblement, comme si elles avaient éprouvé un formidable échec. Dans la nuit qui suivit cet engagement, les soldats, obligés de marcher dans les ténèbres, se croyant tout à coup surpris, s'étaient mis à tirer les uns sur les autres, et une panique s'en était suivie. L'ar-

mée en resta triste, abattue; l'impression, au début de la guerre, était mauvaise, les soldats étaient découragés.

Quelques jours après, Zumalacarrégui tombait sur les christinos à Guernica; il leur tuait un millier d'hommes, leur en prenait 300 ainsi que deux pièces d'artillerie, un convoi chargé d'effets, de munitions et de fusils. Ce fut un désastre complet.

Don Carlos entre triomphalement à Estella; Valdès recule sur toute la ligne; Zumalacarrégui poursuit ses succès; il s'empare de la route de France dont les Christinos tenaient à le séparer; il enveloppe Espartéro sur les hauteurs de Descarga et lui fait perdre 2.000 hommes. Espartéro court s'enfermer dans Bilbao avec les débris de son armée.

Don Carlos pouvait marcher alors sur Madrid. Ce ne fut pas l'avis de Zumalacarrégui dont les yeux étaient toujours fixés sur Bilbao, comme attirés par la fatalité. Ce fut en effet, devant cette ville, que, le 15 juin, Zumalacarrégui reçut une balle à la jambe, en réglant le tir d'une de ses batteries. Conduit à Durango, un empirique tenta de lui ex-

traire la balle; l'extraction faite le 24 dans de mauvaises conditions, amena la mort du blessé.

CONSÉQUENCES DE LA MORT DE ZUMALACARRÉGUI

Aucun événement ne pouvait être plus fatal aux carlistes, plus favorable aux christinos. Zumalacarrégui avait été l'âme de l'insurrection. C'est à lui qu'on devait tout, infanterie, cavalerie, artillerie, fonderie, personnel, matériel, munitions, approvisionnements, équipement. Tout reposait sur lui; toujours à l'œuvre, ne se reposant jamais, droit, inflexible, nullement préoccupé des choses extérieures; sans vanité, mais avec la noble fierté de celui qui sent sa valeur; toujours pensif et réfléchi, pénétrant d'un coup d'œil profond la pensée de quiconque l'approchait, scrutant les consciences avec un regard d'aigle, rapide dans la conception, hardi dans l'exécution; plein d'égards pour le mérite personnel, dédaignant les formes

trop conventionnelles, il était simple jusqu'à l'abnégation la plus entière. Son testament ne fut pas long : « Je laisse ma femme et trois « filles; ce sont les seuls biens que je possède. Je n'ai rien de plus à laisser (1). »

CONTINUATION DE LA GUERRE

La mort du grand général Carlisle coïncidait avec les instances que Marie Christine faisait auprès des puissances signataires du traité de la quadruple alliance pour obtenir l'exécution de leurs promesses. Nous avons vu comment ces puissances intervenaient effectivement dans la lutte en faveur de la régente, en fournissant chacune un corps de troupes. La France fit plus que de lui donner sa nombreuse Légion étrangère, ses vaillants officiers et leur colonel Bernelle, promu général dans cette circonstance. Son gouvernement fit bloquer étroitement les provinces espagnoles

Gustave Hubart. — *Histoire contemporaine de l'Espagne.*

touchant à notre frontière, et, par ordonnance royale du 3 juillet 1835, au grand détriment de nos départements du Midi, il défendait toute espèce de trafic avec le pays occupé par les carlistes.

Les carlistes avaient acquis sur leurs adversaires un ascendant incontestable ; mais cet ascendant était dû principalement au talent de leur chef, et on ne tarda pas à s'en apercevoir aux fautes de Moréno, successeur de Zumalacarrégui.

Forcé de lever le siège de Bilbao, ses troupes, découragées depuis la mort de celui qui les conduisait naguère à la victoire, se laissèrent vaincre le 18 juillet 1835 à Mendigorria. Elles se relevèrent cependant quelques jours après au combat d'Arrigoriaga, où l'Espartero fut battu par Moreno et Marato réunis.

Quoiqu'il en fut, Christine put croire un instant à un retour décisif de la bonne fortune, mais les nouvelles qu'elle recevait de la Catalogne et du Maeztrago étaient mauvaises. Là combattait Cabrera, dans lequel on crut voir la réincarnation de Zumalacarrégui qu'il remplaçait dans le commandement. Cabrera

avait imprimé aux opérations militaires une impulsion vigoureuse, qui leur faisait défaut ailleurs sous Moréno. Son activité était prodigieuse, il donnait une organisation complète à son armée sans cesser de la faire se mouvoir. Tandis qu'on le croit au nord, il est à l'est; le 18 août, il entre à Segorbo, lui impose une contribution de 8.000 douros, lui enlève tous ses chevaux, ses armes, ses munitions; et lorsque les forces des Christinos arrivent croyant le saisir, il a déjà gagné la montagne et mis ses prises en sûreté. A l'ouest, la guerre se poursuivait avec des chances diverses, la division anglaise de Lacy Evans y prenait une part tantôt heureuse tantôt malheureuse.

INDISCIPLINE DANS LES DEUX PARTIS

L'armée christine était en fort mauvais état, quoique nombreuse — 100.000 hommes — grâce à l'arrivée des auxiliaires. Leur habillement et leur équipement étaient déplorables;

leur solde et leur nourriture pas assurées. De là l'indiscipline et l'insurrection. Le 13 décembre 1835, Espartero fit décimer un bataillon basque; cette exécution excita de vives réclamations dans les Cortès.

Quoique à un degré moindre que les *Christinos*, les *Carlistes* souffraient aussi de l'indiscipline. Les *Navarraïss* qui servaient sous les ordres de *Guerguô*, dans la haute Catalogne, exigèrent d'être ramenés dans leur pays dont ils se disaient trop éloignés, et *Guerguô* dut s'exécuter.

La désertion s'exerçait sur une grande échelle des deux côtés : chez les Espagnols, en passant dans les files victorieuses, chez les auxiliaires étrangers par instinct de vagabondage ou pour éviter quelque rigoureuse punition. Nous avons vu que la légion, dite française, avait fourni assez de déserteurs aux *Carlistes* pour pouvoir en former un bataillon; la légion anglaise, moins nombreuse, leur en donna une compagnie sous les ordres d'un capitaine nommé *Wilkinson*.

ASSASSINATS

De tous les chefs libéraux, le plus infatigable était Nogueras, comme il en était le plus impitoyable. Dans sa haine féroce, il demanda et obtint de son chef Mina, l'autorisation de faire exécuter la mère de Cabrera, qui habitait Tortose, en se fondant sur ce qu'on préparait dans cette ville une conspiration pour laquelle elle servait d'intermédiaire entre son fils et les conspirateurs. Ainsi, le 8 février 1836 fut fusillée une pauvre femme, simple de mœurs et en dehors de tous les débats politiques.

Cet attentat excita un cri d'horreur en France, en Angleterre et même en Espagne : des voix éloquentes s'élevèrent aux Cortès pour le flétrir. Nogueras dut résigner son commandement, et l'épithète d'assassin et de bourreau, justement associée à son nom lui resta toute sa vie.

Quant à Cabrera, devenu digne de pitié, il fit, par représailles, fusiller quatre femmes

d'officiers, tombées entre ses mains, victimes aussi innocentes que sa mère d'une guerre qui dépassait en barbarie les atrocités les plus grandes de l'histoire. Puis, après quelques jours consacrés au deuil et à la douleur, il reprit avec une nouvelle ardeur la suite de ses opérations, sous l'aiguillon du désir de la vengeance.

COMBATS ET SIÈGES

Disons pour mémoire, le fait n'entrant pas absolument dans notre sujet, qu'à cette époque se rapporte l'insurrection de Madrid, fomentée et guidée par de simples sergents qui massacrèrent le général Quésada et forcèrent la reine-régente, Marie Christine, à remettre en vigueur la constitution de 1812.

« Un malheur n'arrive jamais seul. » La régente dut reconnaître la vérité de ce proverbe arabe, lorsque aux angoisses qu'elle venait de subir, à l'humiliation de la majesté royale, au dépit de devoir accepter une constitution qu'elle abhorrait, vinrent se

joindre les mauvaises nouvelles du théâtre de la guerre, et celles qui lui venaient du cabinet des Tuileries.

Le 16 janvier 1836, Cordoba attaque le général carliste Èguia, au défilé d'Artaban. Le temps est affreux, l'affaire sanglante. Cordoba échoue, ce qui ne l'empêche pas d'envoyer à Madrid, selon la coutume, un bulletin pompeux de victoire. Courte joie dans la capitale qui retombe dans le trouble et la terreur en apprenant que le chanoine Batenero, à la tête de 250 cavaliers, bien montés, bien armés, avait franchi l'Ebre et pénétré sans obstacle à Siguenza.

Villaréal, élève de Zumalacarrégui, commande les Carlistes dans l'ouest. Revenant au système des colonnes expéditionnaires, il fait une attaque générale sur la ligne de Zubiri, de Pampelune à Valcarlos. La légion Bernelle eut à supporter le choc principal des carlistes et parvint à se maintenir.

Du côté de St-Sébastien, sir Evans cherche à s'emparer du vaste port du Passage; il force d'abord les Carlistes à reculer jusqu'à Hernani; mais, le 10 juillet 1836, il éprouve

un échec sérieux devant Fontarabie, et ne peut donner la main aux détachements de Bornelle, cantonnés dans la vallée du Baztan.

Le général Christino, Tello, battu dans la province de Santander, ouvre aux Carlistes tout le pays au sud. Espartero accourt, mais sans pouvoir rien réparer. Le 19 juillet, nouveau succès des Carlistes à Villasma. Tant de défaites portent le découragement dans les rangs des Christinos, et, avec le découragement, l'insubordination. Elle arriva à un tel point, que le général Cordobaso vit forcé de donner sa démission.

En Catalogne, les affaires des libéraux semblent en meilleur état, grâce à la terreur. Mina fait fusiller le général Torrès et l'un des principaux chefs de bande, Borgès, qu'il a faits prisonniers. Les autres évitent tout engagement sérieux, mais ils sont constamment en mouvement : Brugo a 3.000 hommes; Tristany 1.600; Ros de Eroles 1.500; plus 3.000 sous chefs distincts; en tout, 10.000 Carlistes, dont Maroto est nommé commandant en chef.

La terreur inspirée par Cabrera était si

grande, qu'on crut nécessaire, à Madrid, de grouper contre lui tous les corps détachés, de l'Èbre, à la Sierra Morena.

Après les troubles qui suivirent la révolte de Madrid, le 14 août 1836, ou — pour être plus exact — la révolte de la Granja, qui imposa à Marie Christine la constitution de 1812 don Carlos aurait pu profiter de la situation avantageuse que les libéraux eux-mêmes lui avaient faite; il ne sut pas en tirer parti.

Il veut cependant tenter une grande entreprise; et pendant qu'il la prépare, Espartero dégage Bilbao que les Carlistes s'obstinaient à assiéger, et reçoit le titre de comte de Luchana, du lieu où il a été victorieux de ses adversaires.

L'infant don Sébastien prend bientôt sa revanche; il bat sir Lacy Evans qui serrait de près les Carlistes dans les lignes d'Hermani, mais il a le regret de voir Espartero lui échapper, bien qu'il lui eût infligé une perte de 500 hommes.

POINTE DE DON CARLOS SUR MADRID

Don Carlos partit d'Estella le 15 mai 1837 avec 1.200 fantassins et 1.600 cavaliers. Il passa l'Arga et le Gallego sans obstacle. C'est seulement à Huesca qu'il fut atteint par le général Irribarren, commandant en chef de la division chargée de garder la ligne de l'Ebre du côté de la Navarre. Emporté par son ardeur, Irribarren ne sut pas combiner ses mouvements avec ceux des capitaines-généraux d'Aragon et de Catalogne, qui pourtant avaient été prévenus et arrivaient en toute hâte. Il attaqua l'armée royale à la sortie de Huesca avec trop d'impétuosité et pas assez de précautions (24 mai 1837). Après une lutte sanglante, dont la Légion étrangère porta principalement le poids, sa division fut taillée en pièces, et lui-même, sans force contre cette disgrâce, alla chercher la mort au milieu des balles ennemies. Ses soldats, épars, s'enfuirent dans la direction du sud, et allèrent demander protection aux

autres colonnes que leur général n'avait pas attendues.

Oraa, qui avait le commandement en chef des Christinos, dans l'ardeur de venger le désastre de Huesca, livra à don Carlos, dans les environs de Balbastro, une autre bataille aussi désastreuse pour les libéraux que celle de Huesca, où la Légion étrangère fut presque entièrement détruite après des prodiges de valeur, et où périt glorieusement son colonel Conrad qui avait succédé à Bernelle revenu en Afrique dégoûté des mauvais procédés du gouvernement et des généraux christinos envers la Légion et son chef.

Après avoir facilité à don Carlos le passage de l'Ebro, en battant deux armées qui voulaient s'y opposer, Cabrera avait fait sa jonction avec le prince, et, réunis, ils avaient pris la direction sud, vers Guadalaviar. Oraa, de son côté, s'était fait une armée avec les débris de celles qui avaient été battues à Jaca, Huesca et Balbastro. Surpris par leur adversaire à Blida, don Carlos et Cabrera prirent une éclatante revanche non loin de Daroca où les libéraux perdirent 90 officiers,

2.000 soldats tués, blessés ou prisonniers, 5.000 fusils, leur artillerie et leurs bagages, tandis que les Carlistes n'avaient que 100 hommes hors du combat, parmi lesquels, il est vrai, un général, Quiroz (21 août 1837).

Battue le 19 septembre à Aranzucque, l'armée carliste de l'est se décomposait; Zariatégui accourt du nord; il passe sur le corps de la légion portugaise, trompe les généraux christinos et tombe sur Ségovie dont il s'empara sans coup férir. Les Carlistes n'étaient qu'à 80 kilomètres de Madrid où régnaient la confusion et la terreur. Don Carlos ne sut pas profiter du trouble de ses ennemis; apprenant que tout ce que ceux-ci avaient de troupes non indispensables ailleurs convergeaient vers Madrid, don Carlos rebroussa chemin vers le nord. Son entreprise était manquée, de sorte qu'on peut dire que si l'expédition de don Carlos marque l'époque du plus grand péril qu'ait couru la cause de Christine, elle indique aussi le commencement de la ruine du parti Carliste.

CHANGEMENT DE POLITIQUE EN FRANCE

Un coup terrible avait été porté aux provinces du nord et du sud des Pyrénées par le décret français du 3 juillet 1835 qui prohibait tout trafic entre les départements frontière et les pays Carlistes, tandis que les Anglais trafiquaient librement. Louis-Philippe, blessé dans son amour-propre et dans ses mesures diplomatiques, abrogea ce décret et chargea notre ambassadeur, M. de Rayneval, de notifier cette décision au gouvernement de la régence, dont le mécontentement se traduisit par un redoublement d'avanies à l'adresse de notre ambassadeur et de cajoleries envers les Anglais.

Louis-Philippe ne se borna pas à cette mesure de sagesse économique, que nous allons voir, du reste, malheureusement rapportée. Depuis la révolution de la Granja, impressionné par cette révolte militaire et les assassinats qui en avaient été la suite — celui entre autres du général Quesada — le roi des

Français demanda à son premier ministre de dissoudre tous les corps qui avaient été rassemblés à Pau pour aider les mouvements du général Cordoba.

Thiers, plein de sympathie pour les Christinos, avait transformé le concours autrefois purement moral du gouvernement français, en une action plus sérieuse, qui s'appelait *la coopération armée*. Il avait permis qu'on pressât avec activité le recrutement de la légion étrangère sur notre territoire, et on l'avait déjà portée de 6.000 hommes à 8.000. Des pourparlers s'étaient établis pour leur donner un chef éminent — il avait été question du maréchal Clausel, du général Bugeaud. Le ministre de la guerre, disait-on, s'en occupait lui-même très activement, au lieu de laisser agir l'ambassadeur d'Espagne à Paris.

L'intention du roi était de faire obstacle à une politique qui lui était antipathique. Il n'avait jamais été partisan de l'intervention, comment la supporterait-il maintenant qu'elle devait avoir lieu au profit des partisans de la constitution 1812? M. Thiers aima mieux donner sa démission que de dévier de sa

ligne de conduite; il se retira avec ses collègues et céda sa place au cabinet, dit du 6 septembre, présidé par M. Molé; ce cabinet n'eut rien de plus pressé que d'ordonner la dissolution de la légion étrangère et de supprimer tout envoi de renforts à cette légion en Espagne; mais il s'engagea à interner les Carlistes qui pénétreraient en armes sur notre territoire, et il interdit de nouveau tout commerce entre nos départements du midi et du nord de l'Espagne.

L'Angleterre, au contraire, redoubla d'efforts en faveur des Christinos, auxquels elle prêta un concours décisif devant Bilbao.

DÉSORDRE DANS L'ARMÉE CHRISTINE

L'insubordination sévissait pendant ce temps-là dans l'armée libérale, et, avec elle, la révolte et les crimes qui l'accompagnent.

Le 4 juillet 1837, à Hernani, le régiment écossais de la légion britannique de Soulive, demandant sa solde, les habitants de Saint-

Sébastien s'imposent une contribution pour payer l'arriéré aux étrangers. A la vue de ces sommes, les soldats espagnols se mettent eux aussi à réclamer avec violence. Le comte de Mirasol, qui veut les calmer, sauve sa vie à grand'peine, ses aides de camp sont tués ou blessés.

Le 15 août, le général Escallere est assassiné à la tête de son armée de l'Ebre.

Le 16 août, les bataillons de Zurbano et d'Almanza se soulèvent à Vittoria, massacrent le gouverneur de la place, un de ses aides de camp et sept des principaux personnages de la ville.

A Pampelune, une sédition militaire met la ville à contribution; le général Saarfield est criblé de balles et de coups de baïonnette; son cadavre ignominieusement jeté dans la rue; le commandant de place et plusieurs autres personnes sont assassinées; de nombreuses maisons sont pillées.

Espartero accourt au bruit de ces attentats; la répression sera terrible. Il entoure avec son armée les bataillons coupables, les fait décimer sans jugement et fusiller séance

ténante ceux que le sort a désignés. Son influence grandit de ce jour; et Cordoba, ainsi que Narvaéz, ses divisionnaires qui lui faisaient obstacle, doivent céder devant lui et rentrent en France en donnant leur démission.

CHAPITRE VI

DISSOLUTION DU PARTI CARLISTE

Pendant que l'armée de Marie Christine était en proie à l'esprit de désordre et de rébellion, celle de don Carlos sentait éclore en elle les germes de la dissolution, semés par la lassitude et fécondés par la trahison. Deux partis s'y étaient formés : celui des *apostoliques* et celui des *transactionnistes*, dont les noms seuls disaient clairement les tendances et les vœux. Bientôt des devises et des emblèmes, arborés par les transactionnistes, ne permirent plus de douter qu'un schisme n'éclatât prochainement parmi les défenseurs de la loi salique.

Ainsi, pendant que Cabrera, ayant reconstitué son armée, dominait tout le pays entre l'Aragon et Teruel, Murviedro et Alcanis; tandis que Negri faisait une pointe hardie jusqu'à Ségovie, un notaire basque, du nom

de Mognogorri, levait une bande avec cette enseigne : *Paix et Fueros!* Si on se rappelle que c'est au nom de leurs fueros menacés que se soulevèrent les provinces du nord de l'Espagne, il était évident que ce nom, réuni aujourd'hui à celui de la paix, était une invite à la soumission, en même temps qu'une promesse de conservation des Fueros. Un grand mécontentement se manifestait en même temps parmi les bataillons navarraï.

Ces indices de décomposition ne pouvaient pas échapper à don Carlos; il y chercho un remède; et, poussé par la fatalité, il croit l'avoir trouvé dans Maroto qu'il rappelle de Bordeaux où il s'était retiré, se sentant deviné par les autres généraux carlistes, entrés aussitôt en lutte avec lui.

MAROTO

Maroto avait enfin ce commandement en chef de l'armée carliste qu'il enviait depuis longtemps, comme nécessaire à l'exécution de ses projets. Il commence par quelques

succès qui entretiennent la sécurité de don Carlos, pendant qu'il reprend avec Espartero des pourparlers ébauchés depuis longtemps. Il allègue que sa vie est compromise; il est désespéré, avec son mérite et son intelligence, de devoir obéir à un prétendant idiot: il est convaincu qu'en se dégageant de sa fidélité à don Carlos, il rendra un grand service à son pays.

Pendant ces pourparlers, il agit, et il agit en maître. Il entre avec ses bataillons à Estella, il se saisit des généraux Garcia, Sanz, Comona, de l'intendant Urris, ses ennemis personnels, et les fait fusiller par derrière, comme traîtres, sans jugement.

La première impression de don Carlos fut d'éclater en reproches contre Maroto. Il fit publier une proclamation dans laquelle Maroto était déclaré traître et déloyal (21 février). Maroto réunit ses troupes et marcha sur Tolosa où se trouvait alors don Carlos, et ne s'arrêta qu'après avoir obtenu une seconde proclamation disant qu'il n'avait jamais manqué à la fidélité.

De tous côtés on travaillait à la démora-

lisation des troupes carlistes : agents et trésor, tout y était employé. Espartero simulait des attaques auxquelles Maroto ne résistait pas, tandis que Elio, qui n'était pas du complot, luttait avec avantage contre le général Christino, Manuel de la Concha, le 1^{er} mars 1839, à Aroniz. Les succès des christinos étaient exagérés à dessein, afin de porter le découragement dans le cœur des Carlistes fidèles, en leur présentant leur cause comme irrévocablement perdue.

Maroto conseilla alors à don Carlos ahuri de réunir un grand conseil de guerre qui se tint, le 29 mai 1839, à Zornoza. On y décida d'éviter les grandes affaires et de rester sur la défensive. Aussitôt, Maroto abandonna les places fortes qu'il ne voulait pas défendre, et alla s'établir fort en arrière de la première ligne.

Espartero se porte aussitôt en avant et occupe tout le pays qu'on lui livre. Plusieurs bataillons, voyant enfin clair dans cette ignoble comédie, se soulèvent au cri de *Vive le roi! A bas Maroto! Mort au traître!*

Maroto demande à don Carlos de faire

rentrer les rebelles dans le devoir ; don Carlos promet d'intervenir, lorsqu'il voudrait au contraire être débarrassé de Maroto. Dès lors des conférences avec Espartero ont lieu, ouvertement ; à partir du 24 août, les généraux carlistes La Torre, Urbiztonda, les suivent avec les christinos, Zabala et Linage.

Tout étant convenu, surtout pour la conservation des grades, Maroto eut l'audace de communiquer un projet de traité à don Carlos (25 août). Un cri d'indignation accueillit ce document, publié tout aussitôt. Don Carlos accourut à Eigueta, quartier général de l'armée carliste. Ses troupes, gagnées à la trahison, le reçurent froidement, il ne songea plus, dès lors, à les ramener à lui.

LA TRAHISON EST CONSOMMÉE

C'en était fait : l'acte connu sous le nom de *convention de Vergara*, fut signé le 30 août 1839 : et, de part et d'autre, il fut convenu que le

lendemain les troupes carlistes iraient se présenter, à Vergara, au général en chef de l'armée libérale. Maroto donna à tous les commandants des ordres en conséquence, et se rendit le premier, au matin du 31 août, dans le camp christino, avec ses aides de camp et son escorte.

Il attendit une grande partie de la journée l'exécution de ses ordres; enfin, la division castillanne, commandée par Urbiztondo, se décida la première à se présenter dans les champs de Vergara; elle fut reçue avec grande effusion par Espartéro à la tête de son état-major. Les Basques suivirent deux jours après les Guipuscoans, mais divisés, les uns ayant accepté la Convention, les autres l'ayant repoussée. Les divisions alavaïses et navarraises n'étant pas arrivées le 7 Espartéro se décida à aller au-devant d'elles.

Les provinces carlistes du nord de l'Espagne étant irrévocablement perdues, don Carlos abandonna, le 14 septembre 1839, le sol de sa patrie, à Udax. Plus de 20.000 Espagnols émigrèrent avec leur roi et consentirent à manger le pain de l'exil. La fureur des

soldats fidèles alla jusqu'à assassiner leur général, Moréno, soupçonné de complicité avec Maroto (1).

DERNIERS ET COURAGEUX EFFORTS DE CABRERA

Pendant que ces événements se passaient en Biscaye et en Navarre, Cabrera luttait avantageusement dans les provinces de Barcelone et de Valence. Il avait 18 bataillons et 9 escadrons ; les forces qui lui étaient opposées étaient de 17 bataillons, 13 escadrons et 3 batteries ; mais il avait l'avantage des positions. En peu de temps il enlève les villes de Beni-Carlo, Morella, Gandossa, Saragosse où le général Esteller est assassiné par les habitants ; Calanda, Alcorisa, Samper sont prises à leur tour par l'infatigable Cabrera ; son armée devient le refuge de toutes les autres, battues ailleurs. Le libéral Oran se bute en vain contre Morella, qu'il voudrait reprendre ; il livre trois assauts qui sont re-

(1) Gustave Hubart, déjà cité.

poussés avec de grandes pertes. Oraa est forcé de lever le siège et devient l'objet de l'irritation publique. Cabrera prend le titre de comte de Morella.

Les faits militaires se pressent avec une vivacité inouïe : Cabrera poursuit le christino Pardinas qui recule devant lui ; il enveloppe sa gauche à Maella, et le bat. Pardinas, désespéré se fait tuer. Sur cinq bataillons dont se composait cette gauche, deux seulement parviennent à s'échapper.

Antonio Van-Haeln remplace Oraa ; féroce à l'égal de Noguéras, le nouveau général christino commet des atrocités auxquelles Cabrera répond par des représailles ; la convention Elliot est tombée dans l'oubli ; l'Angleterre, l'Europe entière s'en émeuvent, et les gouvernements nomment des commissaires pour la renouveler.

Cabrera, maître du Bas-Aragon, se fortifie au château de Ségura, à quelques lieues de Montalban d'où il menace Madrid. Van-Halen veut l'en déloger ; mais, arrêté dans les montagnes, il est forcé d'abandonner son entreprise.

Un ouragan terrible se forme contre les derniers défenseurs de la cause carliste. Toutes les ressources disponibles du gouvernement de la régente sont réunies sous les ordres de O'Donnel, successeur de Van-Halen, qui se trouve à la tête de 31.500 fantassins et 2.500 cavaliers. Tous les efforts sont dirigés contre Cabrera qui inflige encore une sanglante défaite aux Christinos à Carboneras, le 1^{er} septembre 1839.

Le bruit de la Convention de Vergara parvient à l'armée carliste. Cabrera exhala sa fureur en phrases frénétiques contre Maroto. Il ne put empêcher que Maroto trouvât un imitateur dans Cabagnéros, qui s'adressa à tous ses compagnons pour les engager à déposer les armes. Cabrera domina cette première émotion ; mais comme la pacification des provinces du nord rendait disponibles 41.000 fantassins, 3.000 chevaux et 160 canons, le gouvernement mit ses forces à la disposition d'Espartero qui put tracer son plan de campagne et l'exécuter avec la certitude d'avoir partout la supériorité du nombre. Ce plan constait à enfermer les Carlis-

tes dans un cercle se resserrant peu à peu.

Cabrera, tombé gravement malade dans les premiers jours de décembre, ne pouvait pas commander ses troupes dans lesquelles l'inquiétude se mit, puis le découragement, suivi de désertions.

Espartero alla assiéger Morella, dernier boulevard des Carlistes, qui se rendit le 30 mai 1840.

Dès qu'il eut connaissance de la reddition de Morella, Cabrera comprit qu'il n'avait plus rien à faire sur la rive droite de l'Èbre, et se concentra en Catalogne. Le 2 juin 1840, 6.000 Carlistes fidèles qui, après la convention de Vergara et la prise de Morella, voulaient suivre la fortune de Cabrera, passeront de l'autre côté de l'Èbre, dans les environs de Floix. Ils luttèrent encore sur ce théâtre restreint de la Haute-Catalogne; mais que pouvaient ces efforts d'une cause vaincue, alors que la convention de Vergara modifiait de tout point la situation générale des carlistes?

Le représentant de don Carlos en Catalogne, le comte d'Espagne, devenu odieux par ses cruautés, tomba dans un complot ourdi

par un médecin nommé Ferrer, avec l'assentiment du colonel Sagarra, désigné pour le remplacer, et fut assassiné dans des circonstances horriblement dramatiques.

FIN DE LA GUERRE DE SEPT ANS

Lorsque Cabrera fut rétabli, il n'était plus temps de remédier à l'état des choses totalement compromises. Une junte s'était formée à Berga, travaillant à la paix avec la connivence de Sagarra. Cabrera se rend dans cette ville et y est parfaitement reçu par ceux-là mêmes qui méditent sa perte. Il employa le mois de juin à organiser une administration et une armée; mais tous ses efforts furent inutiles, tant la démoralisation était profonde.

Le 4 juillet, Espartero se présente devant Berga et l'occupe le jour même.

Cette fois, tout était perdu pour les Carlistes; chefs et soldats ne songeaient plus qu'à gagner d'un pas rapide les frontières de la France. Au moment où il leur fallut livrer

aux gendarmes français, accourus pour protéger le territoire, leurs armes et leurs chevaux, ce ne fut parmi eux qu'un cri de douleur et de désespoir.

Cabrera, dans ce moment suprême, trouva des accents qui expliquent l'ascendant qu'il avait su prendre sur ces natures à la fois généreuses et sauvages. Il réunit autour de lui tout son corps d'officiers, et leur exposa qu'il ne leur restait plus d'autre ressource que de chercher asile sur le territoire français, puis il ajouta : « Si cependant il en est un parmi
« vous qui veuille continuer la guerre, je
« suis prêt à lui céder le commandement. Je
« crois avoir toujours rempli mes devoirs;
« s'il en est un qui ait des reproches à me
« faire, qu'il les fasse maintenant. Nous
« sommes encore sur le territoire espagnol,
« qu'on me juge, non comme général, mais
« comme volontaire; j'aime mieux souffrir
« la mort qu'émigrer avec honte. » A ces mots, il se fit un profond silence; tous se mirent à pleurer et se résignèrent à leur destin.

Pendant tout le mois de juillet, les Carlistes

ne cessèrent d'affluer sur le territoire français, à la fin du mois, leur nombre s'élevait à 21.000.

ACTIONS D'ÉCLAT DE LA LÉGION

Bien que la Légion étrangère ne soit arrivée en Espagne qu'après le commencement de la guerre civile de Sept ans, et qu'elle en ait disparu avant la fin de cette guerre, je n'ai pas cru inutile de retracer sommairement les phases principales de cette lutte opiniâtre, pour qu'au récit de tant de combats acharnés, de tant de haines des deux partis, mes lecteurs puissent juger de l'ardeur de la fournaise dans laquelle notre gouvernement d'alors avait jeté des bataillons composés d'étrangers, il est vrai, mais généralement commandés par des officiers français qui déjà leur avaient communiqué quelque chose de notre esprit chevaleresque.

L'Espagne de 1835, précédant dans la voie de l'ingratitude une autre *nation sœur* qui devait même la dépasser un jour, se montra

lendemain les troupes carlistes iraient se présenter, à Vergara, au général en chef de l'armée libérale. Maroto donna à tous les commandants des ordres en conséquence, et se rendit le premier, au matin du 31 août, dans le camp christino, avec ses aides de camp et son escorte.

Il attendit une grande partie de la journée l'exécution de ses ordres; enfin, la division castillanne, commandée par Urbiztondo, se décida la première à se présenter dans les champs de Vergara; elle fut reçue avec grande effusion par Espartéro à la tête de son état-major. Les Basques suivirent deux jours après les Guipuscoans, mais divisés, les uns ayant accepté la Convention, les autres l'ayant repoussée. Les divisions alavaïses et navarraises n'étant pas arrivées le 7 Espartéro se décida à aller au-devant d'elles.

Les provinces carlistes du nord de l'Espagne étant irrévocablement perdues, don Carlos abandonna, le 11 septembre 1839, le sol de sa patrie, à Udax. Plus de 20.000 Espagnols émigrèrent avec leur roi et consentirent à manger le pain de l'exil. La fureur des

soldats fidèles alla jusqu'à assassiner leur général, Moréno, soupçonné de complicité avec Maroto (1).

DERNIERS ET COURAGEUX EFFORTS DE CABRERA

Pendant que ces événements se passaient en Biscaye et en Navarre, Cabrera luttait avantageusement dans les provinces de Barcelone et de Valence. Il avait 18 bataillons et 9 escadrons ; les forces qui lui étaient opposées étaient de 17 bataillons, 13 escadrons et 3 batteries ; mais il avait l'avantage des positions. En peu de temps il enlève les villes de Beni-Carlo, Morella, Gandossa, Saragosse où le général Esteller est assassiné par les habitants ; Calanda, Alcorisa, Samper sont prises à leur tour par l'infatigable Cabrera ; son armée devient le refuge de toutes les autres, battues ailleurs. Le libéral Oraa se bute en vain contre Morella, qu'il voudrait reprendre ; il livre trois assauts qui sont re-

(1) Gustave Hubart, déjà cité.

poussés avec de grandes pertes. Oraa est forcé de lever le siège et devient l'objet de l'irritation publique. Cabrera prend le titre de comte de Morella.

Les faits militaires se pressent avec une vivacité inouïe : Cabrera poursuit le christino Pardinás qui recule devant lui ; il enveloppe sa gauche à Maella, et le bat. Pardinás, désespéré se fait tuer. Sur cinq bataillons dont se composait cette gauche, deux seulement parviennent à s'échapper.

Antonio Van-Haeln remplace Oraa ; féroce à l'égal de Noguéras, le nouveau général christino commet des atrocités auxquelles Cabrera répond par des représailles ; la convention Elliot est tombée dans l'oubli ; l'Angleterre, l'Europe entière s'en émeuvent, et les gouvernements nomment des commissaires pour la renouveler.

Cabrera, maître du Bas-Aragon, se fortifie au château de Ségura, à quelques lieues de Montalban d'où il menace Madrid. Van-Haeln veut l'en déloger ; mais, arrêté dans les montagnes, il est forcé d'abandonner son entreprise.

Un ouragan terrible se forme contre les derniers défenseurs de la cause carliste. Toutes les ressources disponibles du gouvernement de la régente sont réunies sous les ordres de O'Donnel, successeur de Van-Halen, qui se trouve à la tête de 31.500 fantassins et 2.500 cavaliers. Tous les efforts sont dirigés contre Cabrera qui inflige encore une sanglante défaite aux Christinos à Carboneras, le 1^{er} septembre 1839.

Le bruit de la Convention de Vergara parvient à l'armée carliste. Cabrera exhala sa fureur en phrases frénétiques contre Maroto. Il ne put empêcher que Maroto trouvât un imitateur dans Cabagnéros, qui s'adressa à tous ses compagnons pour les engager à déposer les armes. Cabrera domina cette première émotion ; mais comme la pacification des provinces du nord rendait disponibles 41.000 fantassins, 3.000 chevaux et 160 canons, le gouvernement mit ses forces à la disposition d'Espartero qui put tracer son plan de campagne et l'exécuter avec la certitude d'avoir partout la supériorité du nombre. Ce plan constatait à enfermer les Carlis-

tes dans un cercle se resserrant peu à peu.

Cabrera, tombé gravement malade dans les premiers jours de décembre, ne pouvait pas commander ses troupes dans lesquelles l'inquiétude se mit, puis le découragement, suivi de désertions.

Espartero alla assiéger Morella, dernier boulevard des Carlistes, qui se rendit le 30 mai 1840.

Dès qu'il eut connaissance de la reddition de Morella, Cabrera comprit qu'il n'avait plus rien à faire sur la rive droite de l'Èbre, et se concentra en Catalogne. Le 2 juin 1840, 6.000 Carlistes fidèles qui, après la convention de Vergara et la prise de Morella, voulaient suivre la fortune de Cabrera, passèrent de l'autre côté de l'Èbre, dans les environs de Floix. Ils luttèrent encore sur ce théâtre restreint de la Haute-Catalogne; mais que pouvaient ces efforts d'une cause vaincue, alors que la convention de Vergara modifiait de tout point la situation générale des carlistes?

Le représentant de don Carlos en Catalogne, le comte d'Espagne, devenu odieux par ses cruautés, tomba dans un complot ourdi

lant Français, mort par devoir pour une cause qui lui était étrangère, furent transportés à Saragosse où ils reçurent les plus grands honneurs qu'on put imaginer.

CONRAD

Le colonel Conrad, mort glorieusement au combat de Balbastro à la tête de la Légion étrangère française, était né à Strasbourg.

Entré au service en 1806, il fit toutes les campagnes d'Allemagne et d'Espagne, et fut décoré, des mains de l'Empereur, sur le champ de bataille de Leipsick. Il prit part à la prise d'Alger. Nommé lieutenant-colonel de la Légion étrangère, il resta en Afrique jusqu'au moment où il passa en Espagne avec la Légion.

Depuis qu'il la commandait en chef, ses qualités personnelles avaient pu retonir des soldats sans soldo et dans le plus absolu dénuement.

Voici un extrait de la dernière lettre qu'il a écrite à sa femme, alors à Paris.

aux gendarmes français, accourus pour protéger le territoire, leurs armes et leurs chevaux, ce ne fut parmi eux qu'un cri de douleur et de désespoir.

Cabrera, dans ce moment suprême, trouva des accents qui expliquent l'ascendant qu'il avait su prendre sur ces natures à la fois généreuses et sauvages. Il réunit autour de lui tout son corps d'officiers, et leur exposa qu'il ne leur restait plus d'autre ressource que de chercher asile sur le territoire français, puis il ajouta : « Si cependant il en est un parmi
« vous qui veuille continuer la guerre, je
« suis prêt à lui céder le commandement. Je
« crois avoir toujours rempli mes devoirs;
« s'il en est un qui ait des reproches à me
« faire, qu'il les fasse maintenant. Nous
« sommes encore sur le territoire espagnol,
« qu'on me juge, non comme général, mais
« comme volontaire; j'aime mieux souffrir
« la mort qu'émigrer avec honte. » A ces mots, il se fit un profond silence; tous se mirent à pleurer et se résignèrent à leur destin.

Pendant tout le mois de juillet, les Carlistes

CHAPITRE VII

NOUVELLE LÉGION ÉTRANGÈRE

A peine la première légion étrangère, licenciée par ordonnance royale du 28 juin 1835 pour être concédée à l'Espagne, avait-elle livré ses premiers combats en faveur de Marie Christine, qu'un décret, daté du 16 décembre de la même année, prescrivait la formation d'une nouvelle légion. Le gouvernement français regrettait d'avoir fermé l'exutoire de la révolution cosmopolite, et s'empressait de le rouvrir. Un seul bataillon fut d'abord organisé à 6 compagnies qui, licenciées le 1^{er} août 1836, allèrent en Espagne remplir les vides que la guerre avait faits dans la légion Bernelle.

C'était à recommencer ou, plutôt, à continuer. Un nouveau bataillon, formé au mois de novembre de la même année, fut embarqué à Toulon pour Alger le 11 janvier suivant, sous les ordres du commandant Bedeau.

jalouse de la Légion. Les généraux chrétiens, qui l'employaient dans les moments les plus critiques, qu'elle sauva plusieurs fois de complets désastres, la citent rarement et superficiellement dans leurs rapports pompeux, où, quoique battus, ils prennent un ton victorieux. J'ai lu une infinité de rapports des deux partis, et j'ai constaté que la Légion étrangère était plus souvent citée, et avec éloge, par les généraux de don Carlos que par ceux de la régence.

Au reste, nous n'avions pas un besoin absolu du témoignage des Espagnols pour apprécier les services éminents rendus à la cause libérale par la Légion étrangère de la France : Un critérium infaillible de ces services nous a été donné par le plus grand homme de guerre des temps modernes. « Si vous « voulez savoir — disait Napoléon I^{er} — le « régiment qui a le mieux fait dans une « bataille, demandez quel est celui qui a « perdu le plus de monde. » Partant de ce principe dont l'expérience a démontré la justesse à quiconque a fait la guerre, on arrive à cette conclusion que la Légion étran-

gère a mieux fait que tous les corps indigènes, puisque des 8.000 hommes qui ont servi dans ses rangs pendant sa campagne de trois ans à peine, en Espagne, il en restait à peine 400, le jour où le gouvernement français mit un terme à sa mission, toute d'obéissance et de devoir, car la cause qu'ils servaient au prix de leur sang ne pouvait à aucun titre les intéresser, encore moins les passionner.

Afin de remplir la tâche que je me suis imposée en entreprenant d'écrire ce livre, il me fallait dégager de la masse des faits de cette longue et cruelle guerre ceux qui sont particuliers à la Légion. Ce n'était pas facile, tant les rapports officiels mettaient de la discrétion à parler des troupes auxiliaires. Je suis néanmoins parvenu à distinguer nos braves officiers français dans le flot des combattants ; et, cela, par un procédé d'observation bien simple : en regardant à l'avant-garde dans les attaques des christinos, à l'arrière-garde dans leurs retraites.

Débarqué le 20 août 1835 à Tarragone, la Légion part aussitôt pour la Haute-Cata-

logne, o. sa première opération de guerre consiste à faire lever le siège de Lérida dont les Carlistes étaient sur le point de s'emparer.

Le 19 septembre 1835, elle bat les Carlistes et les chasse des Salines de Gerry, près de la vallée d'Aran.

A cette époque, un bulletin du général Pastor, commandant des forces christines dans cette région, donne les plus grands éloges à la Légion. C'est la pièce officielle la plus explicite que nous ayons trouvée dans nos recherches.

Battue d'abord à Ourgagna, près de la Seu-d'Urgel, la Légion finit par emporter cette place dont les défenseurs sont passés au fil de l'épée.

La Seu-d'Urgel est reprise quelque temps après par les Carlistes, et la Légion passe en Aragon où elle a à combattre contre Zumalacarrégui.

Le 11 octobre 1835, le capitaine Topin, avec deux compagnies de la Légion et quatre autres des troupes christines, enlève à la bayonnette le village fortifié de Garry.

Le 9 novembre, le lieutenant colonel Conrad remontant vers la Sou-d'Urgel, bat les carlistes près de cette ville.

Le 18 de ce même mois, un bataillon de la Légion, se rendant de Jaca à Sos, rencontre à Verdun l'expédition carliste en Aragon. En présence de forces triples, ce bataillon fait si bonne contenance, que les carlistes battent en retraite devant lui.

Réunie, le 3 décembre, la Légion livre, près de Lérida, un combat acharné à la division du général Guergué. A peine si 200 hommes et 40 chevaux des carlistes parvinrent à se sauver en Navarre.

Ces faits d'armes étaient le prélude de ceux que la Légion devait accomplir dans la suite et dont Huesca et Balbastro furent le terme glorieux.

A Huesca, c'est elle qui repoussa à la bayonnette l'attaque des carlistes; c'est sous sa protection que la cavalerie christino put se rallier. Le colonel Conrad y fut blessé, mais si légèrement qu'il put prendre la direction de l'armée en retraite, après que le général Irribarren eut été mortellement atteint d'un coup de feu.

Avant de mourir, Irribarren voulut donner à Conrad le commandement de son armée. La délicatesse du brave chef de la légion lui fit décliner l'offre qui lui était faite. Il avait éprouvé trop souvent les effets de la jalousie et de l'orgueil espagnols pour s'exposer à les exciter gratuitement. Il demanda avec instances la nomination d'un successeur d'Irribarren, et c'est sous les ordres de ce successeur, le général Buarem, qu'il fut tué, peu de jours après, à Balbastro, en menant pour la dernière fois les débris de sa Légion à la charge.

Ici, nous trouvons dans les documents officiels quelques mots d'éloges que j'aurai garde de ne pas recueillir : « Sans la Légion étrangère, — y est-il dit —, cette perte — celle de la bataille — eût été plus douloureuse encore. Mais ces braves légionnaires ont épouventé les carlistes par leur intrépidité. Ils ont bravé dans les rues mêmes de Huesca, des décharges de mousqueterie à bout portant. »

Il faut rendre néanmoins aux Espagnols la justice qui leur est due : les restes du vail-

lant Français, mort par devoir pour une cause qui lui était étrangère, furent transportés à Saragosse où ils reçurent les plus grands honneurs qu'on put imaginer.

CONRAD

Le colonel Conrad, mort glorieusement au combat de Balbastro à la tête de la Légion étrangère française, était né à Strasbourg.

Entré au service en 1806, il fit toutes les campagnes d'Allemagne et d'Espagne, et fut décoré, des mains de l'Empereur, sur le champ de bataille de Leipsick. Il prit part à la prise d'Alger. Nommé lieutenant-colonel de la Légion étrangère, il resta en Afrique jusqu'au moment où il passa en Espagne avec la Légion.

Depuis qu'il la commandait en chef, ses qualités personnelles avaient pu retentir des soldats sans soldo et dans le plus absolu dénuement.

Voici un extrait de la dernière lettre qu'il a écrite à sa femme, alors à Paris.

« Je viens encore de réduire la Légion à
« deux bataillons et à deux escadrons. Le 1^{er}
« juin elle sera réduite à un bataillon et à
« deux faibles escadrons, et alors je rentrerai
« en France pour y prendre les eaux dont j'ai
« le plus grand besoin.

« Ce que j'ai souffert depuis 9 mois, n'est
« pas à dire, mais j'aurai fait mon devoir en
« brave et bon chef, et aucun reproche ne
« peut m'être fait. Je pars dans deux jours
« pour Puente-La-Royna. Jamais je n'aurai
« couru d'aussi grands dangers que ceux
« que je vais courir si nous joignons l'ennemi,
« car mes officiers et mes soldats sont démo-
« ralisés par suite du manque d'argent et des
« privations qu'ils ont supportées. Il faudra
« plus que jamais payer de sa personne pour
« soutenir ma réputation, celle de la Légion
« et celle de l'armée française que nous
« représentons ici. »

Le brave colonel tint sa promesse. Il fut frappé d'une balle au front et mourut, laissant sans fortune sa femme et ses trois enfants.

CHAPITRE VII

NOUVELLE LÉGION ÉTRANGÈRE

A peine la première légion étrangère, licenciée par ordonnance royale du 28 juin 1835 pour être concédée à l'Espagne, avait-elle livré ses premiers combats en faveur de Marie Christine, qu'un décret, daté du 16 décembre de la même année, prescrivait la formation d'une nouvelle légion. Le gouvernement français regrettait d'avoir fermé l'exutoire de la révolution cosmopolite, et s'empressait de le rouvrir. Un seul bataillon fut d'abord organisé à 6 compagnies qui, licenciées le 1^{er} août 1836, allèrent en Espagne remplir les vides que la guerre avait faits dans la légion Bernelle.

C'était à recommencer ou, plutôt, à continuer. Un nouveau bataillon, formé au mois de novembre de la même année, fut embarqué à Toulon pour Alger le 11 janvier suivant, sous les ordres du commandant Bedeau.

Par ordonnance du 18 juillet, un second bataillon fut constitué. Ces deux bataillons eurent une organisation française sous les ordres d'un lieutenant-colonel (Bedeau). Cette formation se compléta ensuite de trois autres bataillons presque exclusivement recrutés d'Espagnols, qui subissant la mauvaise fortune de ~~Cabrera~~, avaient été refoulés sur le territoire français. Le lieutenant-colonel Bedeau ayant été nommé colonel du 17^e léger, la légion étrangère, ainsi formée à quatre bataillons, passa sous le commandement du colonel de Hulsen.

Une ordonnance du 30 décembre 1840 divisa la légion étrangère, dont l'effectif devenait encombrant, en deux régiments de 3.000 hommes chacun, qui eurent, de 1840 à 1854, les colonels suivants :

1^{er} RÉGIMENT. — 1840, de Mollembek ; 1842, d'Espinoy ; 1843, Mouret ; 1846, Meliniet ; 1850, Bazaine.

2^e RÉGIMENT. — 1840, Senilhes ; mars 1848, Canrobert ; septembre 1848, Carbuccia ; 1850, Cœur ; 1854, de Caprez.

Ces colonels ne mirent pas tous une au-

rôle à leur nom ; mais ils furent sans exception, d'excellents chefs de corps. Quelques-uns ont même leur page dans l'histoire de notre pays. Tels sont le général Bedeau, les maréchaux Canrobert, Bazaine, et Saint-Arnaud, ce dernier ayant été une brillante personnification de la Légion, bien qu'il ne l'ait pas commandée comme colonel.

QUELQUES COLONELS

BEDEAU

Bedeau, le premier organisateur de la seconde Légion étrangère, appartenait, comme capitaine, au corps d'état-major, lorsqu'il fut nommé chef de bataillon dans l'infanterie et appelé, comme tel, à commander et à conduire en Algérie le bataillon devant servir de noyau au corps de nouvelle formation. Nous verrons Bedeau se distinguer à la tête de la Légion, comme lieutenant-colonel, à celle du 17^e léger comme colonel ; puis, général de brigade et de division, conduire dans maintes expéditions les troupes qui lui étaient confiés

à Tlemcen, à Oran, Mostaganom et Constantine, mais c'est autant l'homme que le général que jugeaient les soldats. Or, ceux-ci n'aimaient pas Bedeau.

Doué d'une bravoure opiniâtre dont il avait donné des preuves éclatantes, notamment au terrible combat du 20 mai 1840 au *bois des oliviers* où, pendant deux heures, il soutint à la tête du 17^e léger les attaques acharnées de toutes les forces réunies d'Abd-el-Kader; instruit, comme on témoignait son origine militaire; ayant quelque chose d'ascétique dans le caractère, Bedeau n'avait pas su gagner l'affection de ses troupes, pas plus celle des officiers que des soldats; il était dur pour les uns comme pour les autres, dans les circonstances où un mot, un geste, un regard du chef peut relever leur énergie ou leur témoignant de l'intérêt sinon de l'affection. Il lui manquait enfin

..... cet heureux don de plaire
Qui mieux que la vertu, sait régner sur les cœurs.

pour parler comme Voltaire dans son portrait du duc de Guise (*Henriade*).

Quelques écrivains ont beaucoup insisté



CAVAIGNAC (v. p. 157)

Lóg. Etr.

sur les heureux résultats des opérations militaires du général Bedeau à Tlemcen, lorsque, en 1842, il y établit définitivement la domination française. Ces éloges que n'acceptent pas les survivants de 1842, s'expliquent par ce fait que les écrivains en question ont puisé leurs documents aux sources officielles dans les archives de la guerre, et chacun sait dans quel esprit ces bulletins et rapports sont écrits par les intéressés.

Ce qui surprend, néanmoins, c'est que ces chercheurs honnêtes et consciencieux à coup sûr, n'aient pas trouvé à la suite de bulletins pompeux de Bedeau, un rapport de Cavaignac, son successeur à Tlemcen. Dans ce document d'une très grande importance, l'ancien colonel de zouaves accusait ni plus ni moins son prédécesseur d'avoir trompé le gouvernement sur la situation de cette région frontière du Maroc. Le fait est qu'on avait beaucoup marché, combattu, bivouaqué, mais sans résultats sensibles ; les tribus qu'on nous disait s'être soumises nous accompagnaient à coups de fusil jusqu'aux portes de

Tlemcen; on ne pouvait pas aller en sécurité à cent mètres des remparts; et, chaque nuit, les sentinelles entendaient les balles arabes siffler à leurs oreilles.

Cependant, le montant des amendes et des impositions était régulièrement versé au trésor public au nom de ces tribus, dites soumises. Comment concilier ces deux faits : des coups de fusils et de l'argent, le même jour et par les mêmes individus? La division de Tlemcen en donnait l'explication suivante : les fonds secrets, dont tous les commandants de division avaient l'absolue disposition, tenaient lieu des impositions arabes; ils étaient reversés sous ce titre au trésor d'où ils étaient sortis pour un autre usage. Les troupes ne recevant jamais aucune de ces douceurs auxquelles les autres généraux les avaient habituées, telles que gratifications de vin ou de sucre et café après des travaux excessifs; les officiers n'ayant jamais pu obtenir le moindre soulagement à leurs embarras dans les cas nombreux de perte, en campagne, de leur cantine, de leurs tentes ou de leur mulet de bât, la conviction inébran-



CANROBERT (v. p. 159)

Lég. Etr.

lable, du colonel au tambour, était, comme je viens de le dire, que le général Bedeau trompait le gouvernement dans un but de vaine gloire. Nous avons vu que telle était aussi l'opinion du loyal Cavaignac.

Bedeau partit de Tlemcen après la campagne du Maroc où il eut un rôle brillant, n'emportant de son ancienne division pas plus de regrets qu'il ne lui en laissait de lui-même. Guerroyant successivement dans les trois provinces et justifiant partout la confiance qu'avait en lui le maréchal Bugeaud, si juste appréciateur du vrai mérite.

CANROBERT.

Faire le portrait du maréchal Canrobert après celui du général Bedeau, du chef le plus aimé de ses troupes après celui du commandant qui leur fut le moins sympathique, c'est paraître rechercher les contrastes. Il n'en est rien pourtant : Ne parlant ici, comme dans mes autres livres, que des choses que j'ai vues et des personnages que j'ai connus, je viens

naturellement au maréchal Canrobert dont j'ai suivi la vie militaire depuis son grade de lieutenant; sous les ordres duquel j'ai longtemps servi, et duquel on peut dire, comme autrefois de Turenne, que les généraux d'aujourd'hui « ne sont que la monnaie. »

Si au lieu d'essayer un portrait, j'écrivais une biographie, je montrerais le jeune Canrobert, sortant de Saint-Cyr en 1828 pour entrer comme sous-lieutenant au 47^e de ligne; arrivant en Algérie en 1835, prenant part aux grands combats qui eurent lieu, cette année et la suivante dans la province d'Oran; nommé capitaine en 1837, courant de l'extrême occident à l'extrême orient de nos possessions africaines, pour monter à l'assaut de Constantine et y recevoir sa première blessure à côté de l'intrépide colonel Combes, frappé lui-même à mort; puis commandant un bataillon de chasseurs à pied, lieutenant-colonel du 64^e, colonel du 2^e régiment de la Légion étrangère, ne faisant que passer par ce corps pour arriver, à la tête des zouaves, devant Zaatcha qu'il enlève avec sa *furia* habituelle. C'est là que, mettant son sabre à la

main. il en rejeta au loin le fourreau, en disant à ses zouaves électrisés : « Nous n'avons pas besoin de fourreau de sabre aujourd'hui. »

Les services éminents, les actions d'éclat furent les degrés par lesquels le jeune sous-lieutenant de 1828, atteignit en 1856, le sommet étincelant de la hiérarchie militaire, le maréchalat. Général de brigade après Zaatcha, général de division en 1853, il commande le camp d'instruction d'Helfaut, d'où il part pour conduire la 1^{re} division de l'armée d'Orient. Dans la Dobrutscha, il soutient et relève le moral de ses troupes, cruellement éprouvées par le choléra; à l'Alma, il nous assure la victoire, et, quoique blessé, il reste à la tête de sa division; devant Sébastopol il reçoit du maréchal Saint-Arnaud expirant le commandement en chef de l'armée, il entreprend, au milieu d'insurmontables obstacles et dans une saison des plus rigoureuses, les gigantesques travaux qui amenèrent l'investissement complet de la ville. Pendant cette première période du siège ont lieu la sanglante bataille d'Inker-

mann, où il reçoit sa troisième blessure, les combats de Balaklava et d'Eupatoria, l'enlèvement du Carénago et les continuelles sorties de l'ennemi qui le trouve toujours vigilant et prêt à le recevoir.

La paix est faite avec la Russie après la prise de Sébastopol par le maréchal Pélissier, et la guerre éclate contre l'Autriche. Le maréchal Canrobert reçoit le commandement du 3^e corps de l'armée d'Italie; il court les plus grands dangers à Magenta; et, chargé à Solferino de protéger notre aile droite contre une attaque éventuelle d'une colonne autrichienne, il fixe la victoire sur nos drapeaux par la sagesse et l'habileté de ses dispositions.

Pendant la guerre Franco-Allomande de 1870, il prit, à la tête du 6^o corps, une part brillante aux nombreux combats qui se livrèrent autour de Metz, notamment à Gravelotte et Borny, et il conquit son plus beau titre de gloire à Saint-Privat où, avec son seul corps d'armée, il tint toute la journée la totalité des Allemands en échec, leur tuant autant d'hommes qu'il en avait lui-même

sous ses ordres, et ne manquant la victoire que faute d'un renfort qu'il ne put obtenir, bien qu'il fût en quelque sorte sous sa main.

Nos généraux africains étaient tous braves ; mais leur bravoure était différente : froide et muette chez Bedeau, Duvivier, Baraguay d'Hilliers, elle était expansive et entraînante chez Lamoricière, Changarnier, le duc d'Aumale ; elle était chevaleresque chez Canrobert. Ceux-là ne me contrediront certes pas, qui l'ont vu dans les tranchées de Sébastopol, revêtu de son grand uniforme, parcourant à pas lents tous les travaux dont il dépassait la crête, aussi tranquillement que s'il avait été dans un salon des Tuileries, lorsque ses soldats tremblaient pour lui. Jamais on n'a poussé plus loin le mépris de la mort.

Et, avec cela, d'une sollicitude incessante pour la vie des autres, des recommandations toujours renouvelées, de bien se défilier, de s'embusquer avec soin jusqu'au moment de l'attaque décisive. Ici je ne puis résister au désir de rappeler un fait, bien petit certes à côté de tant d'autres, mais qui montrera à

quel point il poussait sa sollicitude pour ses soldats, et par quel dévouement ceux-ci y répondaient.

C'était en 1849, dans une expédition conduite par le général Blangini chez les Guechtoula, et pendant laquelle — entre parenthèse — nous nous donnâmes le luxe d'escalader le pic le plus élevé du Djurjurah. Pendant que le général massait sa colonne dans un pli de terrain, pour livrer un combat sérieux, ma compagnie, déployée le long d'une crête rocheuse, tenait en respect les Kabyles embusqués de l'autre côté d'un ravin très profond et large au plus de 150 mètres. Au plus fort de la fusillade, nous vîmes arriver notre colonel Canrobert, que l'intensité du feu semblait inquiéter. Son premier coup d'œil le satisfait : tous ses zouaves sont bien défilés ; un seul est debout, semblant attendre une balle que lui réservait Zaatchal. C'était mon sous-lieutenant, sorti de Saint-Cyr depuis un an à peine. Le colonel lui cria de sa plus grosse voix : « L'embusquez-vous, « M. de Norvins ! pourquoi êtes-vous de-
« bout ? » — « Et vous, mon colonel, pourquoi

« Êtes-vous là, à cheval? » lui répondit audacieusement de Norvins; et les zouaves d'appuyer en disant : « Il a raison, le lieutenant. »

C'est qu'ils avaient peur, ces rudes soldats, peur pour leur colonel, pour leur *père*, comme l'appelaient non seulement les zouaves mais encore tous les corps qui accidentellement manœuvraient sous ses ordres.

Ce nom de Père, l'armée d'Afrique ne l'a donné qu'à deux généraux, Bugeaud et Canrobert. Jamais on n'a dit : le père Lamoricière ni le père Changarnier, ni le père Bedeau. Et qu'on ne se figure pas que les deux premiers le dussent à un excès de longanimité; les règlements étaient observés avec la plus stricte régularité, quoique tempérés par de hautes intelligences et par cette sollicitude éclairée et continuelle qui était la caractéristique de ces deux grands hommes de guerre.

La vie militaire du maréchal Canrobert est remplie de traits de bonté, de bravoure et d'à-propos. Les journaux qui avaient à parler de lui n'avaient qu'à interroger les vieux soldats pour remplir leur carnet de notes exactes, authentiques. Au lieu de cela, ils ont

écouté des racontars de troisième ou quatrième main, auxquels ils ont ajouté des fantaisies de leur imagination.

Je me rappelle avoir lu dans un grand journal, *bien informé*, que le colonel Canrobert, se rendant à Zaatcha avec ses zouaves, s'était couché à côté d'un homme mort du choléra dans la nuit, et avait fait défiler son régiment devant lui, tenant en quelque sorte ce cadavre embrassé, et, cela, dans le but de relever le courage de ses hommes.

Et voyez comment une imagination exubérante peut, d'une vérité, faire une invraisemblance. Il est vrai que les zouaves partant d'Aumale pour Zaatcha, sous la conduite de leur colonel, emportaient avec eux le choléra.

Il est vrai que chaque matin, en quittant le bivouac, nous ensevelissions quelques-uns de nos camarades, morts dans la nuit, victimes du fléau. Il est vrai qu'à notre arrivée à Diskara, l'épidémie sévissait dans toute son intensité, malgré le dévouement des officiers, auxquels le colonel donnait le plus généreux exemple ; mais, à ce point du récit, la légende

émigrés. « Là où est l'armée française, disent-ils, là est la France. » Or, l'armée était à Metz, et qui oserait dire que cette armée était républicaine ?

Il est évident que si Bazaine n'a pas complété les demi-succès qu'il avait deux fois obtenus, c'est qu'il craignait l'affaiblissement par les combats qu'il aurait à livrer encore, de cette armée « qu'il voulait garder intacte », dit-il. Pour qui ? On ne le sait pas ; on ne le saura sans doute jamais. Il ourdit alors un tissu d'intrigues aboutissant au gouvernement de Paris, qui est impuissant ; à l'impératrice, qui repousse noblement toute proposition pouvant entraver la défense nationale ; à Bismarck, qui en tient tous les fils. Le grand chancelier encourage les vues de Bazaine, et resserre en même temps le blocus de l'armée française ; il se prête complaisamment à tous les projets politiques de son adversaire, on agissant sous-main pour qu'aucun n'aboutisse.

Puis, lorsque l'investissement est bien complet, lorsque nous sommes irrémédiablement enserrés dans un cercle d'airain, l'Alle-

A Sébastopol, il ne s'entend pas avec le général anglais; et de crainte que cette divergence d'opinions sur la conduite du siège ne nuise au succès des armées alliées, il résigne le commandement en chef des troupes françaises entre les mains du général Pélissier, ne demandant, comme faveur, que d'être replacé à la tête de sa division de l'Alma. Cette abnégation fit éclater alors un cri d'admiration dans l'Europe entière; on se demande aujourd'hui quel général serait capable d'un pareil désintéressement.

Seize ans avant Sébastopol, le capitaine Canrobert avait donné la mesure de ce dont était capable sa rare modestie. Rentré en France à la suite de sa blessure de Constantine, il était à Perpignan lorsque les derniers défenseurs de la cause carliste, refoulés sur notre territoire, demandèrent au maréchal Castellane, commandant la division active des Pyrénées-Orientales, la faveur de servir la France au titre étranger. C'étaient de rudes hommes de guerre, que ces soldats de Cabrera; Castellane sut faire agréer leur demande par le gouvernement, et comme il possédait

à un degré éminent l'art de se connaître en hommes (1), il désigna le capitaine Canrobert pour organiser ce renfort en un bataillon destiné à la Légion étrangère.

Le jeune capitaine mit à sa tâche toutes ses facultés, son activité infatigable, les ressources inépuisables de son esprit et de son expérience prématurée. Tout le monde, tant civil que militaire, considérait l'organisateur du bataillon espagnol comme son futur commandant, le capitaine avait le droit de l'espérer, d'y compter même; pas du tout ! La besogne accomplie, le bataillon organisé, bien *astiqué*, survint M. Bodeau, capitaine d'état-major, qui quittait son arme spéciale pour l'épaulette de commandant d'infanterie, et emmenait le bataillon espagnol en Afrique..... *Tulit alter honores*.

La stupéfaction fut grande; je pourrais même dire l'indignation, parmi les nombreux camarades du capitaine Canrobert; lui seul

(1) Chaque année, Castellane proposait le capitaine Changarnier pour chef de bataillon, et, chaque année, le ministre le rayait du tableau.

n'en montra pas la moindre émotion ; on aurait dit que la chose était naturelle et ne le touchait pas. Étranger à tout sentiment d'intérêt personnel, il trouvait sa récompense dans le témoignage du devoir accompli.

J'ai connu M. le maréchal Canrobert lieutenant ; j'ai servi vingt ans sous ses ordres ; je ne l'ai pas vu depuis trente ans ; je ne le reverrai sans doute plus. Il n'y a donc, dans la page que je lui consacre, que l'expression de la respectueuse affection d'un vieil et obscur soldat pour son glorieux général.

BAZAINE

Quoique, pour nous, Français, l'ex-maréchal Bazaine soit mort depuis 19 ans, il n'appartient pas encore à l'histoire. La déesse froide, inflexible, rigide, qui tient dans sa main le livre des faits dont elle laisse aux générations futures le soin de tirer la philosophie, n'a pas prononcé son dernier mot. Dans ce livre de la déesse et sous le nom de Bazaine, il y a des faits, les uns brillants, les

autres d'une clarté douteuse; le dernier, noir comme un drap de cercueil, une condamnation à mort; et ce dernier les domine tous.

Mais comment ce maréchal de France, appelé naguère le glorieux Bazaine, fut-il, le lendemain, voué à l'exécration publique? Pourquoi ce chef des armées françaises fut-il décrété d'accusation, jugé par un conseil de guerre et condamné à la peine capitale? L'histoire ne nous donne sur ce drame que des faits matériels, et nous demandons les causes morales du cataclysme.

Les juges de Bazaine avaient sous leurs yeux le décret du 1^{er} mai 1812 qui dit, à l'article 2^o.

« Toute capitulation en rase campagne dont
« le résultat aurait été de faire poser les
« armes, est déclarée déshonorante, crimi-
« nelle, et sera punie de mort. »

Or, Bazaine avait capitulé en rase campagne; il avait fait poser les armes à 143,000 soldats; livré aux Prussiens son artillerie, ses drapeaux, ses munitions, Metz, ses forts, imprenables de vive force, et leurs approvisionnements de toute nature; le conseil de

quel point il poussait sa sollicitude pour ses soldats, et par quel dévouement ceux-ci y répondaient.

C'était en 1849, dans une expédition conduite par le général Blangini chez les Guechtoula, et pendant laquelle — entre parenthèse — nous nous donnâmes le luxe d'escalader le pic le plus élevé du Djurjurah. Pendant que le général massait sa colonne dans un pli de terrain, pour livrer un combat sérieux, ma compagnie, déployée le long d'une crête rocheuse, tenait en respect les Kabyles embusqués de l'autre côté d'un ravin très profond et large au plus de 150 mètres. Au plus fort de la fusillade, nous vîmes arriver notre colonel Canrobert, que l'intensité du feu semblait inquiéter. Son premier coup d'œil le satisfait : tous ses zouaves sont bien défilés ; un seul est debout, semblant attendre une balle que lui réservait Zaatchal. C'était mon sous-lieutenant, sorti de Saint-Cyr depuis un an à peine. Le colonel lui cria de sa plus grosse voix : « Embusquez-vous, « M. de Norvins ! pourquoi êtes-vous de- « bout ? » — « Et vous, mon colonel, pourquoi

« Êtes-vous là, à cheval? » lui répondit audacieusement de Norvins; et les zouaves d'appuyer en disant : « Il a raison, le lieutenant. »

C'est qu'ils avaient peur, ces rudes soldats, peur pour leur colonel, pour leur *père*, comme l'appelaient non seulement les zouaves mais encore tous les corps qui accidentellement manœuvraient sous ses ordres.

Ce nom de Père, l'armée d'Afrique ne l'a donné qu'à deux généraux, Bugeaud et Canrobert. Jamais on n'a dit : le père Lamoricière ni le père Changarnier, ni le père Bedeau. Et qu'on ne se figure pas que les deux premiers le dussent à un excès de longanimité; les règlements étaient observés avec la plus stricte régularité, quoique tempérés par de hautes intelligences et par cette sollicitude éclairée et continuelle qui était la caractéristique de ces deux grands hommes de guerre.

La vie militaire du maréchal Canrobert est remplie de traits de bonté, de bravoure et d'à-propos. Les journaux qui avaient à parler de lui n'avaient qu'à interroger les vieux soldats pour remplir leur carnet de notes exactes, authentiques. Au lieu de cela, ils ont

écouté des racontars de troisième ou quatrième main, auxquels ils ont ajouté des fantaisies de leur imagination.

Je me rappelle avoir lu dans un grand journal, *bien informé*, que le colonel Canrobert, se rendant à Zaatcha avec ses zouaves, s'était couché à côté d'un homme mort du choléra dans la nuit, et avait fait défiler son régiment devant lui, tenant en quelque sorte ce cadavre embrassé, et, cela, dans le but de relever le courage de ses hommes.

Et voyez comment une imagination exubérante peut, d'une vérité, faire une invraisemblance. Il est vrai que les zouaves partant d'Aumale pour Zaatcha, sous la conduite de leur colonel, emportaient avec eux le choléra.

Il est vrai que chaque matin, en quittant le bivouac, nous ensevelissions quelques-uns de nos camarades, morts dans la nuit, victimes du fléau. Il est vrai qu'à notre arrivée à Biskara, l'épidémie sévissait dans toute son intensité, malgré le dévouement des officiers, auxquels le colonel donnait le plus généreux exemple ; mais, à ce point du récit, la légende

A Sébastopol, il ne s'entend pas avec le général anglais; et de crainte que cette divergence d'opinions sur la conduite du siège ne nuise au succès des armées alliées, il résigne le commandement en chef des troupes françaises entre les mains du général Pélissier, ne demandant, comme faveur, que d'être replacé à la tête de sa division de l'Alma. Cette abnégation fit éclater alors un cri d'admiration dans l'Europe entière; on se demande aujourd'hui quel général serait capable d'un pareil désintéressement.

Seize ans avant Sébastopol, le capitaine Canrobert avait donné la mesure de ce dont était capable sa rare modestie. Rentré en France à la suite de sa blessure de Constantine, il était à Perpignan lorsque les derniers défenseurs de la cause carliste, refoulés sur notre territoire, demandèrent au maréchal Castellane, commandant la division active des Pyrénées-Orientales, la faveur de servir la France au titre étranger. C'étaient de rudes hommes de guerre, que ces soldats de Cabrera; Castellane sut faire agréer leur demande par le gouvernement, et comme il possédait

à un degré éminent l'art de se connaître en hommes (1), il désigna le capitaine Canrobert pour organiser ce renfort en un bataillon destiné à la Légion étrangère.

Le jeune capitaine mit à sa tâche toutes ses facultés, son activité infatigable, les ressources inépuisables de son esprit et de son expérience prématurée. Tout le monde, tant civil que militaire, considérait l'organisateur du bataillon espagnol comme son futur commandant, le capitaine avait le droit de l'espérer, d'y compter même; pas du tout ! La besogne accomplie, le bataillon organisé, bien *astiqué*, survint M. Bodoau, capitaine d'état-major, qui quittait son arme spéciale pour l'épaulette de commandant d'infanterie, et emmenait le bataillon espagnol en Afrique..... *Tulit alter honores.*

La stupéfaction fut grande; je pourrais même dire l'indignation, parmi les nombreux camarades du capitaine Canrobert; lui seul

(1) Chaque année, Castellane proposait le capitaine Changarnier pour chef de bataillon, et, chaque année, le ministre le rayait du tableau.

n'en montra pas la moindre émotion; on aurait dit que la chose était naturelle et ne le touchait pas. Etranger à tout sentiment d'intérêt personnel, il trouvait sa récompense dans le témoignage du devoir accompli.

J'ai connu M. le maréchal Canrobert lieutenant; j'ai servi vingt ans sous ses ordres; je ne l'ai pas vu depuis trente ans; je ne le reverrai sans doute plus. Il n'y a donc, dans la page que je lui consacre, que l'expression de la respectueuse affection d'un vieil et obscur soldat pour son glorieux général.

BAZAINE

Quoique, pour nous, Français, l'ex-maréchal Bazaine soit mort depuis 19 ans, il n'appartient pas encore à l'histoire. La déesse froide, inflexible, rigide, qui tient dans sa main le livre des faits dont elle laisse aux générations futures le soin de tirer la philosophie, n'a pas prononcé son dernier mot. Dans ce livre de la déesse et sous le nom de Bazaine, il y a des faits, les uns brillants, les

autres d'une clarté douteuse; le dernier, noir comme un drap de cercueil, une condamnation à mort; et ce dernier les domine tous.

Mais comment ce maréchal de France, appelé naguère le glorieux Bazaine, fut-il, le lendemain, voué à l'exécration publique? Pourquoi ce chef des armées françaises fut-il décrété d'accusation, jugé par un conseil de guerre et condamné à la peine capitale? L'histoire ne nous donne sur ce drame que des faits matériels, et nous demandons les causes morales du cataclysme.

Les juges de Bazaine avaient sous leurs yeux le décret du 1^{er} mai 1812 qui dit, à l'article 2^o.

« Toute capitulation en rase campagne dont
« le résultat aurait été de faire poser les
« armes, est déclarée déshonorante, crimi-
« nelle, et sera punie de mort. »

Or, Bazaine avait capitulé en rase campagne; il avait fait poser les armes à 143,000 soldats; livré aux Prussiens son artillerie, ses drapeaux, ses munitions, Metz, ses forts, imprenables de vive force, et leurs approvisionnements de toute nature; le conseil de

guerre le condamna donc justement, et l'on ne saurait appliquer à ses membres ce mot de Thiers, au chapitre 19 de son *histoire de la Révolution Française* : « Une commission militaire à qui le gouvernement envoie des accusés importants, ne sait jamais les renvoyer absous. »

Voilà les faits que l'histoire a enregistrés, faits matériels dont de milliers de victimes sont vivantes; mais ce n'est pas assez pour nous; nous demandons autre chose à l'histoire, et l'histoire ne peut pas encore nous répondre. Le pourra-t-elle jamais? »

Pourquoi les personnages éminents, appelés à déposer au procès de Trianon, ont-ils parlé de l'accusé avec une modération si voisine de l'indulgence, eux victimes de la capitulation, eux à peine rentrés de captivité?

Pourquoi les juges de Bazaine, de la même main qui venait de signer sa condamnation à mort ont-ils rédigé une demande en commutation de peine en faveur du coupable?

Pourquoi aucun des lieutenants du général en chef de l'armée de Metz n'a-t-il répondu

catégoriquement à cette question : Le maréchal pouvait-il sortir du cercle où il était enfermé?

Enfin quel a été le mobile de Bazaine dans cette ténébreuse affaire?

On n'aura jamais de réponse aux deux premières questions; elles sont du domaine de la conscience, et celle des juges et des témoins est trop haute pour que le soupçon puisse l'atteindre; mais on peut se demander ce qui serait advenu si le décret du 1^{er} mai, 1812 n'avait pas été ouvert sur la table du conseil.

Le témoignage de milliers de combattants nous rendrait acceptable la réponse suivante à la troisième question. Non, de l'avis de nos camarades, Bazaine n'a pas fait ce qu'il pouvait pour percer les lignes prussiennes; deux fois il pouvait s'ouvrir un passage et il ne l'a pas fait. La première, à Gravelotte, en prenant l'offensive à la pointe du second jour de la bataille; la deuxième fois, en se rendant sur le champ de bataille de Saint-Privat-la-Montagne, au lieu de rester sur le plateau de Plappeville, entre Metz et la ligne de bataille,

laissant inactives 200 bouches à feu, l'infanterie et la cavalerie de la garde, pendant que Canrobert avec son faible corps d'armée; tenait en échec, toute la journée 250, 000 Allemands avec leurs 650 canons; et les démoralisait au point que, se préparant à battre en retraite, ils faisaient déjà dégager leurs ponts sur la Moselle.

Ce qui précède pourrait nous donner la réponse à notre dernière question : « quels étaient les mobiles de Bazaine ? »

Deux choses sont aujourd'hui certaines : il ne pouvait plus sortir au moment de la capitulation, mais il le pouvait avant. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait? Bazaine répondit lui-même à cette question posée au cours du procès, en avouant ses visées politiques. Il avait voulu « garder son armée intacte ; elle pouvait servir la France », ajoutant que, vis-à-vis d'un gouvernement insurrectionnel, il ne relevait que de sa conscience.

Au lieu de ces arguments, plus spécieux que topiques, Bazaine aurait pu en présenter un que des révolutionnaires ne sauraient repousser, puisqu'ils l'invoquent contre les

Pourquoi ne pas avoir raconté simplement ce qui s'était passé? Le drame était assez empoignant par lui-même. Oui : mais la vérité lui paraissait trop simple, et il éprouvait le besoin — tant il était bon camarade — de mettre en relief certains noms que la réalité ne mettait que dans la pénombre. C'est ainsi qu'à l'assaut de Constantine il met le capitaine Leflo à côté de Lamoricière, en tête de la première colonne, tandis qu'il était à la gauche, comme capitaine des voltigeurs du 2^e Léger, dernier peloton de cette colonne.

Etant commandant supérieur d'Orléansville, le colonel Saint-Arnaud grandit et amplifia considérablement Bou-Maza que l'armée n'a jamais regardé comme un ennemi sérieux. Il le pourchassait; il le battait, quand il pouvait l'atteindre — ce qui n'était pas facile — mais le commandant Canrobert et le lieutenant-colonel Claparède en faisaient autant chacun de son côté, avec leurs petites colonnes mobiles. Si cet aventurier s'est rendu personnellement à Saint-Arnaud, ce n'est pas parce que celui-ci l'avait le plus vigoureusement combattu », mais parce qu'il était

mand jette le masque et nous fait passer sous les *Fourches Caudines*.

Ainsi finissait ce général qu'on avait cru supérieur à ses collègues et qui ne dépassait pas leur mince niveau; ce diplomate qu'on supposait très fort et dont toutes les ressources consistaient dans des finasseries naturelles, ou acquises au contact des Arabes qu'il avait longtemps administrés.

Ainsi finissait une des plus vaillantes armées qu'ait possédées la France, et des plus mal commandées aussi.

Je m'étais proposé de suivre l'ancien colonel de la Légion étrangère sur le chemin qui l'a conduit au sommet de la hiérarchie militaire; et voilà que du premier pas je me suis trouvé sur ce sommet, d'où j'ai assisté à la chute lamentable d'un maréchal de France. Je dois donc reprendre mes pinceaux, si je ne veux être justement accusé de ne donner qu'une ébauche au lieu d'un portrait.

Candidat malheureux à l'école polytechnique, Bazaine (François Achille), issu d'une famille d'épée, s'engagea en 1831 et passa, l'année suivante en Afrique. A cette époque,

notre colonie offrait chaque jour aux jeunes gens bien doués l'occasion de se distinguer; Bazaine sut si bien se montrer, qu'en quatre ans il gagnait l'épaulette de lieutenant et la Croix d'honneur, qu'il reçut à la suite du combat de la Macta, où il fut blessé, comme je l'ai dit au récit de cette désastreuse affaire. La Légion étrangère ayant été envoyée en Espagne, Bazaine, qui servait dans ce corps, prit part aux rudes campagnes de Navarre, Biscaye, Catalogne; et cette part fut si brillante qu'il était chef de bataillon lorsque le gouvernement français retira d'Espagne le squelette de ce qui avait été la Légion Bernelle et Conrad.

Placé comme capitaine dans la nouvelle Légion de Bedeau (les grades espagnols n'étaient pas reconnus par la France) il fit avec distinction les grandes expéditions de cette époque, tout en cherchant par quels moyens il pourrait hâter son avancement. Parmi ces moyens, il y en avait un, peu pratiqué à cette époque mais dont un esprit aussi lucide que le sien devait saisir la future importance : c'était l'étude de la langue arabe. En 1840,

très peu d'officiers l'avaient apprise; en dehors des interprètes, je n'ai connu que Daumas et d'Estherazy qui la possédassent sérieusement. Lamoricière, Duvier la parlaient sans la connaître; Beauprêtre, Pôlet, en savaient un peu plus; les officiers de zouaves le baragouinaient, en l'assaisonnant de *sabir*, parce que nous avions encore des compagnies arabes. Quant aux *Roumi*, ils n'en savaient pas un mot. De la compréhension du rôle important réservé par l'avenir aux possesseurs de la langue arabe, à la possession de cette langue, il n'y avait qu'un pas pour une intelligence si vive et si bien préparée par les études scientifiques de sa jeunesse. Aussi, lorsque son ancien colonel, Bedeau, commandant en qualité de général la circonscription de Tlemcen, eut à désigner un officier pour diriger des affaires arabes, son choix n'hésita pas; il alla droit au capitaine Bazaine.

Bedeau, nommé général de division et commandant de la province de Constantine, légua son chef du bureau arabe à son successeur, le général Cavaignac, et celui-ci,

reconnaissant le mérite du capitaine Bazaine, lui donna plus que sa confiance, son amitié.

Si on veut se reporter à la période de nos guerres d'Afrique, comprise entre 1843 et 1848, on reconnaîtra qu'il fallait au directeur des affaires arabes de notre province de l'ouest, des qualités exceptionnelles d'intelligence, de courage et d'activité, pour démêler les intrigues, les perfidies, les trahisons ourdies par l'empereur du Maroc, l'Emir Abd-el-Kader, les Agas, Bach-Agas, Kalifats et simples Caïds, payés par nous et servant nos ennemis. Bazaine fut toujours à hauteur de difficultés qui semblaient inextricables, et sut conjurer bien des dangors et des catastrophes semblables à celle de Sidi-Brahim.

C'est à cette époque que je l'ai le plus particulièrement connu, et que son mérite militaire joint à ses qualités d'homme privé, lui avaient gagné toutes les sympathies, tant celle des officiers que celles des soldats.

Quelles que fussent ses préoccupations, il était toujours accueillant; sa bonté tempérait la raideur du général; en accordant, à l'insu de celui-ci, ce que le grand chef avait

brutalement refusé. Jamais aucun de nous n'avait demandé un service à Bazaine, sans qu'il ne lui fût accordé, et Dieu sait si les occasions en étaient rares à cette époque où tout était à notre charge, tente et mulet de bât où notre vie se passait en expédition. Que la tente fut mise hors de service par un accident quelconque; que le mulet se blessât ou roulât au fond d'un ravin — cela s'est vu — il ne fallait pas aller trouver Bedeau qui vous eût répondu comme un jour au capitaine Saint-Pol : « Eh bien ! capitaine, portez vos cantines sur le dos ; » on racontait sa mésaventure au capitaine Bazaine qui vous donnait de suite une ou deux bêtes du convoi arabe. Bedeau parti, nous n'eûmes pas besoin de nous adresser aussi souvent au chef du bureau arabe; notre nouveau général, Cavaignac, était aussi bon, et par suite aussi populaire que Bazaine.

Successivement promu chef de bataillon et lieutenant-colonel, Bazaine fut nommé, en 1850, colonel du 1^{er} régiment de la Légion étrangère; et, au début de la guerre d'Orient, (1854) on lui composa une brigade avec les

deux régiments étrangers, qu'il commanda comme général. Tous les bulletins de Sébastopol répétaient son nom; et lorsque, un an après, le 22 septembre 1855, il fut nommé général de division et gouverneur de Sébastopol conquis, l'armée ne vit dans ce rapide avancement que la juste récompense de services éminents. Avant de quitter l'antique Chersonèse, il se distingua encore par la prise de Kinburn qui se rendit aux alliés après trois jours d'une défense honorable.

Parti pour le Mexique à la tête de la 3^{me} division de notre corps expéditionnaire, en juillet 1862, il succéda l'année suivante au général Forey, comme général en chef de l'expédition.

Dans un chapitre spécial à la Légion étrangère au Mexique, je parlerai de cette guerre. Le bâton du maréchal Bazaine avait reçu une tache du sang de Quéretaro. Cette tache alla chaque jour grandissant, et, au mois d'octobre 1870, elle couvrit en entier le glorieux bâton.

laissant inactives 200 bouches à feu, l'infanterie et la cavalerie de la garde, pendant que Canrobert avec son faible corps d'armée; tenait en échec, toute la journée 250, 000 Allemands avec leurs 650 canons; et les démoralisait au point que, se préparant à battre en retraite, ils faisaient déjà dégager leurs ponts sur la Moselle.

Ce qui précédo pourrait nous donner la réponse à notre dernière question : « quels étaient les mobiles de Bazaine? »

Deux choses sont aujourd'hui certaines : il ne pouvait plus sortir au moment de la capitulation, mais il le pouvait avant. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait? Bazaine répondit lui-même à cette question posée au cours du procès, en avouant ses visées politiques. Il avait voulu « garder son armée intacte; elle pouvait servir la France », ajoutant que, vis-à-vis d'un gouvernement insurrectionnel, il ne relevait que de sa conscience.

Au lieu de ces arguments, plus spécieux que topiques, Bazaine aurait pu en présenter un que des révolutionnaires ne sauraient repousser, puisqu'ils l'invoquent contre les

émigrés. « Là où est l'armée française, disent-ils, là est la France. » Or, l'armée était à Metz, et qui oserait dire que cette armée était républicaine ?

Il est évident que si Bazaine n'a pas complété les demi-succès qu'il avait deux fois obtenus, c'est qu'il craignait l'affaiblissement par les combats qu'il aurait à livrer encore, de cette armée « qu'il voulait garder intacte », dit-il. Pour qui ? On ne le sait pas ; on ne le saura sans doute jamais. Il ourdit alors un tissu d'intrigues aboutissant au gouvernement de Paris, qui est impuissant ; à l'impératrice, qui repousse noblement toute proposition pouvant entraver la défense nationale ; à Bismarck, qui en tient tous les fils. Le grand chancelier encourage les vues de Bazaine, et resserre en même temps le blocus de l'armée française ; il se prête complaisamment à tous les projets politiques de son adversaire, en agissant sous-main pour qu'aucun n'aboutisse.

Puis, lorsque l'investissement est bien complet, lorsque nous sommes irrémédiablement enserrés dans un cercle d'airain, l'Alle-



SAINT-ARNAUD (v. p. 182)

Lóg. Etr.

pour mentir; il y avait toujours un fond de vérité dans ce qu'il racontait, — mais son esprit brillant le couvrait d'un tel vernis de poésie, que les yeux bien exercés pouvaient seuls découvrir ce qu'il y avait de vrai sous la couche de fantaisie. Le bourgeois naïf se délectait à ces récits dignes de la *Jérusalem délivrée*; et le journaliste, non moins crédule que le bourgeois, les servait vite à ses lecteurs. Saint-Arnaud était satisfait : on parlait de lui; il faisait du bruit.

Cette marotte lui attirait bien des railleries; mais il avait tant d'esprit, tant de belle humeur, qu'il désarmait la critique sérieuse, en riant le premier.

Un jour — il était alors colonel — le maréchal Bugeaud l'envoie enlever une tribu dissidente dont on connaissait l'emplacement. Il fait une marche de nuit, et, à l'aube, son avant-garde arrive sur une crête dominant l'étroite vallée au fond de laquelle la tribu s'est en quelque sorte terrée. Bêtes et gens s'éveillent; leur rumeur monte jusqu'à nous, mais nous ne les voyons pas; un brouillard très épais les cache à nos yeux. Le colonel

fait avancer une section d'artillerie et s'adressant à l'officier qui la commande : « Tirez monsieur, lui dit-il — Et sur quoi? lui répond l'officier, je ne vois rien — Tirez tout de même, réplique Saint-Arnaud, le maréchal nous entendra. » Le soir, en rejoignant le maréchal avec la tribu capturée, Saint-Arnaud entendait chanter autour de lui ce *Larifa* de circonstance :

« Colonel Saint-Arnaud,
« Fait tirer aux moineaux
« De la poudre à canon
« Pour illustrer son nom.
« Larifa fla fla.
«

Loin de se fâcher, il en riait, le brave colonel, semblable, en cela, à son maître, le maréchal Bugeaud — encore un homme d'esprit, et du meilleur — qui le matin de la bataille d'Isly, alors que nous traversions pour la vingtième-fois la rivière, marchant à l'ennemi, criait de sa voix la plus forte : « Allons, les clairons! La casquette au père Bugeaud! »

Cette exubérance de fantaisie était sans danger en Afrique; l'armée en souriait; mais



Бенгальский в 1841

Лейб. Е. И.



elle out, en France, un double inconvénient : celui de faire croire que tous nos chefs étaient des *fumistes* — c'était le mot consacré — et celui de laisser des documents impropres à diriger dans la voie de la vérité les écrivains qui tenteraient d'écrire l'histoire de nos guerres d'Afrique.

Mues par un sentiment de légitime orgueil les familles des personnages qui ont occupé un rang distingué parmi leurs contemporains, prennent l'habitude de publier la correspondance intime des morts : cela remplace les mémoires d'outre-tombe. Il en est advenu ainsi pour le vainqueur de l'Alma et, par extension pour le vaincu de Sidi-Brahim. Je ne dirai rien du lieutenant-colonel Montagnac, sinon que ses éditeurs ont eu tort de ne pas le laisser dormir sous les ossements du 8^e bataillon de chasseurs à pied et du 1^{er} escadron du 2^e hussards, victimes de sa folie. Il y a des souvenirs qu'il ne faut pas réveiller.

La partie de la correspondance du maréchal Saint-Arnaud portant la date de l'armée d'Orient, est touchante, émouvante même ;



elle révèle tout ce qu'il y avait dans ce brave cœur, de bonté, d'amour de la famille et de la patrie, de passion pour la gloire. Par contre, ses lettres d'Algérie mettent à nu les travers de cet esprit ambitieux de renommée et ne reculant devant aucun moyen, même le plus enfantin, pour y arriver; embellissant les faits les plus simples, au point de les rendre méconnaissables, se mettant constamment en scène, disant, à tout propos : *Adsum qui feci.*

Lisez son récit de l'assaut de Constantino : c'est un salmigondis d'erreurs et de contradictions au milieu desquelles surnagent quelques vérités que les témoins et acteurs de ce drame ont de la peine à reconnaître.

Et cependant, il y était; il s'y est conduit bravement comme partout ailleurs; il était des cent hommes de la Légion étrangère qui, sous les ordres de leur chef de bataillon, Bedeau, entrèrent dans la composition de la deuxième colonne d'assaut — colonel Combes — lancée sur la brèche après la terrible explosion qui avait démantibulé la première (Lamoricière).

Pourquoi ne pas avoir raconté simplement ce qui s'était passé? Le drame était assez empoignant par lui-même. Oui : mais la vérité lui paraissait trop simple, et il éprouvait le besoin — tant il était bon camarade — de mettre en relief certains noms que la réalité ne mettait que dans la pénombre. C'est ainsi qu'à l'assaut de Constantine il met le capitaine Leflo à côté de Lamoricière, en tête de la première colonne, tandis qu'il était à la gauche, comme capitaine des voltigeurs du 2^e Léger, dernier peloton de cette colonne.

Etant commandant supérieur d'Orléansville, le colonel Saint-Arnaud grandit et amplifia considérablement Bou-Maza que l'armée n'a jamais regardé comme un ennemi sérieux. Il le pourchassait; il le battait, quand il pouvait l'atteindre — ce qui n'était pas facile — mais le commandant Canrobert et le lieutenant-colonel Claparède en faisaient autant chacun de son côté, avec leurs petites colonnes mobiles. Si cet aventurier s'est rendu personnellement à Saint-Arnaud, ce n'est pas parce que celui-ci l'avait le plus vigoureusement combattu », mais parcequ'il était

le plus près de lui. Bou-Maza était fort intelligent; il comprit fort bien le parti qu'il pouvait tirer de notre générosité native. Traqué par cinq colonnes infatigables, abandonné de tous les sectateurs de *sa chèvre*, mourant de faim, exposé à avoir la tête coupée par Abd-el-Kader, auquel il s'était pourtant humblement soumis, Bou-Maza prit le parti héroïque de se rendre, inaugurant ainsi l'ère des captivités dorées, dans laquelle Abd-el-Kader ne devait pas tarder à le suivre.

Si je m'interroge au fond du cœur, je n'y trouve que de la sympathie pour Saint-Arnaud; mais narrateur impartial et désintéressé de ce que j'ai vu dans ma jeunesse, je dis avec enthousiasme les vertus de nos anciens chefs, et non sans regrets, les défauts qui les obscurcissaient.

M. Leroy de Saint-Arnaud fit trop de bruit dès son arrivée à l'armée d'Afrique, pour qu'on ne s'occupât point de ses origines, et l'on fit courir, à ce sujet, les contes les plus fantaisistes. Elles sont cependant des plus honorables, comme on va le voir.

Né à Paris, en 1798, d'un avocat au parle-

ment, Jacques de Saint-Arnand entra, en 1816, aux gardes du corps. Cœur enthousiaste, esprit aventureux, il ne pouvait pas rester insensible aux efforts de la Grèce pour recouvrer sa liberté. Entraîné par les récits héroïques qui nous parvenaient de la Morée, il donna sa démission de garde du corps, en 1822, et s'engagea dans un des corps de Philhellènes que le colonel Fabior et quelques autres officiers de l'ancienne armée recrutaient pour la guerre de l'indépendance grecque.

Il resta dans l'armée hellénique jusqu'en 1831, époque où il rentra en France avec le grade de lieutenant au 64^e de ligne. Officier d'ordonnance du général Bugeaud, il le suivit à Blaye, où sa courtoisie sut, en plusieurs circonstances, adoucir la captivité de la duchesse de Berry. Il était capitaine lorsque, en 1837, il passa à la Légion étrangère qu'organisait le commandant Bedeau. Il fut de toutes les expéditions, de tous les combats; son commandant, ses généraux ne manquaient pas une occasion de le proposer pour chef de bataillon, mais le ministère refusait de

le nommer, à cause, disait-on, de ses dettes.

Enfin, 1810 lui apporta cette épaulette de commandant, si désirée et si méritée, puis-je ajouter. Le duc d'Orléans, sympathique à tout ce qui était bon, vaillant et généreux, s'intéressa au capitaine Saint-Arnaud qu'il voyait constamment au feu dans cette campagne, et finit par désarmer le rigide ministre. Saint-Arnaud fut nommé aux zouaves où il se trouva en plein dans son élément, car, si c'était un corps d'élite, on lui choisissait ses chefs.

Ce premier pas franchi, Saint-Arnaud ne s'attarda plus dans sa carrière. Le gouverneur général lui confia divers commandements d'une importance au-dessus de son grade, mais auxquels il se montra toujours égal, sinon supérieur.

Le reste de sa carrière appartient autant à la politique qu'à la guerre. Les uns l'ont blâmé, d'autres l'ont applaudi; je ne me permettrai pas de le juger au premier point de vue; mais je pense et je dis qu'une vie qui se termine par une victoire et une mort sur

un lit de drapeaux ennemis, n'a pas à redouter les rigueurs de l'histoire.

MELLINET

Si le général Mellinet n'a pas été un des plus brillants — ou bruyants — colonels de la Légion étrangère, aucun n'a été plus aimable et plus aimé que lui. Brave comme son épée, très fort en science militaire, esclave de son devoir, artiste après avoir déposé ses armes, paternel sans faiblesse envers ses subordonnés, bienveillant et gracieux envers les personnes qui avaient affaire avec lui, le général cachait ses charmantes qualités avec autant de soin que d'autres en mettaient à montrer les leurs, et n'en laissait voir que ce que sa modestie ne parvenait pas à couvrir.

Ses qualités morales se reflétaient sur sa personne qui était d'une rare distinction. On voyait qu'il était de race; et, en effet, il était fils d'un général de l'Empire.

Né à Nantes en 1798, il était sous-lieute-

nant en 1815, et blessé, la même année, sous les murs de Metz. On peut dire de lui, qu'il reçut, à la fois, bien jeune encore, le baptême du feu et celui du sang. En 1822, il prit part à la guerre d'Espagne, et fut blessé au siège de Saint-Sébastien; enfin, en 1840, il fut nommé chef de bataillon — 25 ans comme officier subalterne, et avec deux blessures, ce n'était précisément pas brillant.

Officier supérieur en Algérie, il va marcher plus vite, parce que le gouverneur lui confie des missions où ses aptitudes militaires et administratives se produiront et le feront mieux connaître. Lieutenant-colonel et commandant supérieur de Mostaganem, il bat Bou-maza qui s'était aventuré vers cette place. Nommé colonel de la Légion étrangère en 1846, il fonde Sidi-bel-Abbès, et reçoit le commandement de la subdivision de ce nom.

Le grade de général de brigade le ramène en France; et, à la création de la garde impériale, il reçoit le commandement d'une brigade de ce corps d'élite. En 1855, il part pour l'armée d'Orient, et reçoit sa troisième blessure à la première attaque de Malakoff.

Sa conduite en cette journée lui valut le grade de général de division.

Rentré en France un an après, il prend le commandement de la première division d'infanterie de la garde, à la tête de laquelle il fait la campagne d'Italie. L'attention de l'Empereur était désormais fixée sur le général Mellinet; il lui confère tous les honneurs et dignités dont il dispose : grand-croix de la Légion d'honneur et sénateur. Il l'avait nommé, en 1863, commandant supérieur des gardes nationales de la Seine; et en 1865, Napoléon, qui espérait se servir de la Franc-Maçonnerie comme d'un instrument de rogne, le fit élire grand maître de l'ordre maçonnique en France, en remplacement du maréchal Magnan. Mais Mellinet était trop militaire pour des soldats citoyens, et trop loyal pour des ritualistes ténébreux; il résigna son commandement et sa présidence.

J'eus l'occasion de voir de très près le colonel Mellinet lors de l'expédition que nous fîmes en 1847, aux oasis du sud oranais, sous les ordres de Cavaignac. Notre général, grand appréciateur de son mérite et voulant

le proposer pour l'avancement à la suite de la campagne qu'il entreprenait, l'avait pris en passant à Daya avec quatre compagnies d'élite de son régiment, fortes chacune de 100 hommes, presque tous allemands, d'un aspect superbe et d'une tenue irréprochable. Ces compagnies ne tinrent pas tout ce que leur prestance promettait, ainsi que j'aurai l'occasion de le raconter ; mais elles prouvèrent, malgré leur incontestable bravoure, que tous les soldats ne sont pas aptes indifféremment aux diverses manières de faire la guerre.

Le colonel Mellinet n'y pouvait rien ; on ne refait pas en quelques mois le caractère et le tempérament du soldat pour l'approprier à tel ou tel emploi déterminé, contraire à sa nature. Le colonel paya partout de sa personne comme un simple grenadier, et acquit de nouveaux titres à l'estime de la colonne expéditionnaire et de son général.

L'armée et la population civile avaient pour Mellinet une respectueuse affection, et la Légion étrangère gagna beaucoup sous son commandement.

CHAPITRE VIII

FAITS D'ARMES

J'ai fait connaître les faits d'armes de la première légion, celle de Bernello et de Conrad, en Algérie et en Espagne, depuis le combat de la Macta jusqu'aux batailles de Huesca et de Balbastro; on verra, par le récit succinct qui va suivre, que la deuxième légion ne l'a cédé à sa devancière ni en constance dans les épreuves, ni en bravoure dans les combats.

CONSTANTINE

Bien que, dès les premiers jours de sa formation, le bataillon Bedeau eût été mêlé aux petites affaires qui avaient lieu aux avant-postes d'Alger, il ne reçut réellement le bap-

tème de feu qu'à la deuxième expédition de Constantine et à la prise de cette ville.

Le bataillon étranger, duquel devait sortir la deuxième Légion étrangère, faisait partie de la 3^{me} brigade sous les ordres du général Rulhière. Il fut établi sur le Coudiat-Aty, face à la ville, ayant à sa droite le 26^e de ligne et le 3^{me} bataillon d'infanterie légère d'Afrique, couverts les uns et les autres par un parapet en pierres sèches. C'est dans cette position que ces trois corps reçurent, le 7 octobre, la sortie faite par les assiégés sur le Coudiat-Aty, en même temps qu'ils en tentaient une autre contre le Mansourah d'où les zouaves et le 2^e léger les rejetaient en un instant dans la ville.

Sur la rive droite du Rumel, l'affaire fut plus sérieuse. La Légion étrangère, sur laquelle porta le premier effort des assaillants, les reçut par un feu bien nourri de mousquetterie, sans parvenir néanmoins à les arrêter. Dans leur premier et vigoureux élan, ils atteignirent l'épaulement sur lequel l'un de leurs chefs planta un drapeau. Alors, à la voix de son commandant, le bataillon, sautant

par-dessus le mur en pierres sèches, tomba littéralement sur les Arabes, les lardant à coups de baïonnettes, les assommant à coups de crosse de fusil, les repoussant enfin après une lutte acharnée corps à corps.

Le 13 octobre 1837, cent hommes de bataillon étranger avaient l'honneur de monter à l'assaut de Constantine. Ils faisaient partie de la deuxième colonne, commandée par le général Combes; à leur tête marchaient, leur chef de bataillon, Bedeau, les officiers, Saint-Arnaud, Mayran et Raindre, qui se distinguèrent dans cette grande journée.

UNE PARENTHÈSE

Mes souvenirs de l'assaut de Constantine, auquel je pris part comme fourrier de carabiniers du 2^e léger — 1^{re} colonne d'assaut — m'entraînent à une parenthèse, qui sera un exemple du danger, pour les auteurs modernes, d'accepter, les yeux fermés, les tableaux que leur font, des guerres d'Afrique, des correspondances posthumes ou des récits verbaux de cinquième bouche.

Un écrivain éminent, auteur de la seule histoire complète que nous ayons de la conquête de l'Algérie, a introduit dans son récit de la prise de Constantine, un épisode, sous forme de conversation entre le général en chef et le lieutenant-colonel Lamoricière. C'est beau, c'est empoignant, c'est du pur Corneille, et je ne suis pas surpris que cette scène, écrite de main de maître, ait fait le tour de la presse. Eh bien ! Je ne la crois pas vraie, et en voici mes raisons.

1° Le général Vallée donnait des ordres à ses subordonnés et ne les consultait pas ;

2° L'ordre de l'assaut fut communiqué à l'armée vers 7 heures du soir ; les officiers ne s'occupèrent plus que des dispositions intimes, qu'ils avaient à prendre. Notre commandant, M. Leblanc de Sérigny, bivouaqué à un mètre de moi, écrivit son testament — il fut tué le lendemain. Personne ne bougea de la nuit.

3° Nul n'a rien su alors ni depuis lors de cette conversation ni de la réunion d'officiers à laquelle Lamoricière en fit la confidence ; il nous a fallu attendre 51 ans pour en être



MAC-MAHON (v. p. 199)

169/81:

instruits. et je me figure la surprise que cette révélation a dû causer aux maréchaux Mac-Mahon et Canrobert, les deux seuls survivants que je connaisse de l'assaut de Constantine.

4° Enfin — et c'est ce qu'il y a de plus topique — le capitaine Leflo, mon capitaine, écrivant sur ses manchettes, le récit de Lamoricière.

Sur ses manchettes! Ah! elles étaient jolies les manchettes de nos officiers qui, depuis un mois, n'avaient pas plus que leurs soldats changé de chemise; dont les vêtements, à la pluie, à la neige, à la boue depuis Mjez-Amar, étaient pleins de vermine. Et comment aurait fait M. Leflo pour écrire, dans ce bivouac où il n'y avait pas un brin de paille pour s'éclairer; où nous ne mangions que du biscuit et de l'orge crue, faute de feu pour la faire cuire? En vérité, il faut être bien osé pour faire de pareils contes à des gens intelligents, et bien bon pour y croire.

DJIDGELLI

Djidgelli, le *Gijel* des Arabes et l'ancienne *Igilgelis* des Romains, est bâtie sur une langue de terre qui s'avance dans la mer. Le double mouillage de cette localité serait complètement à l'abri de la mer du large par une chaîne de rochers qui courent vers le nord-est, si ces rochers formaient une ligne continue; mais, séparés par des intervalles assez considérables, ils donnent libre passage aux vagues qui rendent ce mouillage un des plus mauvais de la côte de l'Algérie, surtout pendant l'hiver.

L'ancienne Igilgelis, élevée par Auguste au rang de colonie romaine, paraît avoir eu de l'importance: elle était traversée par plusieurs grandes voies conduisant à Cirtha et à Hippone. A l'avènement du christianisme en Afrique, elle fut ville épiscopale. Lors de l'invasion arabe, elle résista énergiquement aux conquérants et, plus tard, elle se défendit avec succès contre les maîtres nouveaux de

Tunis et de Bougie. Du XII^e ou XVI^e siècle, elle eut des relations commerciales très étendues avec les navigateurs de l'Italie septentrionale qui fréquentaient tous les ports du Maghreb. En 1514, elle se donna à l'ainé des Barberousse qui prit le titre de Sultan de Gigel et en fit le dépôt de ses prises. Sous Louis XIV, Duquesne s'en empara, mais l'abandonna peu après. Depuis lors, Gigel, ruinée, détruite, exposée aux excursions périodiques des Kabyles, n'était plus qu'une misérable bourgade d'une centaine de baraquas en pierre ou en pisé, lorsque son occupation fut effectuée.

Cette occupation était depuis longtemps arrêtée dans l'esprit du gouverneur général, le maréchal Vallée. Djidgelli est un point stratégique important pour des colonnes devant agir dans le massif montagneux qui sépare Constantine et Setif du littoral méditerranéen. De plus, il y avait une certaine honte, lorsque toute la côte nous était soumise, à laisser ce nid de la vieille piraterie entre les mains de forbans continuant sur leur grève les sinistres exploits de leurs ancêtres surmer.

Les embarras du moment auraient sans doute fait différer de quelque temps la réalisation des projets du maréchal, lorsqu'un acte de piraterie des habitants de Djidgelli en fit décider la prompte exécution. Le 1^{er} janvier 1839, un brick français, l'*Indépendant*, ayant échoué aux environs du village, son chargement fut pillé par les indigènes, et son équipage, emmené dans la montagne, mis à rançon. L'occasion était favorable, le motif légitime, des ordres furent aussitôt donnés et exécutés. La Légion étrangère eut les honneurs de cette expédition.

Bedeau, promu lieutenant-colonel, avait formé un deuxième bataillon uniquement composé de Polonais. Ce bataillon était à Bône, tandis que le plus ancien occupait Bougie sous les ordres directs de son lieutenant-colonel nommé au commandement supérieur de cette place en remplacement de M. Salomon de Musis, chef du 2^e bataillon d'infanterie légère d'Afrique, assassiné dans une entrevue qu'il avait acceptée des chefs arabes, en même temps que son interprète, le Kaïd de la ville et le sous-intendant qui l'accompagnaient.

Afin de détourner l'attention des Kabyles de la véritable attaque qui devait leur venir par mer, des démonstrations furent prescrites, partant de Milah, de Philippeville et de Bougie. Les deux premières furent sans effet; seule, la troisième fut sérieuse. Le lieutenant-colonel Bedeau, qui la dirigeait, livra quelques combats heureux, et ne rentra à Bougie qu'après avoir appris la réussite de l'entreprise sur Djidgelli.

En effet, le 13 mai 1839, deux bateaux à vapeur, le *Styx* et le *Cerbère*, venant de Bône, débarquaient sur la plage de Djidgelli le bataillon polonais, fort de 700 hommes, commandant Horain, Polonais de naissance, un détachement de sapeurs du génie et quatre pièces d'artillerie, capitaine Lebœuf.

L'expédition était sous les ordres du chef d'escadron d'état-major de Salles, gendre du gouverneur général, auquel son beau-père voulait faire avoir les épaulettes de lieutenant-colonel. M. de Salles laissa le commandement de l'infanterie au chef de bataillon Horain.

Les habitants de Djidgelli n'attendirent pas la fin du débarquement des troupes pour

s'enfuir dans les montagnes . mais ils revinrent le lendemain, renforcés par de nombreux contingents kabyles, avec lesquels ils livrèrent au bataillon polonais un combat qui dura trois jours et dont la fin fut marquée par la mort du commandant Horain. Ce brave officier, auquel tout le monde prédisait un brillant avenir, reçut, le 17 mai, une blessure à laquelle il succomba peu de temps après, emportant les plus vifs regrets, non seulement de ses soldats qui l'adoraient, mais encore de toute l'armée d'Afrique, où il était justement estimé.

CAMPAGNE DE 1840

La Légion étrangère, forte de quatre bataillons, avait pour colonel M. de Hulsen, le lieutenant-colonel Bedeau ayant été promu au commandement du 17^e léger. Un seul de ses quatre bataillons prit part à la campagne de 1840; les autres étaient employés un peu partout, notamment au camp du Fondouk, établi en 1838 à l'extrémité est de la Mitidja,

qu'il devait se résoudre à un siège en règle. Il appela à lui le colonel Barral, qui vint de Bouçada; le colonel Canrobert partant d'Aumale avec ses zouaves qu'accompagnait le choléra; le colonel Daumas, qui s'avancait de Médéah. Il tira ses munitions et sa grosse artillerie de Bathna.

En attendant l'arrivée de ces renforts, il tenta encore des attaques de vive force, qui s'échouaient avec de grandes pertes de notre côté, et des reconnaissances aussi meurtrières, notamment celles des 9, 10 et 11 octobre, où nous eûmes 3 officiers tués et 9 blessés, 29 sous-officiers et soldats tués et 78 blessés. Le colonel Petit, du génie, était au nombre des morts. Le 20, nouvelle tentative d'assaut aussi malheureuse, sans compter les sorties à repousser et les combats à soutenir contre les contingents Arabes de secours.

Dans la nuit du 25 au 26 novembre, des prolonges et des charrettes furent jetées en travers dans le marais qui entoure le Ksar et en face des brèches que le canon avait faites au mur d'enceinte. Le 26, à huit heures

mais le capitaine Saint-Arnaud avait parfaitement caché tout son monde, ne laissant que ses compagnies d'élite déployées et accroupies contre le talus, prêtes à se lever et à faire feu dès que le signal leur en serait donné. Quand l'ennemi fut à demi-portée, le commandement se fit entendre, et, de cette rive, en apparence inanimée, partit un feu de deux rangs des mieux nourris. La division, spectatrice de ce fait d'armes, poussa un hurra, pendant que les Arabes foudroyés par cette fusillade, tournaient bride, et s'enfuyaient emportant bon nombre de morts et de blessés.

Pendant cette première partie de la campagne, les rapports officiels citèrent les capitaines Saint-Arnaud, Mayran, Clerc, Meyer, Gaez et le lieutenant Espinasse. La suite de cette brillante expédition devait fournir à d'autres braves officiers de la Légion étrangère l'occasion de se distinguer à leur tour; c'est ainsi que, dans les combats qui se livrèrent du 12 au 20 mai entre le col de Mouziah et Médéah, le commandant Poërio, les capitaines Sylvestre et Tcpin, ainsi que le

sous-lieutenant Monti; méritèrent l'honneur de *l'Officiel*. A la fin de la campagne, le capitaine de Saint-Arnaud recevait l'épaulette de chef de bataillon, objet de sa légitime ambition et premier échelon de sa grandeur future.

Bientôt, après avoir montré sa bravoure dans les divers combats auxquels elle avait pris part durant la première partie de la campagne de 1840, la Légion Étrangère fit preuve d'une constance admirable dans les misères et les privations, cortège habituel et fatal de toute expédition dans des contrées sauvages, on pourrait dire barbares, quand une barrière infranchissable vous sépare du monde civilisé.

Tel fut le sort du bataillon de la Légion étrangère laissé à Milianah avec un autre bataillon du 3^e léger, sous les ordres du lieutenant-colonel d'Illens de ce régiment, le tout formant un effectif de 1.250 hommes.

Le 7 juin 1840, nous entrions à Milianah; nous en repartions le 12, le cœur serré par le pressentiment du triste avenir réservé aux braves camarades que nous y laissions. L'in-

curie de l'intendance amena leur agonie, l'insouciance du maréchal Vallée causa leur mort. Je puis bien parler ainsi, puisque lorsque, le 3 octobre, le général Changarnier alla relever cette malheureuse garnison. il n'y avait plus que 200 hommes, à peine capables de porter leur fusil, et que de ces 200 malades, 70 seulement étaient encore en vie au 31 décembre 1840.

Il devait être laissé trois mois de vivres à la garnison de Milianah, et cette garnison devait être relevée au bout de trois mois. Or, les approvisionnements étaient inférieurs d'un tiers aux quantités prescrites, et sur les deux tiers emmagasinés, une grande partie était avariée. L'ambulance manquait de médicaments, de quinine surtout; et des médecins m'ont avoué qu'ils donnaient, à la fin, aux malades des boulettes de mie de pain en guise de pilules de sulfate.

Quant au relèvement, qui devait se faire au bout de trois mois partant du 12 juin, nous avons vu qu'il n'eut lieu que le 3 octobre suivant. Il fallut qu'un soldat de la Légion, sous le burnous arabe, fût assez heureux

pour traverser cinquante lieues de pays ennemi, et remettre au gouverneur général une dépêche désespérée du colonel d'Illens lui rappelant qu'il avait à Milianah les débris agonisants d'une garnison française. C'est alors que le maréchal Vallée fit marcher le général que nous avons surnommé *toujours prêt*, Changarnier.

Dans mon admiration pour la constance, la résignation et le courage dont firent preuve le 3^e léger et la Légion étrangère pendant le blocus de Milianah, je fais une part très large au second de ces deux corps dont la composition bizarre, hétérogène, cosmopolite, n'offrait ni la cohésion des régiments français, ni leur patriotisme. Chose étrange, et dont il faut faire honneur aux officiers, il ne se produisit pas de défection parmi les légionnaires, chez lesquels pourtant la désertion a toujours été à l'état endémique.

DJIDGELLI

Djidgelli, le *Gugel* des Arabes et l'ancienne *Igilgelis* des Romains, est bâtie sur une langue de terre qui s'avance dans la mer. Le double mouillage de cette localité serait complètement à l'abri de la mer du large par une chaîne de rochers qui courent vers le nord-est, si ces rochers formaient une ligne continue; mais, séparés par des intervalles assez considérables, ils donnent libre passage aux vagues qui rendent ce mouillage un des plus mauvais de la côte de l'Algérie, surtout pendant l'hiver.

L'ancienne *Igilgelis*, élevée par Auguste au rang de colonie romaine, paraît avoir eu de l'importance: elle était traversée par plusieurs grandes voies conduisant à Cirtha et à Hippone. A l'avènement du christianisme en Afrique, elle fut ville épiscopale. Lors de l'invasion arabe, elle résista énergiquement aux conquérants et, plus tard, elle se défendit avec succès contre les maîtres nouveaux de

Tunis et de Bougie. Du XII^e ou XVI^e siècle, elle eut des relations commerciales très étendues avec les navigateurs de l'Italie septentrionale qui fréquentaient tous les ports du Maghreb. En 1514, elle se donna à l'ainé des Barberousse qui prit le titre de Sultan de Gigel et en fit le dépôt de ses prises. Sous Louis XIV, Duquesne s'en empara, mais l'abandonna peu après. Depuis lors, Gigel, ruinée, détruite, exposée aux excursions périodiques des Kabyles, n'était plus qu'une misérable bourgade d'une centaine de baraquas en pierre ou en pisé, lorsque son occupation fut effectuée.

Cette occupation était depuis longtemps arrêtée dans l'esprit du gouverneur général, le maréchal Vallée. Djidgelli est un point stratégique important pour des colonnes devant agir dans le massif montagneux qui sépare Constantine et Setif du littoral méditerranéen. De plus, il y avait une certaine honte, lorsque toute la côte nous était soumise, à laisser ce nid de la vieille piraterie entre les mains de forbans continuant sur leur grève les sinistres exploits de leurs ancêtres surmer.

Les embarras du moment auraient sans doute fait différer de quelque temps la réalisation des projets du maréchal, lorsqu'un acte de piraterie des habitants de Djidgelli en fit décider la prompte exécution. Le 1^{er} janvier 1839, un brick français, l'*Indépendant*, ayant échoué aux environs du village, son chargement fut pillé par les indigènes, et son équipage, emmené dans la montagne, mis à rançon. L'occasion était favorable, le motif légitime, des ordres furent aussitôt donnés et exécutés. La Légion étrangère eut les honneurs de cette expédition.

Bedeau, promu lieutenant-colonel, avait formé un deuxième bataillon uniquement composé de Polonais. Ce bataillon était à Bône, tandis que le plus ancien occupait Bougie sous les ordres directs de son lieutenant-colonel nommé au commandement supérieur de cette place en remplacement de M. Salomon de Muisis, chef du 2^e bataillon d'infanterie légère d'Afrique, assassiné dans une entrevue qu'il avait acceptée des chefs arabes, en même temps que son interprète, le Kaïd de la ville et le sous-intendant qui l'accompagnaient.

Afin de détourner l'attention des Kabyles de la véritable attaque qui devait leur venir par mer, des démonstrations furent prescrites, partant de Milah, de Philippeville et de Bougie. Les deux premières furent sans effet; seule, la troisième fut sérieuse. Le lieutenant-colonel Bedeau, qui la dirigeait, livra quelques combats heureux, et ne rentra à Bougie qu'après avoir appris la réussite de l'entreprise sur Djidgelli.

En effet, le 13 mai 1839, deux bateaux à vapeur, le *Styx* et le *Cerbère*, venant de Bône, débarquaient sur la plage de Djidgelli le bataillon polonais, fort de 700 hommes, commandant Horain, Polonais de naissance, un détachement de sapeurs du génie et quatre pièces d'artillerie, capitaine Lebœuf.

L'expédition était sous les ordres du chef d'escadron d'état-major de Salles, gendre du gouverneur général, auquel son beau-père voulait faire avoir les épaulettes de lieutenant-colonel. M. de Salles laissa le commandement de l'infanterie au chef de bataillon Horain.

Les habitants de Djidgelli n'attendirent pas la fin du débarquement des troupes pour

s'enfuir dans les montagnes. mais ils revinrent le lendemain, renforcés par de nombreux contingents kabyles, avec lesquels ils livrèrent au bataillon polonais un combat qui dura trois jours et dont la fin fut marquée par la mort du commandant Horain. Ce brave officier, auquel tout le monde prédisait un brillant avenir, reçut, le 17 mai, une blessure à laquelle il succomba peu de temps après, emportant les plus vifs regrets, non seulement de ses soldats qui l'adoraient, mais encore de toute l'armée d'Afrique, où il était justement estimé.

CAMPAGNE DE 1840

La Légion étrangère, forte de quatre bataillons, avait pour colonel M. de Hulsen, le lieutenant-colonel Bedeau ayant été promu au commandement du 17^e léger. Un seul de ses quatre bataillons prit part à la campagne de 1840; les autres étaient employés un peu partout, notamment au camp du Fondouk, établi en 1838 à l'extrémité est de la Mitidja,

pour arrêter les incursions des Kabyles de ce côté. Le bataillon expéditionnaire était sous les ordres de Saint-Arnaud, le plus ancien capitaine, en l'absence du commandant titulaire.

Je ne raconterai pas cette campagne que j'ai déjà décrite dans mes *Souvenirs d'un vieux souave*. Ayant pris la plume pour la Légion Étrangère, c'est d'elle seule que je m'efforcerai de parler.

Le corps expéditionnaire manœuvrait — fort mal, du reste, — après le combat d'El-Afroun, longeant la Mitidjah de l'ouest à l'est, combattant sans relâche contre d'innombrables cavaliers arabes. Arrivé à L'oued-Ger, le duc d'Orléans fut chargé de protéger avec la première division qu'il commandait, le passage de la rivière par la deuxième division et les bagages que menaçait l'ennemi. Le prince disposa ses troupes en arrière et à assez grande distance de la rive droite, au lieu dit Haouch-Kodri, laissant le bataillon de la Légion étrangère dans le lit de la rivière. Les Arabes arrivèrent par grandes masses sur ce point qu'ils ne croyaient pas défendu,

étranger, laissée par le commandant de Brian à Parras, point initial de son expédition.

A la nouvelle du désastre, cet officier s'enferma dans l'église et repoussa énergiquement les sommations de l'ennemi : Les journées des premiers, deux et trois mars se passèrent ainsi, mais l'approche des colonnes de secours détermina l'ennemi à battre en retraite. Le 4 mars, Parras et le brave Bastidon furent dégagés.

Tous ces petits échecs, qui allaient en se multipliant, étaient les prodromes de la chute prochaine de l'éphémère empire mexicain, dont la conception fut tant reprochée à Napoléon III par des gens à vue trop courte ou trop obscurcie par la passion, pour en pouvoir mesurer toute la portée, et dont la réalisation n'échoua que par la faute commise auparavant de ne pas avoir reconnu les Etats du Sud de la confédération américaine comme belligérants, lors de la guerre de sécession, avec toutes les conséquences que cette reconnaissance comportait.

Les Etats-Unis se démasquaient; l'aide occulte qu'ils donnaient à Juarés, allait de-

venir ouverte et effective sous le drapeau de la doctrine Monroë. Les Mexicains hostiles le savaient; leur nombre s'accroissait ainsi que leur audace. Napoléon en était officiellement instruit, ainsi que Maximilien qui refusa d'abdiquer, se croyant assez fort pour achever et consolider son établissement sans le secours de celui qui en avait jeté les fondements, et qui allait lui retirer ses troupes, ne voulant ni ne pouvant engager une grande guerre non prévue et sans intérêt direct pour la France.

Sur les ordres de Napoléon, Bazaine mit son armée en retraite par échelons sur le littoral de l'Atlantique d'où nos vaisseaux devaient la rapatrier. Ce fut le signal d'une recrudescence d'audace chez l'ennemi, et de bravoure stoïque de notre part.

Le 13 février 1867, le maréchal Bazaine s'embarquait le dernier pour la France.

Le 9 juin suivant, Maximilien était fusillé à Queretero.

De même que la mort héroïque du capitaine Danjou à Camoron avait jeté un éclat radieux sur l'arrivée de la Légion étrangère

au Mexique, l'intrépidité du lieutenant Bastidon à Parras illustra son départ d'une terre où, pendant quatre ans, elle avait versé son sang le plus généreux.

CHAPITRE IX

SILHOUETTES

J'ai dit, au commencement de ce livre, comment la Légion étrangère avait été formée. La France hospitalière eût été inondée par les flots de la proscription révolutionnaire, si le gouvernement de Louis-Philippe n'avait eu la sagesse de leur ouvrir les écluses de l'Algérie, où ils se précipitèrent au grand soulagement de la mère-patrie et pour le bien de la plus importante de nos colonies.

J'ai rappelé les services rendus par ces épaves enregimentées de la civilisation, partout où elles avaient porté leurs armes, et j'en ai fait honneur aux officiers d'élite, tant français qu'étrangers, qui avaient dompté ces natures rebelles, les avaient assouplies au joug militaire, et avaient fait une masse utile d'éléments individuellement nuisibles.

Il y avait de tout dans l'ancienne Légion, il en est de même dans les régiments étrangers, qui en sont aujourd'hui l'expansion. On y rencontrait et l'on y trouve encore des excentriques, des déclassés, des victimes politiques, des déserteurs, des criminels de droit commun, des justiciables des conseils de guerre, des médecins, des ingénieurs des professeurs. Nous y avons vu un pape; nous y avons rencontré des officiers français démissionnaires ou révoqués, venus là, sous des noms étrangers, pour y trouver les moyens de vivre, sinon de se réhabiliter. Du reste, ce changement de nom est universel, ou à peu près; qu'il soit allemand, russe, valaque, bavarois ou danois, l'homme qui vient à la Légion y arrive avec un nom d'emprunt. C'est son caractère, ce sont ses instincts qu'il ne change pas; il parvient à les dissimuler en masse, mais ils font explosion chez l'individu et révèlent l'homme intelligent ou la brute, la victime d'un égarement ou le malfaiteur d'habitude.

Je voudrais donc esquisser quelques silhouettes de ces types bizarres et divers, ne

dût-il résulter de ma petite galorie qu'un surcroît d'estime et de reconnaissance pour les dignes officiers de tous les temps et de tous les grades, qui ont usé le meilleur de leur vie à relever des âmes déchues et à dompter des esprit farouches, rebelles ou brutaux.

UN PRINCE

La première de mes silhouettes sera celle d'un excentrique, d'un prince, s'il vous plait, car il était bien prince, je suppose, puisqu'il s'appelait Pierre Bonaparte. Ce prince tomba un beau jour, comme chef de bataillon, au milieu du 2^e régiment de la Légion étrangère ayant alors pour colonel M. Carbucia, Corse de naissance et courtisan de caractère. Cela se passait presque au temps où Jérôme Bonaparte était promu de simple bourgeois général, et je n'ai pas vu que ces nominations grotesques ayant été désapprouvées par certaines gens dont la bile s'échauffe fort aujourd'hui de ce que les fils du roi Louis-Phi-

lippe ont débuté dans l'armée par le grade de sous-lieutenant, auxquels avaient préparés une forte éducation militaire et une instruction égale à celle de St-Cyr.

C'est à Zaatcha que se révéla le commandant Pierre Bonaparte, dont les excentricités et les allures de Fra Diavolo amusaient beaucoup le corps expéditionnaire. Ce n'est pas qu'il ne fût brave, mais sa bravoure même le rendait ridicule. Il ne commandait pas, il ne dirigeait pas son bataillon. — Et comment l'eût-il pu ! Il s'embusquait derrière un mur, un gros arbre ou tout autre obstacle ; et delà armé d'une belle et bonne carabine Migné, il envoyait des balles aux assiégés. Il pouvait arriver quoique ce fût à son bataillon, ça lui était égal, il n'en savait rien.

Un beau matin, certain bruit circule dans le camp... Le commandant Bonaparte a disparu ; on ne le trouve nulle part ; on ne sait pas où il est.

Le commandant Bonaparte avait tout bonnement déserté.. à l'intérieur, rassurez-vous. Représentant du peuple, en même temps que chef de bataillon, il s'était cru dispensé par

le premier de ses deux titres, des obligations que lui imposait le second. Rentré à Paris, attaqué par la presse, interpellé par la Chambre, il répondit qu'il se méfiait de l'entourage du président; que la République était menacée et qu'il était accouru les défendre, l'un et l'autre et les sauver. En même temps que ces détails grotesques, nous apprenions qu'un arrêté ministériel révoquait de ses fonctions le commandant Pierre Bonaparte, nommé depuis trois mois.

Cette histoire eut un triste retentissement en France et dans l'armée. Ce qui prêtait surtout à nos commentaires, c'était un rapport du colonel Carbucia, disant que le commandant Pierre Bonaparte avait montré une grande bravoure durant le siège; qu'il avait reçu un pavé sur la poitrine, et qu'un jour qu'il était chargé de faire couper les palmiers, il avait tué deux Arabes de sa main. Or tout le monde savait que le pavé en question était simplement une pierre tombée d'un mur de clôture, auquel il faisait une brèche pour appuyer sa carabine. Quant aux deux Arabes, tués non de sa main, mais de ses balles, il n'y

aurait là rien autre d'extraordinaire, qu'un chef de bataillon prenant un fusil comme un soldat. Cela n'est permis qu'à un maréchal Ney, et dans une retraite de Moscou. Pour tout autre chef et dans tout autre cas, c'est un oubli grave et ridicule de ses devoirs.

Pierre Bonaparte était adroit au tir : Victor Noir l'apprit quelques temps après à Neuilly au prix de sa vie.

UN GENTILHOMME

C'était un gentilhomme authentique, quoique espagnol, que M. de Villanova, ancien soldat de la Légion étrangère, et il m'a raconté son histoire, certain jour que, me trouvant sur la terrasse du café de la Paix, avec un ami, médecin-major de l'armée, il vint se jeter sur nous, ou plutôt, sur mon ami, dont il pressait les mains avec la plus vive reconnaissance pour les soins qu'il en avait reçus pendant sa triste odyssée.

Son père avait habité Paris en qualité d'at-

taché d'ambassade, et en avait rapporté dans sa retraite au fond de l'Estramaduro, une véritable passion pour tout ce qui était français, mœurs littérature, théâtre. Sa bibliothèque ne se composait presque que d'ouvrages dans notre langue, au choix desquels n'avait pas toujours présidé un goût bien pur. C'est dans cette bibliothèque que son fils, auquel il enseignait lui-même le français, prenait ses sujets de lecture, donnant sa préférence aux romans qui exaltaient sa jeune imagination, en faussant son jugement.

Ses premières études terminées, son père résolut de l'envoyer à Paris compléter son instruction littéraire et suivre les cours de la faculté de droit. La marquise de Villanova combattit en vain cette idée par tous les arguments de sa tendresse alarmée pour les dangers qui attendaient son fils unique, âme ardente dans un corps chétif; mais il fallut se soumettre à la volonté du seigneur et maître, et le jeune Villanova partit.

Ce que fut la vie de cet enfant de 18 ans à Paris, on le devine : un étourdissement continu, duquel il se réveilla subitement par

un coup d'œil sérieux sur sa situation. Ce fut à la sortie d'un théâtre, attablé dans un restaurant à la mode que, coupable de quantité de folies, ayant absorbé toute une année de sa pension mensuelle il trouva très ingénieux de partager les idées d'un sien compagnon de soupers, étudiant en droit aussi platonique que lui, et qui lui avait inoculé le sombre pessimisme dont il était rongé.

La vérité, c'était que l'éducation chrétienne et morale du jeune Villanova s'était réveillée et lui montrait son véritable état. Il était profondément honteux des soucis qu'il causait depuis un an à sa famille, des supercheries qu'il avait employées pour lui extorquer de quoi continuer cette existence qui ruinait sa santé et donnait à sa paresse toute sorte de bonnes raisons. Il prévoyait le moment où son correspondant, noble et vieil ami de sa famille, annoncerait tout simplement à ses parents que leur cher Ramon avait eu besoin de cent louis.

Le moment était solennel! quatre heures du matin. Il appelle d'une voix mal assurée le

garçon qui lui apporte de quoi écrire. Il fait une confession complète de ses fautes : il était perdu de dettes, incapable de passer le premier des deux examens qu'il leur avait écrit avoir subit triomphalement, et il annonce à ses parents qu'il part pour l'Amérique où il va tenter la fortune, fort de son repentir et de sa valeur. Son ami adresse une lettre identique à son père, et ils sortent du restaurant, pleins de cette héroïque résolution. Ils se voient déjà en route pour l'Amérique.

Une fois sur le boulevard, les illusions disparaissent avec les fumées du souper. Les quelques louis qui leur restaient leur permettaient bien d'aller jusqu'au Havre, mais il s'agissait de se faire transporter de l'autre côté, de l'Atlantique. Or, ils n'avaient pas assez d'argent pour payer leur passage, et, d'un autre côté, n'étant ni maçons, ni charpentier, ni laboureurs, aucune agence d'émigration ne les accepterait; moment de silencieuse stupeur qu'interrompt ce cri sublime du jeune parisien : Engageons-nous!

— C'est bien simple pour toi qui es Français.

— Eh bien ! N'avons-nous pas la Légion étrangère ?

— C'est vrai... Et le Tonkin!... Et la gloire. Et peut-être l'épaulette!

Sans hésiter une minute, ils jettent leurs lettres au premier bureau de poste; Villanova entre chez lui; endosse ses plus mauvais effets; brûle tout ce qui lui rappelait ses folies; et bras dessus, bras dessous avec son ami, ils arrivent au bureau de recrutement de la rue Saint-Dominique.

Interrogés par l'officier de service, l'ami répond qu'il est français. Impossible de s'engager sans le consentement de ses parents. Il part pour aller chercher cette pièce indispensable... et il ne revient plus.

Villanova est étranger. Pas besoin de formalités : un nom quelconque, engagé et expédié à l'*Ecole militaire*, dépôt des isolés, entre un ancien, *Travaux publics*, hideusement déguenillé, couvert de tatouages de la tête aux pieds, et un jeune homme vigoureux et de bonne tournure, bachelier ès lettres, ancien maréchal des logis d'artillerie, qui avait renoncé au rengagement dans l'espoir

d'un emploi civil introuvable. Il se rengageait comme soldat, à demi-mort de faim, pour tâcher de rogagner son galon. Un nègre, valet d'écurie d'une ambassade étrangère fermait la marche avec sa superbe casquette à large galon d'or.

Il fait la traversée de Marseille à Oran, sur le pont, au milieu de vieux criminels de déserteurs de toutes les nations, d'Allemands surtout. A Oran, il croit voir une image de sa patrie; à Sidi-bel-Abbès, il en a la réalité. Les habitants en parlent la langue, en portent le costume. A tous les carrefours on danse le fandango et le boléro, au chant des seguedillas d'Alicante ou de Murcie; et, dans le calme de la nuit, le bruissement des guitares et des mandolines attire à toutes les fenêtres des brunes têtes de femme.

C'est un enchantement; c'est l'oubli momentanée d'une amère et dure existence qu'il doit à sa folie. Le tambour et le clairon le rappellent à la réalité. Il fait des étapes, le pauvre enfant paraissant avoir quatorze ans, écrasé sous le poids de son sac, sans énergie morale; sans vigueur physique. « J'aurais bien voulu

« avoir, nous disait-il, des muscles plus développés et une poitrine plus large. J'aurais respiré plus à mon aise, comme mes camarades que je voyais gambader avec leur énorme sac sur le dos, et se préparer une savante couchette d'herbe ou d'alfa sur les cailloux ou dans la boue du camp. »

Il crie, il pleure, il souffre, il intéresse tout le monde. Le bon docteur, mon ami, l'a souvent recueilli en route sur les cacolets; car, s'il arrive en retard à l'étape, ses camarades lui ont déposé tranquillement son riz et son morceau de lard sur une pierre; il n'a qu'à aller au bois et à l'eau, s'il veut manger.

A Oran et à Bel-Abbès, Villanova s'était fait connaître de quelques-uns de ses compatriotes qui l'engagèrent vivement à écrire à son père. Ne pouvant l'y décider, tant il avait de honte et de regret, ils le firent eux-mêmes, rendant ainsi à un père et à une mère désolés, le bonheur qu'ils avaient perdu en perdant leur fils. Le marquis fit agir tous les ressorts diplomatiques de Madrid et de Paris, il obtint l'annulation de l'engagement de son fils, et put le serrer dans ses bras après

sa fugue de Paris, bien durement expiée.

Le jeune de Villanova conserve toujours un bon souvenir de ses chefs et une sainte terreur de la Légion étrangère.



Bien que, de tout temps, les Légionnaires aient eu un cachet personnel, l'empreinte n'en est pas la même pour tous. Il faut distinguer l'égaré du méchant, leur faire une classification à part : celle des mauvais et celle des bons, en finissant par ceux-ci, pour nous reposer des premiers, et sans nous astreindre à un ordre chronologique.

LES MAUVAIS

UN GÉNÉRAL BIEN GARDÉ

Pendant les manœuvres de 1882, les Légionnaires, mécontents du général Louis, l'ont complètement dévalisé.

Le général s'était tranquillement couché sous sa tente, gardé par deux factionnaires

que fournissait un poste de la Légion. Au réveil, ses cantines et tous ses effets avaient disparu. Il fut obligé d'emprunter un pantalon et une veste, ainsi qu'un kôpi d'adjudant-major, pour pouvoir monter à cheval au départ. On n'avait pas pu vendre ces effets; c'était en plein hauts-plateaux. Quant aux factionnaires, ils n'avaient naturellement rien vu. Il est probable que tout avait été enterré dans le sable.

Ainsi, vol sans autre profit que la satisfaction d'une mauvaise action accomplie.

UNE CONSULTATION DE MÉDECIN

M. le docteur C..... est appelé certain soir à la caserne de Mascara pour soigner un homme, très malade, lui disait-on, et il se trouve en présence d'un légionnaire tranquillement assis sur son lit.

— Qu'avez-vous, mon ami?

— Moi?... Rien... On m'a dit que vous aviez une sale *gueule* à la lumière... J'ai voulu voir!

Le pauvre docteur fut tellement ahuri, qu'il ne trouva pas un mot à répondre.

C'était une vengeance du légionnaire, non reconnu malade à la visite quatre jours auparavant.

FERRÉ SUR LE CODE

Un nommé Revoir, ancien officier de la garde civique de Gand, engagé depuis un mois, est entré à l'ambulance de Freuda, pour rhumatismes. Il y rencontre deux de ses compatriotes, Reuters et Wahl, et l'on combine un petit coup ingénieux. Revoir et Wahl sortent de l'hôpital; Reuters leur fait passer par une fenêtre, un stock de huit couvertures qui sont vendues immédiatement à ces introuvables receleurs juifs que les Français ont eu l'intelligence d'élever à la dignité de citoyens.

L'officier comptable de l'ambulance, remarquant un certain désordre dans la salle des malades, fait un inventaire et constate la disparition des couvertures. Le lieutenant-

commandant le détachement, prévenu aussitôt, interroge Revoir qui paraît tomber des nues.

— Revoir, vous vous êtes introduit à l'hôpital, et vous y avez volé des couvertures?

— Pardon, mon lieutenant, j'ai reçu les couvertures par la fenêtre. Il est vrai que je suis entré pour aider cet imbécile de Reuter, qui était long, maladroit et ne savait pas déshabiller les lits vacants; mais remarquez bien que la fenêtre n'était pas grillée; que Reuter l'avait ouverte, qu'elle donnait de plain-pied sur la rue; qu'il n'y a eu, en somme, ni escalade ni effraction... Un enfant de trois ans aurait pu entrer comme moi.

— Suffit!... quels sont vos moyens de défense?

— Je n'en ai pas! C'est chez moi une maladie. Quand j'étais officier de la garde civique à Gand, je m'amusais à faire le mouchoir ou le porte-monnaie à mes amis. Depuis, j'ai beaucoup travaillé, et, tenez, mon lieutenant, nous causerions en tête-à-tête dix minutes, que je vous ferais votre montre. Mais, maintenant, j'en ai assez; j'aime autant aller à

Nouméa me marier avec une femme canaque. Grâce à sa connaissance du Code, au point de vue de l'effraction, Rovoïr n'est pas allé à Nouméa; il n'a pas épousé de femme canaque mais il cassera indéfiniment des cailloux sur les routes de l'Algérie.

TROIS BONS CAMARADES

Un jour, à Siessifa des Chotts, le détachement de la Légion étrangère constate la disparition de trois soldats de nationalité allemande. Ils avaient déserté avec armes et bagages. C'était en plein été, et l'on ne pouvait que plaindre ces malheureux, lancés dans le désert et condamnés à mourir de soif et de faim ou à être assassinés par les Arabes.

Quatre jours après, on voit arriver un homme défait, hâve, exténué, qui se précipite sur la première mare qu'il rencontre, et y boit à longs traits, ou, plutôt, qui s'y abreuve couché à plat ventre. C'était l'un de nos trois héros, un Bavaïois d'une vigueur extraordinaire. Il porte encore, avec sa chemise et un

pantalon de treillis, son fusil et sa ceinture à cartouches — invention de nos soldats d'Afrique — mais il a laissé en route sa capote, son sac et ses autres effets. On le conduit à l'officier qui commande le détachement.

— Eh bien ! Es-tu content de ta promenade mon garçon ? — Il ne répond pas.

— Et tes camarades ?

— Imann n'a pas voulu revenir avec moi. Quant à Schoeim, son compte est fait.

— Comment ? son compte est fait...

— Oui, mon lieutenant, je l'ai tué, ce sale Prussien, qui nous avait fait faire la folie de désertier.

Le lendemain, des Arabes des bords du Chott ramenaient Imann qu'ils avaient trouvé mourant dans le sable. Ce dernier confirma en tous points la déclaration du Bavarois. En proie aux horribles souffrances de la soif, ne pouvant plus marcher malgré l'abandon de leurs effets, les trois déserteurs s'étaient assis dans une petite clairière de thym et de drin pour y tenir conseil.

Schoeim leur avait promis de les conduire au Maroc; ils en étaient bien loin.

Il s'éleva entre eux une discussion au cours de laquelle Resch, se levant, avait tranquillement annoncé à son camarade qu'il allait le tuer... Il avait pris une cartouche dans sa ceinture, chargé son fusil, armé, visé et fait feu à quatre mètres. Schœim avait été foudroyé.

UN CHEF DE BANDE

Un détachement chemine péniblement sous une pluie torrentielle; la route, à peine tracée, n'est qu'une piste transformée alternativement en lacs de boue et en torrents; on n'y voit pas à dix pas devant soi.

Un Allemand, nommé Gœrth, embauche une dizaine de ses compatriotes, et décide d'aller s'abriter et se ravitailler, les armes à la main, dans un douar dont deux ou trois petites colonnes de fumée et le bêlement des brebis décèlent le voisinage.

Le passage d'un pont avec le massif de lauriers-roses qui bordent toutes les rivières de l'Algérie — même le fameux Oued-Seccos,

mille fois plus hydrophobes que le Mançanarés, favorisent leur projet; ils se laissent glisser sous l'arche du pont, et attendent que la petite colonne ait défilé. Quand le pas du dernier mulet du convoi a retenti sur leur tête, ils mettent carrément baïonnette au canon et marchent sur le douar.

Leur arrivée est accueillie comme celle de tout Européen : les femmes poussent des hurlements d'épouvante vraie ou simulée; les enfants piaillent, une meute de chiens furieux se précipite sur nos déserteurs. Voilà une distraction qui va les réchauffer; deux ou trois chiens sont piqués et roulés, ce qui cause une vive satisfaction aux Teutons.

Le douar était pauvre; il appartenait à la puissante tribu des Hachem, les parents et fidèles serviteurs de l'émir Abd-el-Kader. Autrefois riches et puissants, ils sont maintenant ruinés, dépouillés de leurs terres, c'est à peine si vous trouveriez un fusil et un cheval sur deux tentes. La terreur de ces pauvres Bedouins était navrante; mais sept ou huit hommes valides et résolus se mettent en cordon devant le douar, et attendent les événements.

Heureusement que le cheik est un vieux tillailler qui a servi quinze ans la Franco et n'est pas homme à perdre la tête : il s'avance, reconnaît des légionnaires, et flatte immédiatement leur amour-propre, en leur baragouinant brood, fleich, et les quelques autres mots qu'il a pu apprendre durant sa captivité en Allemagne.

Devant ce déploiement d'amicales démonstrations, Gœrth, qui s'est nommé chef du détachement, commande de former les faisceaux, et accepte l'hospitalité que le vieux Turco en retraite a soin de lui offrir dans la tente la plus reculée du douar.

On offre du lait et des galettes; tous les tapis et coussins sont mis en réquisition pour confortablement asseoir Messieurs les Lascares; et c'est lorsqu'ils sont accroupis autour du feu, que le vieux Turco, tout en leur adressant le plus gracieusement du monde des *toi bono... toi camarade... toi mang; couscous*, fait enlever les fusils placés en faisceaux.

Gœrth s'aperçoit tout d'un coup qu'il est roulé. Ecumant de rage, il se précipite sur

les Arabes, et parvient à ressaisir un fusil; il a des cartouches, il charge son arme et appelle ses camarades au secours. Mais tout beau zèle a disparu; les soldats sont réchauffés; ils ont mangé un pou; ils trouvent qu'il n'est plus nécessaire de livrer bataille. Goerth revient à eux, il les conjure, il les menace, en leur disant que s'ils n'étaient pas des lâches ils se feraient sauter la cervelle plutôt que d'être prisonniers de simples Bédouins. « Si c'est ton idée, ne te gêne pas, » lui répond un de ses amis.

Il paraît que c'était bien son idée, car il s'assied devant ses camarades, ôte son soulier, place le canon du fusil dans sa bouche, et gratte avec l'orteil jusqu'à ce que la gâchette ait joué. Pas un de ses camarades n'avait songé à le contrarier. » C'était « Son idée ». Ils eurent le désagrément de porter son cadavre jusqu'à Mascara, sous la protection de quatre ou cinq cavaliers arabes, tout fiers d'être chargés de beaux fusils de guerre et d'avoir fait tant de prisonniers d'un seul coup.

UN CONTRE TRENTE.

Sans le suicide de cet écerelé, cette petite scène eût pu passer, aux yeux de gens condamnés à l'indulgence, comme une simple facétie.

Bien plus tragiques furent les désertions de l'Italien Basiloni et du Suisse Armann, dans les environs de Bel'-Abbès, et celle encore d'un autre Suisse, Saver, près de Frenda.

Basiloni, tenant la campagne avec son ami, Armann, fit une défense en règle et des feux rapides contre les gendarmes et les Arabes qui le cernaient. N'ayant pas encore de fusil à répétition, il avait prié son camarade de charger leurs armes et de les lui passer; de la sorte, il ne perdait pas de temps.

Un gendarme, la poitrine traversée par une balle, guérit par miracle. Deux Arabes eurent moins de chance.

Même scène à Frenda. Saver déserte et vole à main armée dans un douar. La gendarmerie et les Arabes sont sur pied et le

cernent. Il envoie deux ou trois balles à ceux qui le serrent de trop près; un Arabe est mortellement atteint, un gendarme légèrement blessé. La nuit arrive et l'on envoie demander à Frenda du renfort pour arrêter ce forcené.

A l'aurore, la battue commence; mais Saver a pris une position défensive remarquable : il a gravi un mamelon aride, s'est fait avec un tas de pierres, un retranchement, derrière la crête duquel il a planté son képi. Couché à quelques mètres de là, il commence le feu dès qu'il voit le cercle se mettre en mouvement. Les assiégeants ripostent, mais ils visent le képi pour l'homme. Un Caïd et deux de ses hommes trouvent la mort, en essayant d'arriver au galop. Un caporal de la Légion trouve plus simple de tourner Saver; il arrive, en rampant derrière lui et le saisit à bras le corps, tandis qu'il brûlait sa soixante-quatrième cartouche.

Saver, interrogé par le commandant du détachement de Frenda, ne répondit qu'une chose : « Vous m'en...bêtez; j'ai fait ce que j'ai voulu. Je m'ennuyais, je me suis distrait. »

Il n'a pas été fusillé!... a-t-il été reconnu atteint d'aliénation mentale? ou M. Grévy trouva-t-il une excuse à son crime? Il n'y aurait là rien d'étonnant, puisque ce père Grévy avait gracié Frélinger, un zéphir soupçonné de onze assassinats. — Je dis : onze, mais on n'avait pu fournir la preuve matérielle que d'un seul. Il y avait, paraît-il, des circonstances atténuantes.

Frélinger avait assassiné un malheureux colon; et, ne trouvant que 27 sous sur lui, il lui avait déchiré la figure à coups de talon de *godillot*, en lui disant : « C'était bien la peine que je te fasse la peau pour si peu! »

La somme était très modique, en effet, il ne fallait pas fusiller cet égorgueur pour si peu!

. * .

Un vent funeste de faiblesse soufflait, du reste, des hautes régions du pouvoir, dans tous les pays. C'est ainsi que l'Allemagne n'avait pas poursuivi un nommé Kauffmann, lieutenant d'artillerie prussienne, venu chez nous par désertion. Il s'était pris de querelle

en pleine rue avec un de ses camarades et l'avait lardé à coup de sabre. On lui enleva sa victime qu'on transporta à la caserne où le médecin du corps fut appelé en toute hâte. Là, tandis que l'homme de l'art panse le blessé, Kauffmann revient, armé d'un pistolet, et brûle la cervelle à sa victime. Il fut simplement envoyé d'office au Tonkin.

On croit rêver. Mais pour lui aussi il y avait une excuse..... il était en colère.

LES BONS

Le colonel passe la revue des recrues arrivées dans la quinzaine; il remarque dans les rangs un homme de haute taille, la figure sympathique et très intelligente.

— Quelle profession aviez-vous, avant votre engagement?

— J'étais professeur d'allemand et de français au collège de V... près Genève.

— Tiens !..... Et pourquoi êtes-vous ici?

— Mon colonel, j'aime la guerre.

L... de St-J... sorti de l'école polytechnique, attaché d'ambassade en Suède et en Hollande, sous-préfet au 4 Septembre, officier d'état-major à titre auxiliaire pendant la guerre, chevalier de la Légion d'honneur, s'engage dans un régiment de ligne. Il va à l'école d'Avor; en sort sous-lieutenant, et donne sa démission. Il se réengage en 1877 à la Légion, au titre étranger; nommé officier en 1879, décoré, commandeur du Nicham, chevalier de la couronne de chêne de Hollande et de l'ordre de l'épée de Suède, il est révoqué en mai 1880 pour cause de vices honteux.

Von Goltz, lieutenant prussien, neveu du général du même nom, légionnaire, mis en prison pour absence illégale de deux jours et tentative de désertion, passe au conseil et est condamné à deux ans de prison, pour refus d'obéissance au peloton de punition.

. . .

Mayor Kowitch, lieutenant d'artillerie autrichienne, détaché par son gouvernement à l'armée russe pendant la guerre de 1878, blessé au siège de Plowna, soldat à la Légion, employé comme topographe par l'amiral Courbet, pendant la campagne que termina la prise de Sontay, embarqué avec lui, revenu accompagner son corps, à bord du *Bayard*, faisait les délices de Géryville par ses représentations de physique amusante. De retour à Bel-Abbès, il a trouvé ingénieux de faire déserteur douze hommes avec armes et bagages sous sa conduite. Ramené à la caserne, il a fait 30 jours de prison et a demandé à partir de nouveau pour le Tonkin où il a l'intention de se fixer après son congé.

. . .

La bibliothèque du cercle de Tiaret était tenue par un vieillard à figure triste, maigre, alongée, garnie d'une solide paire de lunettes de myope. Tous les officiers traitaient avec

beaucoup d'égards ce vieux soldat, engagé à la Légion.

Il est vrai que jamais bibliothécaire ne fut plus attentif à sa besogne. Une particularité fixait vite sur son compte : tous les articles de revues, traitant des campagnes de la Russie dans le Caucase et les Balkans, étaient l'objet de ses commentaires ; les romans russes d'Henri Gréville ou de Cherbuliez, étaient annotés en très bon français. Pour les romans c'était un « ceci est faux », ou un « bien observé ». Pour les ouvrages de géographie, d'histoire ou de tactique, c'était parfois un long paragraphe d'observations ou de rectifications.

Ce soldat parlait avec la même facilité le français, l'allemand et l'anglais. Son éducation était parfaite ; il avait des ressources personnelles dont on ignorait la provenance : c'était, sans aucun doute, un officier de l'armée russe, ayant grand besoin de se cacher.

..

Un jeune et beau lieutenant de cavalerie

hongroise, servant dans le régiment dont son père est colonel, se laisse entraîner dans une bagarre de café concert et finit par un duel avec un Prussien qui se croyait un peu trop sur la bonne terre allemande.

Le Prussien est tué; mais la loi est rigoureuse en Autriche; le jeune officier est condamné à un bannissement de trois ans. Son père, qui vit de sa solde et qui veut que son fils reste soldat, l'envoie tout droit à la Légion.

M..... est maintenant sergent au Tonkin; il est toujours doux et calme, et ne pleure un peu que quand il reçoit une lettre de sa mère qui lui écrit en français. La pauvre femme croit que tout le monde parle cette langue à la Légion.

*.

Le capitaine d'Ex..... avait reçu dans sa compagnie un de ses camarades de Saint-Cyr, démissionnaire depuis dix ans, rengagé pour reconquérir l'épaulette de sous-lieutenant au titre étranger ou, au besoin, une modeste pension de sous-officier.

Un jour — me racontait mon ami, le médecin major — je demandai au chef du détachement de Frenda, un maçon pour réparer les gourbis de l'ambulance. Il m'envoya le lendemain un grand et beau garçon nommé Walter, qui se mit à la besogne et me fit un chef-d'œuvre de toiture. Ce brave troupier avait rapporté du Tonkin, outre une balle dans la jambe, une fièvre intermittente indéracinable ; il entra à l'hôpital, comme malade quatre ou cinq jours après.

La commune possède une bibliothèque à laquelle j'empruntais quelques livres pour mes malades. Walter, en huit jours, avait dévoré tout mon stock. Étonné de l'entendre parler si couramment le français et de tant aimer la lecture, je lui donnai l'Ivanohé de Walter Scott. « Tiens, me dit-il, d'un ton joyeux, il y a dix ans que je ne l'ai lu ! » Informations prises, c'était le fils d'un recteur d'académie autrichien, et il avait été secrétaire d'ambassade à Rome.

Comment était-il maçon ? Il me l'expliqua.

A la Légion, on ne s'étonne de rien. Quelle

est ta profession ? demande-t-on à un soldat.
— Tailleur d'habits — Tiens, voilà une
montre à réparer — il faut la réparer.

On avait besoin de manœuvres, à Geryville
Walter se présenta et apprit le métier de
maçon. Maintenant il est tranquille ; sa libé-
ration doit l'avoir rendu à son père qui lui
a pardonné ses frasques ; mais, s'il se brouille
de nouveau avec lui, il ne s'engagera plus à
la Légion... Il sera maçon.

. . .

Maury, ancien élève du lycée d'Alger et
de l'Institution Chevalier (Paris), avocat, ou
plutôt étudiant, fait son volontariat et se ren-
gage pour être officier de réserve. Il est en-
voyé aux compagnies de discipline. Ses cinq
ans finis, il revient à Paris mange un héritage
de 50.000 francs, et écrit avec quelque succès
pendant deux ans, à *l'Evènement*, sous le
nom de Maurice Zède.

Un beau jour, M. P... actuellement admi-
nistrateur des affaires indigènes, se sent
frapper sur l'épaule en plein boulevard Ma-
lakoff ; il se retourne et se trouve en face d'une

sorte d'Espartero, déguenillé, en espadrilles, vaste sombrero, petite blouse blanche — Bon jour, P... comment vas-tu? demande tranquillement l'Espartero, en soulevant son chapeau. — Quel est cet accoutrement? s'exclama P... reconnaissant son ami Maury, son condisciple. — J'ai mangé un héritage; on m'a mis à la porte de l'*Evénement*; je me suis engagé à la Légion étrangère; j'ai déserté il y a quinze jours; et je viens te demander le moyen de passer en Espagne.

Bien qu'occupant, une position officielle, P... s'occupe de ce malheureux fou dont il connaît la famille, il lui procuro le moyen d'embarquer sur une balancelle en partance. Il le conduit au port pour lui faire faire connaissance avec le patron du bateau, puis il se sauve pour ne pas attirer l'attention par ses relations avec un homme si mal habillé. A peine arrivé sur la place de la République, il entend du bruit et il voit un attroupement. Entre deux sergents de ville marchait Maury gesticulant, menaçant d'écrire aux journaux etc... En cinq minutes, il avait trouvé moyen de chercher querelle à un douanier, de se

colleter avec lui, et de se faire conduire au poste où il fut reconnu et livré à la justice militaire.

Le plus beau de l'histoire, c'est que P. parcourant avec moi le bulletin des condamnations, nous trouvâmes, six mois après, la mention suivante : « Maury, contumax, 10 ans de travaux publics... » Il s'était encore évadé !

*
*
*

Primat. — C'est le docteur qui raconte — Primat, ancien lieutenant de l'armée française en 1874, fut obligé de donner sa démission, on ne sait pourquoi. Après avoir traîné la misère il s'engage à la Légion, redevient sergent et s'adonne à l'ivrognerie. Il manque au départ de Méchéria et rejoint deux étapes plus loin. Je l'exemptai, et pour cause, de toute marche de toute corvée.

A la halte, il se précipite dans la tente où nous déjeunions, (à Tafaroua) et, s'adressant avec violence à son capitaine, il lui dit qu'il fait une infamie en le dénonçant au ministre; que c'est Privat d'Anglemont et non lui, qui

écrit dans ses journaux; qu'il est la victime d'une conspiration cléricalo-monarchiste dont le capitaine est le chef, et cont autres propos insensés. Je le prends sous ma protection, et je l'amène à la garde du camp, en lui faisant soigneusement retirer ses armes.

Dix minutes après, un perruquier rasait ses camarades sur le front de bandière, Primat s'élança sur le perruquier, lui arracha son rasoir, et se coupa la gorge d'un seul coup.

. . .

Pendant une route de Bel-Abbès à Tiaret, je fus abordé par un homme de 35 ans environ, d'allures distinguées, parlant assez mal le français, qui me demandait de le prendre comme ordonnance, pour ne pas être volé de deux ou trois billets de cent francs, qu'il me montra dans son porte-feuille avec ses papiers. la photographie d'une femme charmante et celles de deux enfants ravissants.

Cet homme était un ingénieur italien qui se punissait d'avoir abandonné sa famille pour aller jouer à Monte-Carlo, où il avait

ruiné tous les siens. Il avait reculé devant le suicide et s'était engagé en expiation. Je sais assez de latin pour comprendre les lettres de sa femme dont il me donna quelques-unes à lire, pour me convaincre de la vérité absolue de son histoire. Je le pris sous ma protection, et il fut nommé jardinier et constructeur en chef à Aflou.

. * .

Dans un détachement de recrues se dirigeant sur Tiaret, en 1884, je remarquai un homme d'une trentaine d'années, à la figure fine, aux mains blanches, qui me paraissait souffrir beaucoup. De temps en temps il essuyait avec un mouchoir de toile son front couvert de sueur et de poussière. Parfois, avec un profond soupir, il s'asseyait et me montrait ses pieds, blancs et délicats, profondément sillonnés de plaies et d'ampoules de toute sorte. Il arrangeait tant bien que mal sa *chaussette russe*, reprenait son sac, et la sueur recommençait à couler dans sa fine barbe blonde.

Ayant remarqué l'intérêt particulier que

lui portait son capitaine, je lui en demandai l'histoire. C'était un industriel du Nord, marié, père de plusieurs enfants, qui s'était engagé pour se guérir d'un défaut terrible, l'ivrognerie, qui le déshonorait aux yeux de ses frères — ses associés — et de sa femme qu'il adorait et qui avait fini par le prendre en aversion.

Le capitaine était en relation avec la famille de ce malheureux qui recevait une petite somme tous les mois et la déposait entre les mains de son capitaine, pour ne pas céder à la terrible tentation de boire.

Le sous-lieutenant au titre étranger, Eblit, ancien officier après la guerre, se marie tout jeune et démissionne pour s'associer dans le commerce avec son beau-frère. Des dissentiments surviennent, presque une ruine. L'ancien officier se croit trompé, méprisé ; il abandonne femme, enfants, et s'engage pour la Légion sous un nom supposé. Cet homme habitué au bien-être, à l'aisance, fait la traversée incognito, rudoyé par ses cama-

rades, et par les sous-officiers ; il faubergo le pont, il fait la corvée de poulaine.

Arrivé au Tonkin, le détachement est passé en revue par le général Négrier. Le général s'arrête devant Eblit et lui demande avec le tutoiement usité à la Légion :

— Comment t'appelles-tu ?

— X..., mon général.

Le général n'est pas convaincu ; il fait quelques pas puis revient brusquement :

— Je vous ai connu quelque part, vous ?

Eblit se trouble et répond : c'est vrai, je m'appelle Eblit.

— Vous étiez sous-lieutenant dans mon bataillon ?

C'était vrai... Eblit est nommé sergent, et huit jours après, il a la cuisse traversée en attaquant un fort chinois. Il est proposé pour sous-lieutenant, nommé, repatrié... Un mois après, il repart pour le Tonkin.

C'est d'Eblit que je tiens l'anecdote suivante, concernant le docteur Lucotte, médecin-major, mort au Tonkin.

Eblit était étendu, blessé, et le docteur vint lui placer un *garrot* pour arrêter l'hémorra-

gie. La petite opération terminée, il tira son calepin pour écrire le diagnostic qui devait éclairer le médecin de l'hôpital dans ses premiers pansements, le blessé emportant la fiche où est décrite sa blessure et indiquée la façon où elle a été pansée. Au moment où le docteur tire son calepin, une balle le lui fait sauter des mains.

— Tiens, dit-il à Eblit, encore un peu, l'on vous achevait.

— Et vous donc?... répond tranquillement le blessé.

CONCLUSION

DÉFAUTS DE LA LÉGION

En premier lieu, le mauvais choix du recrutement... Tout est bon! on a envoyé jusqu'à des boiteux qui se substituaient à des engagés regrettant leur coup de tête. Ils avaient fait le voyage, avaient été nourris trois mois, et réformés après.

Tout le monde interlope se réfugie à la Légion; exemples : Revoir, Kauffmann, etc.

A Géryville trois hommes sont en prison; l'un d'eux est étranglé pendant la nuit; ses deux camarades disent simplement lui avoir rendu un service qu'il leur demandait.

A Mechéria, au peloton de punitions, un soldat refuse de continuer l'exercice, sous prétexte qu'il en a assez, et qu'il aime mieux passer en justice dans son pays, la Belgique, où il a violé et assassiné une enfant de dix ans. C'est un truc... on ne l'écoute pas, et on le

remet au peloton de punition. Cependant, sur sa demande, on prend des informations... C'était vrai !

Ils alimentent deux conseils de guerre et coûtent trois millions par an à l'Etat. C'est là le résultat le plus clair de la suppression de la *Crapaudine* et du *paiement sur le ventre*. Autrefois, un légionnaire ivre battait ses camarades ou ses chefs, on l'attachait jusqu'à ce que l'ivresse fût cuvée. Un ivrogne vendait ses effets, il était mis en prison et ne recevait que le pain et la soupe sans viande, une fois par jour ; son ordinaire payait l'effet qu'il avait vendu.

Actuellement, tout passe au Conseil, et les habitués des prisons ont leur existence assurée; ils vont vendre leurs effets, pour retourner à leurs vices et à leur hideuse promiscuité.

Un autre fléau, c'est la maladie de la désertion à tout propos et sans propos, avec aggravation de vol, rébellion, coups de fusil etc. On en a vu des exemples en Afrique; ils abondent en Extrême-Orient.

Défaut principal et cause de tous ces dé-

sordres, l'ivrognerie, qu'ils entretiennent au moyen de l'absinthe et du babali, eau-de-vie de figes, que les juifs vendent aux soldats à raison de 0 fr. 75 le litre.

Enfin, planant sur le tout, un égoïsme féroce chez ces hommes sans liens de nationalité ni d'origine, contents du malheur des autres, se vendant et se dénonçant pour le plaisir de faire le mal.

SES QUALITÉS

Au bout de quelques mois, la justice a éclairci les rangs; il ne reste plus que les aventuriers, les déserteurs d'autres armées, notamment des Allémands, et l'on n'a plus qu'un corps admirable de discipline et de tenue.

Le légionnaire est coquet, soigneux de ses effets. Arrivé à l'étape, il se précipite à l'eau le torse nu, et lave avec soin son corps et son linge. En route, il est le plus remarquable marcheur de l'armée. Ce mélange de gens ayant souffert toutes les misères de la vie,

l'indifférence pour les maux du voisin font de la Légion une troupe que l'armée d'Afrique a admirée en 1881. Le colonel Négrier lui a fait faire des prodiges; et, malgré la discipline terrible qu'il maintenait impitoyablement chez elle, il y est resté légendaire. Les troupiers le chassonnent encore, et rêvent de combattre sous ses ordres.

Pour faire campagne, tous volontaires.

En 1886, le bataillon de Góryville devait fournir 500 hommes de renfort, tous étaient malades de la fièvre, et les 700, composant l'effectif du bataillon, s'étaient fait porter comme volontaires. On en a vu tomber dans le rang à la revue de départ, et pleurer de rage d'être remplacés. Il y avait cependant dix étapes à faire par le printemps diluvien de l'Algérie. Triste contingent pour le Tonkin, mais tous voulaient y aller.

Au feu, tous ces gens, sans famille et sans patrie, ne peuvent que faire merveille. Il est évident qu'ils tiennent fort peu à une existence qui ne leur paraît bonne que pendant leurs moments d'ivresse.

En toute circonstance, le Légionnaire est

essentiellement *débrouillard*; il sait tirer parti de tout. Inutile de rappeler les villes en terre et en alfa, construites par eux dans le sud; en route et en garnison, on trouve toujours parmi eux tous les ouvriers, artistes ou savants dont on peut avoir besoin.

Dans un combat du Sud-Oranais, il y a 20 ans, le médecin, blessé, ne pouvait pas soigner ses hommes; il trouva, dans un seul bataillon de la Légion, quatre médecins ou étudiants en médecine pour le seconder.

Ne parlons que pour mémoire des peintres, graveurs, sculpteurs, dessinateurs, musiciens qui pullulent à la Légion. On sait que, de tout temps, elle a eu la meilleure musique de l'armée après celle de la garde républicaine.



J'ai dit de la Légion étrangère ce que trente ans de fréquentation m'en ont appris *de visu et de auditu*. J'en conclus qu'elle répond parfaitement aux vues dans lesquelles elle fut formée en 1832 : décharger le sol de la France du poids de plusieurs milliers d'épaves cosmopolites, en les faisant servir à

nos guerres d'outre-mer. Il paraît impossible de changer son mode de recrutement. Ce qu'on doit lui souhaiter, c'est qu'elle ait sans cesse des cadres d'officiers comme ceux qui l'ont toujours conduite depuis Bernello et Conrad : braves, énergiques, vigoureux et assez intelligents pour ne pas confondre dans le même traitement les mauvais sujets récidivistes et les pauvres malheureux égarés.

Napoléon a dit que pour savoir quel régiment avait le mieux fait dans une bataille, il fallait demander lequel avait perdu le plus de monde.

D'après ce principe, la Légion étrangère occupe un rang distingué parmi les corps de notre armée. L'ancienne fut presque entièrement détruite en Espagne; le total des officiers, tués ou morts au Tonkin depuis le commencement de l'expédition était, au 1^{er} novembre 1888, de cent neuf. Quant aux soldats qui sont morts en Extrême-Orient, depuis longtemps on ne les compte plus.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	I
CHAPITRE I^{er} — Faits qu'il est bon de rappeler. — Après la prise d'Alger. — Le général Clausel. — Les successeurs du général Clausel. — Singuliers renforts	1
CHAPITRE II. — La Légion étrangère. — Comment elle fut formée. — Armand Carrel. — Les Emigrés	21
CHAPITRE III. — Les éléments de la Légion. — Indulgence intelligente. — Le premier ré- giment. — Comparaison et différences. — Les colonels de la première Légion. — L'esprit de corps. — Le recrutement régional. — Le col- onel Combe. — La Légion étrangère à la Macta	33
CHAPITRE IV. — La Légion étrangère en Es- pagne. — Origine de la guerre de Sept ans. — L'explosion. — Zumalacarrégui. — La qua- druple alliance. — Convention franco-espa- gnole. — Organisation de la Légion de se- cours. — Le départ d'Afrique. — L'arrivée en Espagne	83
CHAPITRE V. — La guerre civile. — Cabrera. — Mort de Zumalacarrégui. — Conséquences de la mort de Zumalacarrégui. — Continuation de la guerre. — Indiscipline dans les deux partis. — Assassinats. — Combats et sièges. — Pointe de don Carlos sur Madrid. — Changement de poli-	

tiqeen France.— Désordres dans l'armée chrisc. tine.....	109
CHAPITRE VI — Dissolution du parti carliste. — Maroto. — La trahison est consommée. — Derniers et courageux efforts de Cabrera. — Fin de la guerre de Sept ans. — Actions d'éclat de la Légion. — Conrad.....	133
CHAPITRE VII. — Nouvelle Légion étrangère — Quelques colonels. — Bedeau. — Canrobert. — Bazaine. — De Saint-Arnaud. — Mellinet....	153
CHAPITRE VIII. — Faits d'armes. — Constan- tino. — Une parenthèse. — Djidgelli. — Campagne de 1840. — Suite d'expéditions. — Dans la province de Constantine. — Zaatcha. — La Légion au Mexique.....	195
CHAPITRE IX. — Silhouettes. — Un prince. — Un gentilhomme. — Les mauvais. — Un général bien gardé. — Ferré sur le Code. — Trois bons camarades. — Un chef de bande. — Un contre trente. — Les bons. — Conclusion. — Défauts de la Légion. — Ses qualités.....	235

ON TROUVE A LA LIBRAIRIE St-MICHEL

Le dernier des Sablonin, par CAMILLE FILLYÈRES (auteur du roman d'une année), 1 vol. in-12.....	2 »
Histoire de sainte Clotilde, par ROUSSEL ST-GEORGES, 1 volume in-12.....	1 50
Moines et brigands, par E. DE MARGERIE, 1 volume in-12.....	2 »
Dommartin (le général) en Italie et en Egypte, ordres de services et correspondances, 1766-1799, par A. DE BESANCENET, 1 vol. in-12.....	2 »
Cailloux rouges (les), par M. H. LANGLOIS, ouvrage dédié à l'amiral de Montagnac, 1 vol. in-12.....	2 »
Jenny-les-Bas rouges, le Moulin de la Follette, un Notaire qui politique, par A. DE BESANCENET, in-12.....	2 »
Adrien Doizy, par Mme Th. DUCLOS et B. D'ELLMAC, dédié à la fondatrice des <i>Annales des Enfants de Marie</i>, in-12.....	2 »

**This book is a preservation photocopy.
It was produced on Hammermill Laser Print natural white,
a 60 # book weight acid-free archival paper
which meets the requirements of
ANSI/NISO Z39.48-1992 (permanence of paper)**

Preservation photocopying and binding

by

Acme Bookbinding

Charlestown, Massachusetts



1995

11-11-11

